



BOURSE

JEUDI 25 AVRIL 1991

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14384 - 6 F.

Le gouvernement publie son Livre blanc

## L'hypothèque slovaque

Le coup de force du Parlement de Bratislava contre le premier ministre slovaque M. Vladimír Mečiar, destitué mardi 23 avril de ses fonctions avec une bonne partie du gouvernement par la présidence du conseil national slovaque, a sans doute fait pousser quelques soupçons de nationalisme à Prague. Le nationalisme triomphant de M. Mečiar y inquiétait beaucoup et ses tendances « populistes » y faisaient tout simplement horreur.

Nul doute, donc, que l'arrivée de M. Jan Čarnogurský à la tête du gouvernement slovaque soit de nature à rassurer le président Václav Havel. Chef du parti démocrate-chrétien de Slovaquie, M. Čarnogurský professe un nationalisme plus modéré que celui de M. Mečiar et s'est montré jusqu'ici partisan du maintien du lien fédéral entre Tchéquie et Slovaquie. Son passé de dissident catholique et son expérience des géries communistes en font un autre quelconque de M. Havel que M. Mečiar, ancien communiste du « printemps de Prague » exclu du parti à l'heure de la normalisation, en 1970.

POURANT, le soulagement risque fort d'être de courte durée. Les menées de M. Mečiar ont beau exaspérer les intellectuels de Prague, le premier ministre évincé resta l'homme politique le plus populaire de Slovaquie : dans un sondage rendu public à Prague le jour même de sa destitution, Vladimir Mečiar devançait largement l'autre Slovaque célèbre, M. Alexandre Dubček, et le président Havel. M. Čarnogurský, lui, est loin derrière.

En outre, le départ de M. Mečiar ne résout aucun des problèmes qui contribuent à maintenir une température sociale explosive en Slovaquie. Les effets de la réforme économique radicale de M. Václav Klaus, ministre des finances, y sont ressentis beaucoup plus durement qu'en pays tchèque : le taux de chômage y atteint déjà 4,5 % de la population active, contre 2,5 % en Bohême et Moravie ; la misère y est grave, les désordres sociaux y sont essentiels. L'ambition de réindustrialiser la Slovaquie et qui tourne à plein régime sous les communistes s'est heurtée à de gros obstacles sociaux... et des chars tout neufs continuent donc de sortir des usines slovaques. La dégradation du niveau de vie est un terrifiant fait pour la nationalisme, et M. Čarnogurský ne saurait l'ignorer.

LES jeunes manifestants qui s'étaient permis de maltraiter M. Havel - le président bianisé des Tchèques - lors de sa visite à Bratislava le 14 mars dernier n'ont eu une raison de baisser les bras. La question de la place de la Slovaquie et de ses cinq millions d'habitants dans la Fédération tchécoslovaque (qui totalise quinze États membres) a trop longtemps sous-estimé l'authenticité des revendications nationalistes slovaques et les considérant comme un complot communiste, et a laissé le débat nationaliste se développer dans une ambiance passionnée et excessive.

Un référendum sur l'avenir de la Slovaquie dégageait vraisemblablement une majorité en faveur de la Fédération, mais encore faudrait-il régler la question de la répartition des compétences : le problème slovaque restera, quelque temps encore, l'un des plus graves handicaps de la jeune démocratie tchécoslovaque.

## A la veille du plénum du Parti communiste M. Eltsine se rallie au plan anti-crise de M. Gorbatchev

Quelques heures avant l'ouverture de la réunion du comité central du PCUS, consacré notamment à la crise économique, MM. Gorbatchev, Eltsine ainsi que les dirigeants de huit autres Républiques - sur quinze - ont signé, mercredi 24 avril, une « déclaration commune » visant à calmer les tensions politiques. Le document appelle à l'arrêt des grèves, prévoit des mesures d'urgence et l'adoption du plan anticrise du président soviétique.

## Les inquiétudes de Washington

par Daniel Vernet

« Une politique incertaine dans une situation incertaine. » La formule lapidaire d'un universitaire américain spécialiste des questions soviétiques résume parfaitement l'attitude de l'administration de George Bush à l'égard du sommet avec M. Mikhaïl Gorbatchev, d'abord prévu pour la mi-février, puis ajourné sous prétexte de crise du Golfe, mais en réalité à cause des interrogations américaines sur la politique soviétique après l'intervention musclée en Lituanie.

La Maison Blanche, on considère officiellement que la « nouvelle pensée » guide toujours la diplomatie soviétique malgré le virage à droite effectué à la fin de l'été dernier par le chef du Kremlin et la démission de M. Chevardnadze : les Soviétiques, dit-on, traînent un peu les pieds, mais ce sont pas reverts sur ce qu'ils avaient accepté, sauf dans le cas de l'accord CFE sur le désarmement classique en Europe qui touche directement les intérêts des militaires.

Lire la suite et l'article de SOPHIE SHIHAR, page 3 Lire également notre page Débats page 2

## Echec des entretiens de M. Baker à Damas

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre syrien des affaires étrangères, M. Ferouk Al Charr, ont annoncé mercredi 24 avril l'échec des entretiens sur le projet de conférence de paix au Proche-Orient.

Pré de dire s'il était parvenu à un accord sur ce projet de conférence au cours de ses dix heures de conversations avec le président syrien, M. James Baker a répondu au cours d'une conférence de presse à Damas qu'il n'avait « pas encore obtenu cela » et qu'il restait du chemin à parcourir.

Après cette étape difficile en Syrie, le secrétaire d'Etat américain doit se rendre jeudi dans le Caucase pour y rencontrer son homologue soviétique, M. Alexandre Bassmornykh.

Lire nos Informations page 7

## M. Rocard propose d'allonger la durée des cotisations de retraite

M. Michel Rocard et M. Claude Evén, ministre des affaires sociales, devaient présenter au conseil des ministres du mercredi 24 avril le conseil de l'avenir des retraites. Ce document, préfacé par le premier ministre, suggère notamment d'augmenter la durée de cotisation nécessaire pour obtenir des droits à taux plein,

en la faisant passer de trente-sept ans et demi à quarante et un ou quarante-deux ans. Défendant le système de retraite par répartition, il propose de créer des fonds de pension par capitalisation dans les entreprises et les branches. Quatre personnalités sont chargées d'animer le débat avec les partenaires sociaux.

## Quitte ou double

par Jean-Michel Normand

M. Michel Rocard peut retrousser ses manches. En affirmant haut et fort la nécessité de freiner l'évolution des retraites et de détailler les avantages acquis sur lesquels il conviendrait de revenir, il tente de mettre un terme à l'incapacité chronique de la société française à regarder en face l'avenir de ses régimes d'assurance-vieillesse. Le catalogue de mesures proposées par le Livre blanc, préfacé par le premier ministre, présenté devant le conseil des ministres du 24 avril, ne passera pas inaperçu. Les propositions visent à porter la durée de cotisation de trente-sept ans et demi à quarante et un ou quarante-deux ans, à calculer la pension non plus sur les dix mais sur les vingt-cinq meilleures années, à constituer des réserves de pension par capitalisation au sein des entreprises ou des branches professionnelles...

Lire la suite et nos Informations page 27



## Le printemps de Managua

Un an après l'accession au pouvoir de M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, la paix civile règne au Nicaragua, mais la crise économique persiste

### MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

« Il y a un an, nous avions deux problèmes : la guerre civile et l'économie. Aujourd'hui, nous n'en avons plus qu'un : la crise économique. » Ce constat est parvenu à l'immense majorité des quatre millions de Nicaraguayens qui, malgré un taux d'inflation de 12 000 % en 1990, ne regrettent pas d'avoir porté M<sup>me</sup> Violeta Chamorro au pouvoir - elle a pris ses fonctions le 25 avril 1990 - et d'avoir mis fin à dix ans de révolution sandiniste.

Deux des quartiers populaires de la capitale, où les bidonvilles

se sont multipliés depuis un an, le même réflexe revient comme un leitmotiv dans toutes les conversations : « Dieu merci, mes enfants n'ont plus à la guerre. Violeta a respecté sa promesse d'abolir le service militaire. » En d'autres termes, la plupart des Nicaraguayens reconnaissent qu'ils sont disposés à accepter de nouveaux sacrifices pour permettre au gouvernement de mener à bien le plan anti-inflation adopté le 3 mars - les prix ont progressé de près de 300 % pour le seul mois de mars, mais l'inflation pourrait être ramenée à un rythme mensuel de moins de 20 % à partir d'avril.

Je suis prêt à ne manger que des herbes et du riz tous les jours pour garder mes enfants

près de moi », soutient Nidia Morales, une ouvrière dont la petite maison domine l'immense terrain vague où se trouvait le centre-ville de Managua jusqu'au séisme dévastateur de 1972.

Les jeunes vivent de nouveau dans la rue où ils n'osaient plus s'aventurer jusqu'à l'année dernière, de peur d'être détenus par les unités spécialisées qui patrouillaient dans les quartiers à la recherche des innombrables déserteurs.

Beaucoup avaient trouvé refuge au Costa Rica, au Honduras ou même aux États-Unis. D'autres s'étaient joints à la guerrilla anti-sandiniste de la Contra. Un demi-million de Nicaraguayens avaient fui la révolution guayanaise avant qu'elle ne devienne la guerre. Beaucoup sont reve-

nus au cours des derniers mois - environ cent mille, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies - mais plus nombreux encore sont ceux qui attendent de voir la suite des événements avant de refaire leur vie au Nicaragua.

Ils ont entre seize et vingt-cinq ans. Ils se sont battus avec les rebelles ou avec l'armée sandiniste, quand ils n'ont pas réussi à échapper aux recruteurs. Aujourd'hui, ils se retrouvent sur le même trottoir, écoutant de la musique à tue-tête ou jouant au baseball en pleine rue avec des équipements rudimentaires.

BERTRAND DE LA GRANGE Lire la suite ainsi que notre entretien avec M<sup>me</sup> CHAMORRO page 8



Editions du Seuil

## L'Union syndicale des magistrats critique le juge Jean-Pierre

Dans un entretien au Monde, M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM), critique vivement l'attitude du juge Jean-Pierre, à propos de l'affaire Urbain, déclarant notamment : « Le juge partisan n'est pas la réponse à l'Etat partisan. » Lire l'entretien réalisé par ANNE CHEMIN page 11

## L'opposition prend l'offensive

Le groupe UDF de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 23 avril, des élections législatives anticipées. Tout en appuyant son éppui à cette démarche, le groupe RPR a choisi de rester en retrait. Les députés centristes ne s'y sont pas associés.

Lire les articles d'ANDRÉ PASSERON, PASCALE ROBERT-DIARD, JEAN-LOUIS SAUX et PIERRE SERVANT, pages 9 et 10

### EDUCATION • CAMPUS

Les lendemains emers des universitaires de l'Est. ■ Universités-entreprises : la déphasage. pages 15 et 16

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

M0147 - 0425 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 95 p. ; Italie, 2.200 L. ; Luxembourg, 42 F. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 YRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

سكزا انا الاصل



## URSS

par Thamaz Naskidachvili

## par André Louis

Le destruction de l'Union soviétique n'est pas et n'e jamais été un objectif de l'Internationale démocrate-chrétienne. Beaucoup

► André Louis est secrétaire général de l'International démocrate-chrétienne.

La question est capitale. La réponse est difficile. Si l'engouement sur l'élection démocratique des responsables actuels est de poids, dispense pas d'un examen critique. Avec un peu de recul historique, est aisé de se souvenir que fi aussi, en son temps, a été l'élu vote démocratique. Zviad Gakhourdia n'est pas Hitler... regardons d'un peu près le stalin en Géorgie depuis qu'il a le pouvoir.

Et, comme souvent, ces deux dérivés sont en collusion. Fascisme et Mafia vont la main dans la main. On l'a vu ailleurs en d'autres temps. En Grèce, le pouvoir n'hésite pas à faire appel à la lie de la société comme masse de manœuvre et à la pègre comme exécutrice des basses œuvres. C'est,

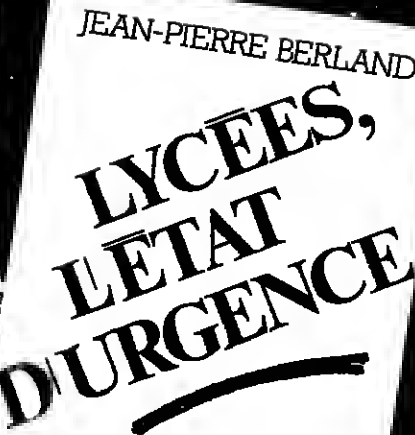
Si, pour guérir du mel communiste, la thérapie doit être douloureuse, cruelle, mutilante et humiliante, qu'on le dise. S'il faut connaître le pire pour atteindre le mieux, qu'oo le dise. Mais que l'on cesse de se cacher derrière la

Des Géorgiens sauvent l'honneur. Des personnalités s'élèvent contre les pratiques de Zviad Gagnidze, le chef du mouvement nationaliste, qui a saisi le pouvoir et a imposé sa loi. Le pays est en proie à la violence. Les Géorgiens ont le droit de savoir les empêches de s'exprimer. Les traites de « mauvais Géorgiens » d'ennemis du peuple ». Un manifeste a été signé par cinquante intellectuels parmi lesquels : le député T. Bouatchidzé, les écrivains R. Djeparidzé et L. Kobaïdze, le poète D. Tchavkavadze, le journaliste R. Rostava.

la Géorgie.  
J'aime le Géorgie. Ma  
n'importe quelle Géorgie. H  
oéo-bolchévisme!

► **Thamaz Naskidachvili**, ancien président de l'Association géorgienne en France, ancien marguillier de la Paroisse géorgienne orthodoxe de

## Le Figaro Magazine



Le proviseur raconte sans fioritures ses états d'âme de patron d'un bahut de banlieue. *Le Monde*

99 F

252 p

## Dérive fasciste, dérive mafieuse

Certes, on ne peut tenter de sortir de soixante-dix ans de balchévisme sans rencontrer de nombreuses obstacles : problèmes économiques; opposition du pouvoir central soviétique; provocations; manipulations; léninisme. Mais c'est précisément dans ces situations sont dramatiques qu'un chef d'Etat doit faire de ce non doit faire de ce sang-froid et de ses des responsabilités pour proposer des solutions pondérées et acceptées pour inus. Or à une véritable tragédie nous ? A une véritable tragédie. Elle aurait pu, dispute à Courteline tout Kalfu, le dispute à Courteline tout Kalfu, hélas, les espaces de liberté se réduisent, la heine s'installe et le sang coule.

Gamsakhurdia et ses complices régnent en maîtres absolus. La

**par Anita Davidenkoff**

A la suite de l'adoption de la nouvelle législation sur les libertés religieuses en URSS, on observe une accélération sans précédent des transformations de l'Eglise. L'enjeu est d'importance : face au chaos social et économique qui règne en URSS, il semble que l'Eglise, garant de la morale, puisse apporter quelques « recettes » utiles aux pouvoirs publics.

Les ministères forment, en effet, des micro-structures qui

proposent d'être une sorte de ferment de l'économie locale et qui attirent déjà les forces vives du pays. De jeunes ingénieurs sont disposés à vendre leurs brevets de procédés industriels, et à créer des sociétés mixtes avec l'Occident pour reverser les bénéfices à ces communautés religieuses, dans le souci de développer l'économie locale.

## Au-delà des conflits

Plus largement, l'Eglise, eo tant qu'institution composée aussi de laïcs, est présente dans toutes les sphères de la vie publique : elle crée des associations caritatives, des maisons pour personnes âgées, des lycées privés qui non seulement assurent un enseignement religieux mais dispensent un enseignement général parallèle. L'Eglise, ainsi, voit ses tâches s'accroître jour en jour. Cette évolution du rôle de l'Eglise est en passe de modifier profondément la nature des relations avec l'Etat.

L'Eglise orthodoxe russe saura elle utiliser ces nouveaux stouts au contraire sera-t-elle victime ses querelles intestines qui peuvent la conduire à un schisme ? Sera-t-elle en mesure de surmonter une crise révélée aujour-

d'hui dans toute son ampleur avec ses déchirements entre juridictions qui rejettent la tutelle du patriarcat de Moscou comme l'Eglise œcuménique d'Ukraine, ou l'Eglise dite hors frontières créée dans l'émigration et qui cherche à s'implanter en Russie ? ...

Quant aux conflits avec les uniates, largement polibés et récupérés par les mouvements nationalistes, il dépasse de beaucoup la simple confrontation doctrinale et fait l'objet d'un contentieux pluriséculaire entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise romaine. En dépit du dialogue engagé sur cette question, les solutions restent à trouver. Il paraît urgent, en tout état de cause, que les deux parties intéressées adoptent une attitude de réserve ce qui éviterait d'attiser les rivalités religieuses.

Il est frappant de constater qu'avec l'intronisation du nouveau patriarche Alexis II, le peuple orthodoxe de Russie et la diaspora espèrent voir se développer une authentique renouveau de l'Eglise. celui-ci n'a nul besoin d'être entravé aujourd'hui par aucune forme d'un prosélytisme particulièrement latent dans certains milieux catholiques.

► Anita Davidenko est maître de conférences à l'université Paris-X.



C O U R R I E R

## Une révolution dans l'aide humanitaire

De façon évidente, les états-majors alliés à l'Irak ont été pris de court par l'efflux de réfugiés ébouillies et kurdas. Rien n'avait été prévu pour venir à leur secours. La guerre avait été méticuleusement programmée, mais le paludisme, l'improvisation et les ribambelles. Une fois de plus dans cet embargo suivi d'intensité, les civils ont payé un prix plus lourd que les militaires. Les leçons de l'Histoire n'ont servi à rien. L'impact, sur les groupes à risque, de l'embargo ne peut le connaître, avec l'Irak n'avait fait l'embargo d'aucune étude sérieuse en temps utile.

En matière d'aide humanitaire et de droit d'ingérence, une révolution idéologique s'impose. On ne peut continuer à laisser l'extrême misère nous prendre par surprise. On se souvient que c'est un film présenté par la BBC à Londres, le 23 octobre 1984, sur les camps de réfugiés en Éthiopie qui déclencha la vaste opération internationale de secours de tous les temps : plus de 1 million de dollars d'aide alimentaire fut distribué l'année suivante, sauvant des millions de vies humaines. Alors que les médias étaient tous traversés vers le Golfe, le Soudan bravaient vers le fanisme, les médias occidentaux se désolèrent dans l'indifférence générale. Les médias ont un rôle, mais pas celui de prévenir les catastrophes.

A l'égard des agences américaines, telles que l'USAID, qui financent une partie des travaux de recherche sur la prévention des famines avec de gros supports informatiques, au sein des systèmes d'alerte et de suivi de catastrophes, la France pourrait apporter des structures efficaces. L'Institut Agropolis, à Montpellier, détient les bases de la Sud, s'apprête bien à lancer une critique et à proposer des chercheurs disponibles, et relatifs qu'ils ont tissés avec les mondes en développement, l'essor de technologies de pointe à Montpellier, sous des struts pour

Thierry A. BRI  
professeur invité à l'Institut  
agronomique méditerranéen  
de Montpellier

## Les inquiétudes de Washington



# ÉTRANGER

URSS : pour tenter de surmonter la crise

## MM. Gorbatchev et Eltsine signent une déclaration commune appelant à l'arrêt des grèves

M. Mikhaïl Gorbatchev a signé, dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 avril, avec les dirigeants de neuf Républiques soviétiques, dont le président russe M. Boris Eltsine, une « déclaration commune sur les mesures indispensables pour stabiliser la situation ». Le document reconnaît d'autre part aux six Républiques indépendantes « le droit de ne pas signer le nouveau traité de l'Union ».

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev a obtenu, à l'arraché, des concessions de M. Boris Eltsine et des autres dirigeants de républiques qui envisagent de signer le Traité d'union. Le jour où s'ouvre à Moscou un plénum du Parti communiste au cours duquel les conservateurs devraient une nouvelle fois donner de la voix, la Pravda publie mercredi 24 avril une « déclaration commune » signée par M. Gorbatchev et les dirigeants des neuf républiques, exposant

les principes d'une trêve politique et appelant « les mineurs et tous les travailleurs à cesser les grèves à motivation économique et politique ». « La crise qui s'approfondit toujours dans le pays, oblige à engager sans délai des actions coordonnées », indique en préambule la déclaration qui comporte cinq points principaux :

- Faire respecter dans l'immédiat « l'ordre constitutionnel ».
- Signer en priorité le Traité d'union, adopter six mois plus tard une nouvelle Constitution et procéder à des élections. Les six républiques

refusant d'y participer ne jouiront pas des avantages de la nouvelle union et de son « espace économique unique ».

« Appliquer des mesures « anti-crise » coordonnées mais restant largement de la responsabilité des républiques ;

- Définir dans des délais allant d'une semaine à un mois plusieurs mesures visant à alléger les effets des récentes hausses de prix. Ce point comprend l'appel à l'arrêt de la grève ;

« toutes les mesures visant à stabiliser la situation et sortir de la crise » sont « incontournables sans une promotion radicale du rôle des républiques ».

Ce texte de compromis, vague et souhait sur les points cruciaux, laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles, mais il tombe bien à propos pour M. Gorbatchev. Les signataires confirment en effet leur volonté de maintenir un « espace économique commun » sur une portion, même réduite, de l'Union soviétique. Ils reconnaissent aussi le « droit de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Arménie à décider de leur attitude envers le Traité d'union ».

Pour la première fois, indiquent-on de source russe, les dirigeants des six Républiques indépendantes, n'ont pas été conviés à la réunion qui s'est tenue mardi à Novo-Ogarovo dans la

grande banlieue de Moscou. Outre M. Eltsine, y ont participé les premiers ministres de Biélorussie et d'Ukraine et les présidents des six républiques « musulmanes » de l'URSS.

Les principes de cette déclaration ont été fortement critiqués. Lors du plénum qui pourrait se poursuivre jeudi, les conservateurs crieront à l'abandon de l'intégrité de l'URSS et des minorités des républiques périphériques. Ceux qui réclament, ce week-end encore, un état d'urgence dans tout le pays trouveront bien vague l'engagement de M. Boris Eltsine et des autres à accepter « l'introduction d'un régime de travail spécial dans les industries de base, celles produisant de biens de consommation et dans les chemins de fer ».

Ceux qui, en revanche, faisaient grève depuis près de deux mois en croyant qu'ils faisaient la révolution,

qu'ils obtiendraient la chute de Gorbatchev et du pouvoir communiste se sentent trahis. Mais dimanche déjà, un dirigeant des mineurs du Kouzbas demandait aux députés démocrates de trouver « un mécanisme pour le changement de pouvoir, car les grévistes ne pourraient pas tenir plus de dix jours encore ».

L'appel à l'arrêt de la grève intervient aussi au moment où celle-ci reprendrait en Biélorussie, avec des dizaines de milliers d'ouvriers rassemblés, mardi, dans le centre de Minsk. Mais le cas biélorusse est particulier. Les ouvriers y réclament avant tout une convocation du Soviet suprême de la République pour y entamer enfin les réformes déjà engagées ailleurs. L'issue du plénum, et donc le sort de la direction « bréjnévienne » de Biélorussie, pourrait être ici déterminante.

SOPHIE SHIHAB

## Les inquiétudes de Washington

Suite de la première page

Après la visite du secrétaire d'Etat M. James Baker à Moscou en mars dernier, les Américains avaient clairement dit qu'il n'y aurait pas de sommet si le texte sur la limitation des armements stratégiques START ne pouvait pas être signé à cette occasion. Or, en dehors de quelques problèmes spécifiques qui ne paraissent pas insurmontables, l'accord START dépend largement de la ratification du traité CFE, signé par Moscou mais remis en cause dans ses modalités d'application (1).

Dans une récente conférence de presse, M. Bush a été moins affirmatif, laissant entendre qu'il pourrait rencontrer M. Gorbatchev pour discuter avec lui, en dehors de la signature de tout document...

Ce changement de position, que l'on explique au département d'Etat par la volonté du président américain de ne pas « pousser le président soviétique dans ses derniers retranchements », est un exemple de l'ambiguïté qui règne à Washington par rapport à M. Gorbatchev.

La « gorbimanie » qui avait marqué les premières années de la perestroïka est bel et bien terminée, mais les Américains ne savent pas trop comment se comporter vis-à-vis des autorités soviétiques en cette période de crise. Sur le constat, tout le monde à Washington est d'accord : l'URSS est en train de s'effondrer, l'Union se désintègre, le pouvoir se délite, le « centre » manifeste une impuissance croissante face aux revendications des Républiques, l'économie court à la falaise, le président s'est fait donner des pleins pouvoirs dont il est incapable de faire usage.

Dans ces conditions, la sagesse voudrait qu'on ne bûtisse pas toute la politique sur une seule personne, « fût-elle aussi remarquable que M. Gorbatchev », comme le dit l'ancien président Nixon. Plus on s'éloigne de la Maison Blanche,

plus cette idée est reçue comme une évidence. Certes, on a encore besoin de Gorbatchev, expliquent dans l'entourage de M. Bush, sans lui, il n'y aurait eu ni la libération de l'Europe de l'Est, ni l'unification allemande ; on n'aurait pas pu mener une politique concertée dans le Golfe et on ne pourrait obtenir ni la ratification de l'accord CFE et ni la signature de START. Si, quelquefois, on est en mesure d'arracher un accord aux militaires, c'est bien lui, mais les diplomates restent sceptiques sur sa capacité à s'imposer.

Gorbatchev, quand même...

Même au sein du plan intérieur, les derniers supporters de M. Gorbatchev à Washington lui accordent quelque crédit ; il serait encore le mieux placé pour garantir l'unité de l'URSS, son successeur éventuel n'aurait pas la même dimension internationale indispensable pour attirer une aide vitale pour le pays. La Maison Blanche ne partage pas l'enthousiasme un peu naïf de la droite du Congrès pour les Républiques aux vertus idéalisées ni a fortiori ne souhaite, à l'inverse de certains parlementaires, l'écroulement de l'Union.

Comme l'a écrit encore M. Nixon au retour de son séjour en URSS (2), « la sécurité d'une super-puissance nucléaire ne peut être basée sur l'insécurité de l'autre. Nous avons besoin de l'URSS en tant que partenaire international fiable pour la construction d'un nouvel ordre mondial ». Mais une chose est de traiter avec M. Gorbatchev aussi longtemps qu'il représente l'autorité centrale, autre chose est de tout faire pour le conforter dans cette position. « Alder Gorbatchev ? se demande un expert, mais lequel ? Celui de la démocratisation ou celui de l'intervention à Vilnius ? » et de citer Herzen à propos d'Alexandre II, « le tsar réformateur » : « Je suis pour le libérateur, pour autant qu'il

libère ». Les Américains sont d'ailleurs bien conscients que le délabrement politique et économique a atteint un degré tel en URSS que leur « influence ne peut être que marginale », selon l'expression de M. Zoellick, conseiller de M. Baker.

Qu'ils le veuillent ou non - et les conceptions diplomatiques traditionnelles les amèneraient plutôt à le regretter, - ils constatent un déplacement du pouvoir du « centre » vers la périphérie, c'est-à-dire du Kremlin vers les Républiques fédérées, déplacement dont ils veu-

protektorat sur l'Asie centrale, avec un Caucase déchiré et des Baltes indépendants ? Raison de plus, dit M. Zoellick, pour « essayer de gérer l'incertitude en multipliant les canaux d'information et en augmentant nos points d'accès à une société soviétique en changement rapide ».

Dans ce but, les autorités américaines développent les contacts avec les dirigeants des Républiques soviétiques fédérées qui ont été reçus à Washington, mais pas par le président, sauf dans le cas des Baltes (3). Elles vont également

Ces mesures devraient être prises avec l'aval du pouvoir central soviétique, ce qui, reconnaît-on à Washington, représente « un jeu d'équilibre délicat ».

Le cas des pays baltes

Dans cette « gestion de l'incertitude », un point au moins paraît acquis : à Washington, on considère que les Républiques baltes seront indépendantes à plus ou moins court terme et qu'elles constitueront un cas particulier. Lors de la visite de M. Baker à Moscou, les Américains étaient prêts à aller assez loin dans les concessions à M. Gorbatchev, puisqu'ils étaient disposés à lui faire comprendre que beaucoup lui serait pardonné - même une opération de police en Géorgie - s'il accordait l'indépendance aux trois Républiques baltes.

Un expert relève un « double paradoxe » : « Plus Gorbatchev s'efforce de tout garder de l'empire, plus il risque de tout perdre. Plus l'Occident insiste pour qu'il traite toute la « périphérie » de la même manière, plus il pousse Moscou à tout refuser. » La distinction entre les Baltes et les autres s'appuie sur une argumentation juridique : d'une part la Géorgie, par exemple, et contrairement à la Lettonie, à la Lituanie et à l'Estonie, n'a été indépendante que pendant trois ans, de 1918 à 1921 ; elle n'a pas été reconnue par les Etats-Unis, ni par beaucoup d'autres Etats, et elle n'a pas appartenu à la Société des Nations. D'autre part, quand les Etats-Unis ont reconnu l'Union soviétique en 1933, la Géorgie en faisait partie intégrante.

Autrement dit, Washington estime que les Baltes, dont l'Occident n'a jamais reconnu officiellement l'intégration dans l'URSS, peuvent, en droit international, faire sécession, même s'il est de leur intérêt de ne pas tourner le dos à la Realpolitik, alors que les Géorgiens doivent accepter les règles de la Constitution soviétique pour réclamer leur indépendance.

Les Américains sont convaincus que les protestations occidentales après les événements de Vilnius et de Riga, où l'intervention de l'armée soviétique contre les indépendantistes a fait plusieurs morts, ne sont pas étrangères à l'ouverture

des négociations entre Moscou et les Baltes. La Maison Blanche entend maintenir ses pressions pour que ces négociations ne soient pas de purs et simples trompe-l'œil.

Officiellement, Washington ne désespère pas de faire entendre à M. Gorbatchev que la seule voie permettant une modernisation de l'URSS et le maintien de bonnes relations avec l'Occident réside dans la poursuite de la démocratisation, donc dans un compromis avec ses opposants. Toutefois, les Américains admettent, en privé, que cette solution dite « polonaise », impliquant un compromis entre les démocrates et les communistes réformateurs et susceptible d'assurer un soutien populaire à des mesures de redressement nécessairement impopulaires, est dans l'immédiat la moins probable.

Ils ne croient pas beaucoup à la « solution chilienne », un militaire soviétique émule de Pinochet prenant le pouvoir et imposant par la force le silence à l'opposition et l'économie de marché à la bureaucratie. Reste l'hypothèse d'une dégradation continue de la situation, dont on ne sait pas très bien combien de temps elle peut encore durer, ou une combinaison des trois : un effondrement, une « solution Pinochet », suivie d'un compromis à la polonaise.

Un sociologue de la John Hopkins University a trouvé une métaphore : « C'est comme une catastrophe naturelle, dit-il, on peut seulement espérer que ce ne sera pas trop grave et se préparer à aider les survivants ».

DANIEL VERNET

(1) Les Soviétiques ont transféré trois divisions avec tout leur équipement dans la défense côtière pour les soustraire au domaine couvert par le traité de Paris.

(2) Time du 23 avril.

(3) Les Américains ne font pas toujours preuve d'un très grand tact. Quand M. Prouskine, alors premier ministre de Lituanie, a été reçu à la Maison Blanche par M. Bush en 1990, il a dû se soumettre à la foule imposée aux visiteurs ordinaires. Quant à M. Eltsine, il avait eu droit, en 1989, à une poignée de main de M. Bush dans le bureau du conseiller spécial du président. Un précédent qui a inspiré M. Mikhaïl...

Selon le porte-parole de la Maison Blanche

## Il n'y a toujours pas d'accord sur un sommet américano-soviétique

Les Etats-Unis et l'URSS continuent de discuter de la tenue du prochain sommet américano-soviétique et la question n'est pas encore résolue, a déclaré mardi 23 avril le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, après que le gouvernement soviétique eut affirmé qu'une telle rencontre aurait lieu début juin.

Le porte-parole a précisé que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, discuterait probablement de cette question avec son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh lors de leur rencontre jeudi à Kislovodsk (Caucase).

Le porte-parole de la présidence soviétique, M. Vitaly Ignatenko, avait déclaré qu'il y avait « un accord pour que le sommet se tienne au début du mois de juin ». Son collègue du ministère des Affaires étrangères, Vitaly Tchoukine, confirmant cette information, avait précisé que les contacts se poursuivraient à Kislovodsk, mais que la date du sommet ne serait

pas annoncée à cette occasion. Le cinquième sommet Bush-Gorbatchev, initialement prévu pour février, avait été repoussé, officiellement à cause de la guerre du Golfe et d'un manque de progrès sur les dossiers du désarmement. Ce report était intervenu à un moment de tension dans les pays baltes.

M. Fitzwater a répété mardi que les Etats-Unis voulaient répondre la question du respect par l'URSS du traité sur la limitation des armes conventionnelles en Europe (CFE), signé en novembre dernier et que tous les pays signataires accusent Moscou de violer. Le porte-parole a également répété que les Etats-Unis voulaient signer un accord sur la limitation des arsenaux stratégiques (START). « Mais d'autre part, nous pourrions tenir un sommet pour toutes sortes de raisons et nous continuons d'engager la situation », a ajouté M. Fitzwater. (AFP)



lent tenir compte dans leur politique. Rien ne servirait, dit-on au département d'Etat, de se voiler la face et de faire comme si le seul interlocuteur devait toujours, et dans tous les domaines, être le gouvernement central soviétique. Personne ne sait ce qu'il adviendra dans quelques années des peuples et des Républiques qui s'appellent aujourd'hui l'URSS (une confédération des quatre « grands » - Russie, Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan - exerçant une sorte de

diversifier en direction des Républiques et des municipalités les aides et l'assistance technique, afin que les crédits ne se perdent pas dans les sables de la bureaucratie centrale. Enfin, elles vont créer, dans chaque République, des « antennes » qui ne seront pas des représentations diplomatiques mais seront chargées, sous la responsabilité de l'ambassade américaine à Moscou, d'établir des contacts avec les dirigeants locaux et de rassembler des informations.

JAMES LORD  
UN PORTRAIT PAR  
GIACOMETTI

BONNARD/MATISSE  
CORRESPONDANCE

Ecrits, correspondances, monographies ou souvenirs sur des artistes, textes théoriques concernant un sujet ou une période, art ancien ou contemporain, la collection Art et Artistes veut aborder tout ce qui concerne l'art et ceux qui le font.

**POUR FORMER LE REGARD, RIEN NE VAUT UN BON TEXTE.**

ART ET ARTISTES  
GALLIMARD

سكنى الان

مركز الامم

4 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991 •

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# CRÉDIT AGRICOLE PREMIÈRE BANQUE FRANÇAISE

## Par ses résultats :

le résultat net en 1990, part du groupe, s'élève à 4,7 milliards de francs, en progression de 4% sur 1989.

## Par ses fonds propres :

les fonds propres et assimilés atteignent 78 milliards de francs, en progression de 13,8% sur 1989.

## Par son bilan :

le total du bilan au 31 décembre 1990 est de 1554 milliards de francs, en augmentation de 11% par rapport à 1989.

## Par ses parts de marchés :

les encours des prêts au 31 décembre 1990 s'élèvent à 937 milliards de francs, en progression de 12%.

premier mi

Le Monde  
L'économie  
C. Debar  
Immigration  
J. Depouy  
Travail et  
Pavailleurs  
Etats-Unis  
RESEN  
100 pages  
DECOUVERTE











## PROCHE-ORIENT

La visite du ministre français des affaires étrangères

### L'Égypte veut être reconnue comme puissance régionale dominante

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

« Une petite part d'inspiration qui permet de ne pas perdre espoir. » C'est le commentaire un peu désabusé fait par M. Roland Dumas, mardi 23 avril, dans l'avion qui le ramenait à Paris, au terme d'un voyage qui l'avait conduit en Libye et en Égypte et de discussions qui ont essentiellement tourné autour de la réunion d'une hypothétique conférence de paix pour régler la question palestinienne.

Le premier ministre israélien est-il l'homme de la situation capable de prendre les décisions historiques qui s'imposent à son pays ? Vu du Caire, on paraît en douter. Même si l'on se dit prêt à jouer le jeu. Ainsi, M. Hosni Moubarak, le président égyptien, vient-il d'envoyer une lettre à M. Itzhak Shalom afin de réfuter les objections de celui-ci soulevées pour écarter l'idée d'une conférence régionale. Comme si, entre autres moyens, Washington cherchait à utiliser Le Caire pour déstabiliser ses arguments et faire plier Jérusalem : « Si le processus démarre, une mécanique s'enclenchera », assurent les optimistes.

L'Égypte est en tout cas soucieuse de se voir reconnaître, après la guerre, un rôle de puissance

dominante au Proche-Orient. Bien qu'un peu tardive au goût de ses dirigeants, la visite d'un ministre français était donc bienvenue. Pour sa part, conduite pendant la crise du Golfe, Le Caire a déjà touché de substantiels dividendes de ses alliés, singulièrement des États-Unis, par le biais d'une remise de dettes, et attend aujourd'hui que Paris verse son obole et « fasse aussi bien que pour la Pologne ».

Cinq plus quatre

La rencontre, lundi, entre M. Dumas et le colonel Mouammar Kadhafi avait, quant à elle, marqué, selon le chef de la diplomatie libyenne, « le début d'une nouvelle ère dans les relations entre deux pays ». Le ministre français s'est dit heureusement surpris de constater que le Guide de la révolution s'était assigné et portait aujourd'hui un jugement « plus réaliste » sur les affaires du monde.

M. Dumas s'est ainsi félicité du « comportement responsable » du colonel Kadhafi pendant la guerre du Golfe, lequel a un peu renvoyé dos à dos les protagonistes de cette « calamité inutile, fruit de leur entêtement ». Et le ministre de préciser que son hôte « avait parfaitement compris que la France avait

tout essayé pour trouver une solution pacifique au conflit ». Le Guide de la révolution a même évoqué devant son interlocuteur la coexistence de deux États, israélien et palestinien, alors que jusqu'à maintenant il en appelait seulement à la disparition de l'État hébreu.

Le ministre français a souhaité que les Douze adaptent une « attitude plus positive » à l'égard de la Libye, qu'ils avaient mise de sou- il y a cinq ans pour cause de soutien aux terroristes. Décidés à « parler en confiance » avec le colonel Kadhafi, qui assure jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet la présidence de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le ministre a fait signe, en signe de bonne volonté, sa proposition de réunir en session extraordinaire avant la fin juin à Tripoli les chefs de la diplomatie des cinq pays membres de l'UMA et des quatre États européens riverains de la Méditerranée.

Pour répondre au souci de ses partenaires, Paris cherche maintenant à élargir le cadre des relations franco-maghrébines. « L'idée de participation », souligne M. Dumas, « doit désormais l'emporter sur celle d'assistance ».

JACQUES DE BARRIN

### M. Roland Dumas vivement critiqué en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Désolant, imprudent, négatif ». L'entretien de M. Roland Dumas avec M. Yasser Arafat a été commenté en termes sévères à Jérusalem. Sans doute afin d'en minimiser l'importance – au moins de leur point de vue – les principaux responsables du gouvernement se sont cependant refusés à censurer une déclaration publique en bonne et due forme à cette rencontre – qui a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi en Libye. Les « milieux officiels » n'en soulignent pas moins que la rencontre « ne favoriserait aucunement le processus de paix », à leurs yeux, et qu'ils le feraient savoir à Paris. A en croire la presse, l'un des principaux collaborateurs du premier ministre Itzhak Shamir a parlé « d'une véritable gifle à Israël ».

Avant et pendant la guerre du Golfe, M. Arafat avait publiquement fait part de son souhait de venir « prier à Jérusalem » en compagnie du président Saddam Hussein. L'entretien de Tripoli dit-il, aurait « légitimé l'ennemi sioniste ». L'entretien de Tripoli dit-il, aurait « légitimé l'ennemi sioniste ». L'entretien de Tripoli dit-il, aurait « légitimé l'ennemi sioniste ».

Al. Fr.

### L'ambassadeur d'Israël en France contesté dans son pays

L'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Sofer, en poste à Paris depuis dix ans, a été la cible, mardi 23 avril, de violentes attaques de la part du contrôleur de l'État – chargé de veiller au bon fonctionnement des institutions israéliennes – M<sup>me</sup> Myriam Ben Porat, qui est allée jusqu'à suggérer son rappel, a-t-on appris de source parlementaire. M<sup>me</sup> Ben Porat a demandé, dans un rapport au ministère israélien des affaires étrangères, de « tirer au plus vite les conclusions qui s'imposent » en ce qui concerne notamment les activités de l'ambassadeur.

Selon elle, « l'ambassade d'Israël à Paris a transmis très peu d'informations et d'évaluations politiques au ministère. Les contacts entre l'ambassade et le ministère sont descendus, les relations au sein du personnel de l'ambassade sont mauvaises et on porte atteinte aux liens entre l'ambassade et les autorités françaises ». Selon le quotidien Haaretz (indépendant), des personnalités politiques françaises ainsi que des responsables de la communauté juive française ont, à plusieurs reprises, exprimé leur « étonnement » devant la durée exceptionnelle du séjour de M. Sofer à Paris. (AFP)

Avant de se rendre en Union soviétique

### M. James Baker a qualifié d'« utiles » ses neuf heures d'entretien avec le président syrien Hafez el Assad

Le secrétaire d'État américain James Baker a dit espérer avoir réalisé des progrès, mardi 23 avril à Damas, après plus de neuf heures d'entrevues interrompues sur le rebec d'un règlement au Proche-Orient avec le président syrien Hafez el Assad.

« Je crois que nous avons eu quelques discussions utiles, nous serons peut-être en mesure de vous en donner un compte rendu plus substantiel mercredi dans la matinée », s'est borné à dire le chef de la diplomatie américaine, dont le ton semblait pas traduire de percée notable. Il devait donner mercredi matin une conférence de presse conjointe avec le ministre syrien des affaires étrangères Farouk Al Chara, avant de partir pour Kисло- vodsk, dans le Caucase, pour y retrouver son homologue, soviétique, M. Bessmertnykh.

L'OLP à Moscou

Interrogé sur le point de savoir si la Syrie avait exprimé son soutien à la conférence de paix régionale dont il se fait l'avocat, M. Baker a déclaré : « J'ai dit précédemment que je ne m'exprimerais pas au nom d'autres pays et que je ne définirais pas leur position. »

Si des progrès sont enregistrés à Jérusalem, M. James Baker pourrait revenir à Damas afin de poursuivre ses discussions avec les Syriens, a-t-on indiqué de source diplomatique. (Reuters)

## Le Monde L'ÉDUCATION

AVRIL 1991

ENQUÊTE

### ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS LA SANTÉ, ÇA VA ?

Egalement au sommaire :

- LE PALMARÈS 1990 DES IUT
- LES BTS, MODE D'EMPLOI
- CRÉDIT-FORMATION, LA DEUXIÈME CHANCE
- RADIOGRAPHIE DES ENSEIGNANTS DE COLLÈGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# COMBIEN? COMBIEN?...



système simple n'a été proposé qui permette de classer tout en conservant la complète disponibilité des documents. Aujourd'hui, CANON apporte la solution :

LE CANOFILE 250.

Vos documents sont disponibles à tout moment. Pour plus de sécurité vous pouvez même emporter votre disque... et retrouver vos documents même les plus confidentiels en un instant en utilisant n'importe quel CANOFILE 250. Et si besoin est, vous les reproduisez à l'aide d'une imprimante laser. Bien que d'un encombrement très réduit, le CANOFILE 250 permet de stocker jusqu'à 13.000 documents A4 par disque amovible, suivant votre classement habituel.

**Facilité.** L'utilisation du CANOFILE 250 ne change pas votre organisation et ne nécessite aucune connaissance "informatique". De ce fait, il est utilisable par toutes et tous. Combien de temps vous faudra-t-il pour recevoir des informations supplémentaires sur le CANOFILE 250? Remplissez le coupon ci-dessous, et postez-le sans attendre. Nous vous expédierons par retour une documentation complète.

**Combien de fois...** Combien de fois avez-vous recherché un document "classé"? Combien de fois avez-vous eu besoin d'un document et n'avez pas pu le retrouver à temps? **Combien de temps...** Combien de temps prenez-vous pour classer vos documents? Combien de temps prenez-vous pour retrouver vos documents? **Disponibilité.** Le classement et la recherche de documents absorbent souvent un temps précieux. Jusqu'à présent, aucun

## Canon Canofile 250

Pour recevoir une documentation complète sur le CANOFILE 250:

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Coupon-réponse à renvoyer à CANON FRANCE - Département MICROGRAPHIE - 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX - Tél. 48 65 42 23 - Fax: 48 65 22 88.

هكذا بين الامم



سكنا نالاحل

XX le Monde • Mercredi 24 avril 1991

8 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991

## AFRIQUE

**NIGERIA** : instauration du couvre-feu dans le Nord

### Les émeutes religieuses auraient fait plusieurs dizaines de morts en trois jours

Le couvre-feu a été imposé, mardi 23 avril, du crépuscule à l'aube, dans l'Etat de Bauchi, dans le nord du pays, où des émeutes d'inspiration religieuse auraient fait, selon des correspondants de presse locaux, au moins quarante morts en trois jours.

Selon ces mêmes sources, une douzaine d'églises chrétiennes auraient été incendiées. L'agence de presse du Nigeria (NAN), évoquant les troubles qui ont eu lieu dans la capitale régionale, Bauchi, et à Tafawa Balewa, 80 km plus au sud, fait état, sans autres précisions, de pertes humaines et de destructions.

#### Affrontements à Katsina

L'Etat de Bauchi, l'un des plus grands du nord du Nigeria, est une région où dominent les musulmans sunnites. Le sud du Nigeria est au contraire en majorité chrétien et animiste. Vendredi, des affrontements avaient opposé policiers et musulmans chiites dans l'Etat septentrional de Katsina, où plusieurs bâtiments publics ont été incendiés. Les chiites demandent l'instauration de la loi islamique

**RWANDA** : en visite à Paris

### Le président Habyarimana a confirmé l'instauration prochaine du multipartisme

Le président Juvénal Habyarimana, en visite à Paris où il a été reçu, mardi 23 avril, par M. Mitterrand, a confirmé devant les journalistes que le multipartisme serait instauré au Rwanda. « Ici un mois ou deux, le temps que l'Assemblée nationale revise la Constitution en ce sens ». Un calendrier électoral devrait ensuite être élaboré, « en concertation avec les partis

politiques », a expliqué le chef de l'Etat, qui a reconnu que « les problèmes de sécurité » risquent de « peser dans l'établissement de ce calendrier ».

Malgré l'accord de cessez-le-feu, signé le 29 mars avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), le retour à la paix dans les zones frontalières avec l'Ouganda n'est pas encore totalement acquis. Le Rwanda espère une « aide logistique » des pays occidentaux « amis », la France et la Belgique, notamment, « à préciser le président Habyarimana, afin de faciliter la tâche des cinquante-cinq observateurs militaires africains chargés de surveiller l'application du cessez-le-feu ».

Interrogé sur le sort du journaliste Vincent Nkundikwizi, condamné à quinze ans de prison à la suite d'un entretien avec l'ancien roi Kigeli V, le président Habyarimana a répondu : « Je ne pas être au courant de toutes les décisions de la justice rwandaise. Il a en revanche défendu, au nom de la « liberté d'expression », les articles, pourtant ouvertement racistes, de l'hebdomadaire *Kangura* (le Monde du 7 février). Le président Habyarimana, à Bruxelles où il sera reçu par le premier ministre, M. Wilfried Martens, C. S.

**AFRIQUE DU SUD** : en voyage à Londres

### Le président De Klerk rejette l'idée d'un gouvernement intérimaire

Le président Frederik De Klerk a fermement rejeté, mardi 23 avril à Londres, la demande du Congrès national africain (ANC) de constituer un gouvernement intérimaire avant l'ouverture de négociations multipartites. « Nous sommes, par principe, opposés à l'idée d'une suspension de la Constitution actuelle. Notre pays est reconnu depuis longtemps par l'ensemble de la communauté internationale. Nous ne sommes ni la Namibie ni le Zimbabwe », a souligné M. De Klerk.

Selon lui, la conférence multipartite, « attendue avec une impatience

grandissante », pourra se tenir cette année. Le chef de l'Etat a néanmoins reconnu la nécessité de mettre en place des « aménagements transitoires, aussi bien au niveau gouvernemental que parlementaire, pour donner aux dirigeants des différents partis la possibilité d'intervenir dans la formulation de certaines décisions politiques ». M. De Klerk a en outre indiqué que son gouvernement respecterait son engagement de libérer, avant le 30 avril, les « prisonniers politiques » qu'il estime à « moins de 200 ». - (AFP)

## AMÉRIQUES

**NICARAGUA**

### Le printemps de Managua

Suite de la première page

Beaucoup sont au chômage - plus de 40 % de la population active n'ont pas d'emploi régulier et vivent dans le cadre de l'économie informelle - mais trouvent le moyen de se acheter une bouteille de mauvais rhum blanc et quelques cigarettes de marijuana pour passer le temps. « On n'a pas grand-chose à faire, lèche un petit frisé qui arbore une boucle d'oreille. Mais on est contents d'être là, chez nous ! »

#### Les Cubains sont partis

Signe des temps : leur quartier a retrouvé son ancien nom de Loma Linda, après avoir été baptisé « Sierra Maestra » pour faire plaisir aux Cubains, dont l'influence démesurée sur les dirigeants nicaraguais de l'époque a beaucoup nu à la révolution sandiniste. Le gouvernement a réduit ses relations au strict minimum avec La Havane et n'y a toujours pas d'ambassadeur.

Les signes de l'influence cubaine ont totalement disparu et les nombreux « conseillers », incrustés dans tous les secteurs de l'administration, de l'armée et de la sûreté de l'Etat, sont rentrés chez eux. Après un repli temporaire, les médecins cubains sont finalement revenus, à la demande de M<sup>me</sup> Chamorro, pour faire face à une grave pénurie de personnel dans le secteur hospitalier (la plupart des médecins nicaraguais, ainsi que les ingénieurs et des universitaires, ne sont pas encore rentrés d'exil).

Sous l'influence d'un maire très combattiviste, Arnoldo Aleman, le visage de Managua a changé. La ville n'affiche plus les immenses sigles du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) qui avaient été sculptés sur une colline. La place de la Révolution est redevenue la place de la République et les camions militaires ont été mis au service de la population pour décongestionner les transports en commun.

Les ministères ont pris des dispositions similaires dans le cadre d'un processus de « désandinisation », non déclaré mais largement appuyé par une population lassée des slogans révolutionnaires. Les réunions du FSLN - les seules autorisées dans les ministères, tout comme le port de l'uniforme militaire, d'un coup de peinture, la phrase la plus célèbre de la révolution a disparu du fronton du ministère de l'Intérieur, qui clamaient en grandes lettres rouges qu'il était « la sentinelle de l'allégresse du peuple ».

Pourtant, derrière cette « normalisation » qui est le résultat de la victoire de la coalition de M<sup>me</sup> Chamorro aux élections du 25 février 1990 (l'Union nationale d'opposition, l'UNO, avait obtenu 54 % des suffrages contre 41 % au

FSLN), les sandinistes continuent de contrôler une grande partie de l'appareil d'Etat. Le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président, a conservé ses fonctions à la tête de l'Armée populaire sandiniste, dont le nom ne peut être modifié que par un amendement à la Constitution. Or l'UNO ne dispose pas à l'Assemblée nationale de la majorité des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution (la coalition a cinquante et un députés sur quatre-vingt-douze).

De plus, la majorité est confrontée à de graves divisions internes provoquées, précisément, par la politique de cohabitation avec les sandinistes menée par M<sup>me</sup> Chamorro ou nom de la « réconciliation nationale ». Le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, qui appartient au Parti libéral indépendant (PLI) et fut ministre du travail dans le gouvernement sandiniste de 1979 à 1984, estime, en revanche, qu'il faut écarter ses anciens alliés du pouvoir car « ils continuent de saboter le programme du gouvernement en paralysant l'économie par des grèves incessantes et en refusant de remettre à leurs propriétaires les entreprises illégalement confisquées ».

M. Godoy peut compter sur l'appui de plus de vingt députés et, surtout, sur une grande partie des

élus locaux du pays, ainsi que sur la hiérarchie catholique, les syndicats non sandinistes, le Conseil du patronat et les anciens « contras », qui menacent de reprendre les hostilités. Cette coalition hétéroclite reflète les sentiments d'une population qui a voté davantage contre les sandinistes que pour M<sup>me</sup> Chamorro et ne s'estime pas représentée par le gouvernement de technocrates nommés par la présidence.

Beaucoup voient dans l'homme fort du gouvernement, le ministre de la présidence, M. Antonio Lacayo, marié à une des deux filles de M<sup>me</sup> Chamorro, le principal artisan de l'alliance avec les sandinistes. C'est lui qui a négocié, après les élections, le « protocole de transition » imposé par le FSLN en échange de la reconnaissance de la victoire de l'UNO.

#### Le butin des sandinistes

Traumatisés par leur défaite électorale, qu'ils croyaient totalement impossible, les sandinistes avaient finalement accepté de remettre le pouvoir sous la pression des observateurs internationaux invités à surveiller le déroulement du scrutin, en particulier les Nations unies, l'Organisation des Etats américains et l'ancien président américain Jimmy Carter. En contrepartie, ils obtiennent le contrôle de l'armée et de la police, la stabilité de l'emploi dans la fonction publique et des « compensations » matérielles qui allaient faire scandale, car cela revenait à un véritable pillage des biens de

l'Etat et des exilés, connu désormais sous le nom de *plunder* (le butin).

« En deux mois, raconte le président du PLI, M. Wilfredo Navarro, les sandinistes s'emparaient de biens de toutes sortes - voitures, maisons, terrains agricoles, meubles, etc. Ils ont pillé tous les ministères, les maires, les entreprises nationales et même certains musées. En 1979, les sandinistes sortaient de la jungle et n'avaient rien, si ce n'est des bottes trouées. Dix ans plus tard, ils ont des voitures de luxe, des maisons avec antenne parabolique, des entreprises, des comptes secrets à l'étranger et s'apprêtent même à ouvrir une banque ! D'où ont-ils sorti l'argent ? »

M<sup>me</sup> Chamorro confirme : « Quand je suis arrivée à la présidence, il ne restait plus rien dans les bureaux. Ils avaient tout emporté, même le drapeau du Nicaragua. J'ai dû en faire venir un d'urgence de Miami car il n'y en avait plus dans le pays ».

L'ancien président, M. Daniel Ortega, son à lui-même « hérité » d'une maison confisquée à un banquier, justifie ce qu'il appelle le « butin des pauvres », par opposition à la « richesse mal acquise des anciens patrons de Somoza », renversé en 1979 : « Nos militants se sont sacrifiés pendant des années, dit-il, et recevaient un salaire misérable. Ils avaient donc droit à une compensation. Et puis, il n'y a aucune raison que les capitalistes et les pro-impérialistes soient les seuls à avoir droit à des antennes paraboliques ».

### Le « principal succès » de M<sup>me</sup> Violeta Chamorro

MANAGUA  
de notre correspondant en Amérique centrale

M<sup>me</sup> Violeta Chamorro a pris goût au pouvoir, que rien ne la préparait pourtant à exercer à soixante et un ans. Radieuse, la présidente du Nicaragua reçoit dans son bureau, au 400 de son mari, Pedro Joaquín, assassiné en janvier 1978 sous la dictature des Somoza.

Elle a recréé le climat chaleureux de la maison familiale : des images de la Vierge, deux christes en croix, le pape Jean-Paul II et les photos de ses quatre enfants ont remplacé les portraits des héros sandinistes que son prédécesseur, M. Daniel Ortega, avait d'ailleurs emportés avec tout le mobilier.

Deux de ses enfants collaborent avec elle, dont l'un est membre du conseil d'administration du journal *La Prensa*, l'entreprise familiale. Elle a deux autres enfants, qui sont du côté sandiniste. « Violeta », comme on l'appelle au Nicaragua, ne pouvait donc qu'être en faveur de la

réconciliation nationale. « Les sandinistes, dit-elle, jusqu'à présent, n'ont pas fait de mal à personne. En 1979, ils avaient fait un scandale parce que Somoza avait laissé à peine 3,5 millions de dollars dans les caisses de l'Etat. Ils ont fait plus, puisqu'ils m'ont légué à peine 3 millions de dollars et accumulé une dette de 11 milliards ».

« Je n'ai pas honte d'aller frapper aux portes des pays amis pour qu'ils m'aident, et j'espère que nous obtiendrons, lors de la réunion du 16 mai à Paris, les 300 millions de dollars dont nous avons besoin pour payer les intérêts sur notre dette ».

M<sup>me</sup> Chamorro estime que son principal succès, jusqu'à présent, a été le désarmement de quelque vingt-deux mille contras. « La guerre est terminée, dit-elle, et nous avons réduit les effectifs de l'armée de quatre-vingt-dix mille à vingt-sept mille. Mais il est vrai que beaucoup de civils sont encore armés. J'avais dit, pendant la campagne électorale, que je ferais jeter à la mer les tanks et les canons. Finalement, on m'a expliqué que l'Union soviétique, où j'ai en octobre

## A TRAVERS LE MONDE

**BULGARIE**

### La presse publie des listes d'anciens collaborateurs des services secrets

Le scandale qui a éclaté en Bulgarie à la suite de la publication par la presse des noms de plusieurs députés, diplomates et journalistes bulgares soupçonnés d'avoir travaillé pour les services secrets sous le régime communiste risque d'avoir des conséquences politiques sérieuses. Une instruction judiciaire a été ouverte, lundi 22 avril, pour révélation de secrets d'Etat contre le quotidien *Fax*, proche du Parti socialiste (PSR, ex-communiste), la revue parlementaire *Débats* et l'hebdomadaire *Reporter 7* qui ont publié les noms des anciens collaborateurs présumés des services secrets communistes, a annoncé M. Christo Danov, ministre de l'Intérieur.

Les partis politiques représentés au parlement étaient convenus, lorsque la Commission parlementaire chargée de l'étude des dossiers des anciens collaborateurs avait entamé ses travaux il y a huit mois, de ne pas publier ces listes. Plus de 15 000 manifestants réunis comme tous les lundis sur la place principale de Sofia ont demandé des élections anticipées en juin et ont exprimé leur soutien à l'UDF, la principale formation de l'opposition. - (AFP)

**ETATS-UNIS**

### Le dernier fugitif dans l'affaire Letelier arrêté

Le Cubano-Américain Virgilio Paz, recherché depuis quatre ans pour l'assassinat de l'ancien ministre chilien des affaires étrangères Orlando Letelier, a été arrêté mardi 23 avril à Lake Worth près de West Palm Beach en Floride. Avec son compatriote José Dionisio Suarez, arrêté l'année dernière également en Floride, il avait placé et actionné la bombe à retardement dissimulée dans la voiture de Letelier, le tuant ainsi que sa secrétaire américaine, le 21 septembre 1976, à Washington.

L'arrestation du dernier fugitif dans l'affaire Letelier a été rendue possible grâce à des informations reçues depuis la diffusion, vendredi dernier, de l'émission de télévision *America's Most Wanted* (« Les plus recherchés d'Amérique ») qui était consacrée à l'assassinat d'Orlando Letelier. L'émission avait reconstitué les faits, en utilisant des acteurs professionnels, et à la fin du programme, plusieurs photographies de Paz avaient été montrées aux téléspectateurs.

La justice américaine a attribué la responsabilité de l'assassinat de l'ancien ministre de Salvador Allende aux services secrets du général Pinochet, et demandé en vain l'extradition de leur ancien directeur, le général Manuel Contreras. - (AFP)

**EN BREF**

□ **BANGLADESH** : une épidémie de diarrhée a fait plus de cinq cents morts. - Le bilan de l'épidémie de diarrhée qui s'est déclarée au Bangladesh en janvier a franchi le seuil des cinq cents morts, avec plus de cent décès au cours des deux derniers jours, à-t-on appris mardi 23 avril auprès des services de santé. La maladie, provoquée par des eaux polluées, touche environ trente mille personnes. - (Reuters)

□ **CHINE** : près de cent cinquante arrestations en Tibet. - Les policiers chinois ont procédé à 144 arrestations au Tibet, dans le cadre d'une vaste mobilisation des forces de sécurité à l'approche du quarantième anniversaire de la « libération pacifique » par l'armée communiste chinoise - officialisée le 23 mai 1951 - a annoncé le *Quotidien du Tibet* reçu mardi 23 avril à Pékin.

Le quotidien officiel, à direction communiste, daté du 13 avril, a précisé que les 144 « criminels ou délinquants » avaient été arrêtés entre le 17 mars et le 4 avril et qu'un grand nombre d'entre eux avaient volé des armes dans des dépôts de l'armée.

□ **ÉTATS-UNIS** : la Maison Blanche tente de mettre un terme à la controverse sur les voyages de M. Sumner. - La Maison Blanche a pris mardi 23 avril l'habituelle décision de publier la liste des déplacements en avion de son secrétaire général John Sununu, tentant de faire taire les critiques accusant ce dernier d'avoir abusé de voyages à bord d'appareils militaires aux frais du contribuable. Selon le document publié, M. Sununu s'est déplacé 77 fois en avion militaire au cours des deux dernières années, dont 24 fois à des fins politiques et 4 fois à des fins personnelles (y compris pour aller chez son dentiste à Boston en avril 1990). Il a en outre remboursé ses voyages non officiels au prix d'un vol commercial plus un dollar (pour un total de 47 044 dollars), conformément à une directive de la Maison Blanche remontant à 1987 et que la présidence a également publiée mardi. - (AFP)

□ **INDE** : un rédacteur en chef assassiné au Cachemire. - Des séparatistes musulmans ont assassiné le propriétaire et rédacteur en chef du quotidien régional *Al-Safah News*, M. Mohammad Shaban Vakil, mardi 23 avril, à Srinagar, dans le Cachemire, a annoncé la police. M. Vakil avait reçu des menaces de groupes séparatistes l'accusant de ne pas couvrir correctement leurs activités, tandis que le gouvernement lui reprochait la publication d'articles favorables aux militants. - (UPI)

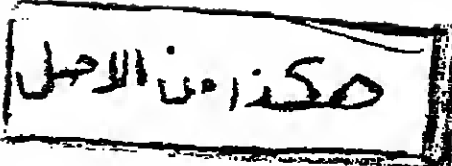
□ **ZAÏRE** : afflux de plus de 50 000 réfugiés soudanais. - Au moins 50 000 Soudanais, qui ont fui les combats dans le sud de leur pays, se sont réfugiés au Zaïre où ils risquent de connaître la famine, a indiqué, mardi 23 avril, à Kampala (Ouganda), un porte-parole de l'Organisation Médicale sans frontières (MSF). Ce brusque afflux de civils fait suite à la prise de la ville de Maridi, il y a trois semaines, par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en lutte contre l'armée gouvernementale de Khartoum. - (AFP)

BERTRAND DE LA GRANGE









## POLITIQUE

### L'offensive de l'opposition à l'Assemblée nationale

## La marge de manœuvre des centristes s'amenuise

Le groupe centriste ne s'est pas associé à la demande de dissolution de l'Assemblée nationale formulée, mardi 23 avril, par le président du groupe UDF et par celui du groupe RPR. Les députés de l'UDC, cependant, jugent sévèrement le gouvernement, auquel ils reprochent ses réactions maladroitement sur les « affaires » et la médiocrité des réformes qu'il propose. Ils constatent que leur marge de manœuvre se réduit.

« Non, nous n'avons pas changé », c'est ce que les députés centristes répondent quand on leur demande les raisons du durcissement de leur attitude, ces dernières semaines, face aux projets du gouvernement. Ils rappellent, au passage, qu'ils se sont abstenus, il y a peu, sur le projet Delors de solidarité entre villes riches et villes pauvres et qu'ils ont même convaincu l'UDF de faire comme eux. « Nous ne sommes aucunement ligotés par nos partenaires de l'opposition », affirme M. Jacques Barrot, tandis que le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, s'en tient à son credo sur la spécificité centriste : « Il y a, certes, une seule opposition, mais il y a deux sensibilités en son sein ».

Pour preuve de leur volonté de garder la tête froide, malgré un climat qu'ils jugent pour le moins « tendu et dégradé », M. Méhaignerie et ses amis se sont désolidarisés, mardi, de la proposition de l'UDF et du RPR de demander l'annulation de l'Assemblée nationale. Le président du groupe UDC, prévenu pendant la réunion de son groupe de l'intention de son homologue du groupe UDF, M. Charles Millon, a rappelé que le droit de dissolution n'appartient qu'au chef de l'Etat et qu'il ne relève « ni du Parlement, ni des groupes politiques ». Il estime que cette règle peut être source de clarification dans la période actuelle, mais il observe que, « de toute façon, qu'on la demande ou pas, cela n'aura pas beaucoup d'impact ».

En fait, nombre de députés centristes jugent plutôt « étrange », voire « irresponsable », le « saut-musochisme » exprimé par leurs collègues de l'opposition. « Nous pas que nous avons peur d'aller

devant les électeurs », insiste M. René Couanau (Ille-et-Vilaine), mais ce n'est pas le rôle du Parlement de demander sa dissolution. « Le RPR et le PR n'ont, d'ailleurs, peut-être pas bien apprécié leur chance de succès dans un scrutin législatif », ajoute-t-il, l'œil ironique. Pour bien marquer son souci de ne pas basculer dans une opposition systématique, M. Barrot nous a déclaré que, dans l'hypothèse du dépôt d'une motion de censure, en riposte à un « 49-3 » du gouvernement sur la réforme hospitalière, les députés centristes ne s'y associeraient pas. « Que le gouvernement utilise le « 49-3 » sur ce projet, estime-t-il, n'est pas inattendu et le gouvernement, comme les enfants, ne doit pas être mis au piquet toutes les semaines ».

#### Le « silence » de Matignon

Pour autant, si les centristes, leur chef en tête, rejettent l'idée d'un durcissement artificiel, les signes d'une crispation sont évidents. Les raisons qui l'expliquent, combinées, dans une alchimie subtile, des motifs politiques et psychologiques. Des députés de l'UDC, très impliqués dans le travail législatif, tels MM. Jacques Barrot, Jean-Jacques Hystre ou René Couanau, reconnaissent que certains textes (comme ceux sur les caisses d'épargne ou la réforme hospitalière) auraient certainement connu moins de déboires en une autre époque. Ce qui a changé, aujourd'hui, c'est, tout à la fois, le climat, perturbé par les « affaires », la trop longue continuité de l'opposition durant la guerre du Golfe, le récent accord électoral entre l'UDF et le RPR, à quoi s'ajoute le sentiment que le premier ministre est en bout de course et que le PS est étranger au jeu serré de son échecaveau de courants.

M. Barrot déplore « le silence actuel de Matignon » et, sur la forme, « la maladroite insigne du gouvernement » dans sa gestion des « affaires ». Même si la personne du premier ministre est relativement épargnée, M. Hystre convient que « l'Etat n'est plus au sentiment ». « Le gouvernement est affaibli, la période est orageuse, et tout devient occasion de manifester son opposition », constate-t-il avec une pointe de regret. Comme M. Couanau, il note que

la situation est peu propice à un travail parlementaire sérieux et de fond, qui ne soit pas aliéné par le climat politique général. Ce travail peut encore se faire — cela a été le cas, par exemple, lors de l'examen du texte sur l'administration territoriale de la République — mais il est plus difficilement perceptible.

M. Couanau est frappé par le « décalage » qu'il ressent, chaque mardi, en arrivant de sa circonscription, entre « l'agitation factice », qui règne au Palais-Bourbon et « la réalité du terrain ». Des députés centristes expriment une semblable gêne, augmentée par le fait de voir le RPR se parer des plumes de la vertu. Ils ont encore en mémoire leurs accusations d'hier contre l'Etat RPR. D'autres, en revanche, partisans depuis longtemps d'une plus grande pugnacité et d'un lien étroit avec l'UDF et le RPR, se félicitent de l'attitude intransigente que l'UDC semble avoir adoptée ces dernières semaines. « Pour faire entendre notre différence, il faut être insouffragables », relève M. François Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques), qui estime que son groupe a tiré les leçons de certaines « erreurs », provoquées par son attitude ces dernières années. « En politique, ce que l'on est et ce que l'on dit », ajoute-t-il. Quant à M. Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne), il se dit « heureux » de voir son groupe plus « homogène ». « Cela nous donne plus de force ».

#### L'incident Gerrer

Pour M. Barrot, c'est le climat actuel qui ne facilite pas la positionnement de l'UDC sur la voie étroite, empruntée depuis trois ans, de « l'opposition constructive ». « Dans un pays manichéiste, cette position est difficile à rendre, observe-t-il. Les risques que nous prenons en suivant cette voie doivent être gérés par des avancées significatives ». Les députés centristes ont donc des projets de gouvernement, mais quand on nous présente des textes médiocres dans un mauvais climat il faudrait ne pas avoir de sens politique pour les cautionner. M. Barrot juge, par exemple, que la réforme hospitalière est un projet « bien plat ». « Comment voulez-vous demander-t-il, que nous puissions expliquer

aux Français que nous avons obtenu quelque chose de significatif dans cette discussion qui a tourné à la bataille de négres dans un tunnel ».

« C'est le bordel ! On ne sait plus où est le gouvernement », lâche M. Méhaignerie, d'ordinaire plus poli. Il est vrai que le président du groupe UDC a pris pour un affront personnel grave le fait que, il y a quelques semaines, des députés socialistes soient venus dans les travées centristes pour tourner, dans la nuit, la clef d'un élu, M. Edmond Gerrer (Haut-Rhin), afin de permettre l'adoption, en première lecture, du projet sur l'administration territoriale (le Monde du 11 avril). Cet incident, qui avait provoqué alors une brusque montée de tension dans l'hémicycle, a heurté M. Méhaignerie parce qu'il donnait corps, d'une façon particulière, à ce que certains au RPR, comme au PS, murmurent depuis longtemps : le centre serait un ventre mou, où l'on pourrait puiser des voix d'appoint.

M. Méhaignerie s'indigne de cette accusation. Ses proches l'ont constaté : il s'est raidi depuis ce jour, adoptant une attitude plus tranchante et plus directive dans sa façon d'animer son groupe parlementaire. « La vie politique, c'est un combat, dit-il, et il faut une certaine rigueur dans nos rangs ». Plus profondément, le président du CDS mesure parfaitement que la récolte des dividendes d'une attitude constructive à l'Assemblée, « pour cause d'intérêt général », n'est pas aussi abondante que ce qu'il espérait. Il en fait reproche aux médias. « Dès que, dit-il, un nom de l'entourage du pays, nous occupons certaines avancées, nous lions le lendemain dans la presse : « Succès de Rocard, l'opposition divisée... » Ce n'est pas du travail sérieux. Comment voulez-vous que les choses avancent ? »

M. Le Pen s'écarte pas l'hypothèse d'élections anticipées. M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, mardi 23 avril, à Nîmes, qu'« actuellement aucun projet de gouvernement ne passe plus devant le Parlement » et qu'il est « possible qu'on aboutisse à des élections législatives anticipées ». M. Mitterrand peut, aussi, donner lui-même sa démission, ce que je lui demande, a-t-il ajouté en riant.

« Une proposition de réforme de la Constitution... Cinq députés RPR, MM. Robert Fauriol (Seine-Saint-Denis), Jacques Toubon (Paris), Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), Pierre Mazaud (Haute-Savoie) et Jean-Louis Debré (Eure) ont déposé une proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire toute modification d'un mode de scrutin à moins d'un an de la date d'une élection. « Il en va d'une meilleure confiance entre le pouvoir et les citoyens », souligne l'exposé des motifs. De telles dispositions pourraient entraîner une modification des articles 24 et 72 de la Constitution.

#### EN BREF

« Démission officielle de M. Marin-Moskovitz. La suppléante, Mme Jean-Pierre Chevènement, a officiellement fait part, mardi 23 avril, d'une lettre au président de l'Assemblée nationale, de sa démission du mandat de député qu'elle exerçait depuis la nomination, en 1988, du maire de Belfort au poste de ministre de la défense. Cette démission, annoncée à l'ancien ministre de la défense, de se présenter devant les électeurs. Selon l'entourage de M. Chevènement, l'élection législative partielle pourrait avoir lieu les 2 et 9 juin. La démission de M. Marin-Moskovitz fait passer les effectifs du groupe socialiste de 274 à 273 membres.

« Deux nouveaux chefs de cabinet pour M. Michel Noir. M. Pascal Parent, trente ans, a été nommé chef de cabinet de M. Michel Noir à la mairie de Lyon. M. Jean-Jacques Roquette, quarante ans, occupera ces mêmes fonctions à la Communauté urbaine de Lyon. (Corresp.)

« Visite en Libye de M. Gremetz. M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste et chargé des relations extérieures au bureau politique du PCF, est arrivé, mardi 23 avril, à Tripoli, pour une visite dont la durée et le programme n'ont pas été précisés.

## A chacun sa façon de protéger le consommateur...

Les députés ont commencé, mardi 23 avril, l'examen du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (le Monde du 14 février). Ce texte présenté par M. Véronique Nérietz, secrétaire d'Etat à la consommation, est essentiellement destiné à renforcer la défense des consommateurs les plus vulnérables en étendant notamment le champ de la notion « d'abus de faiblesse » réservé dans la loi de 1972 au seul cas du démarchage à domicile. Ce projet prévoit également la publicité comparative (le Monde des 19 et 27 mars). Le groupe communiste ayant annoncé son intention de s'abstenir, ce projet devrait être adopté mercredi 24 avril.

S'attendant aux critiques des députés de l'opposition, M. Véronique Nérietz leur a demandé d'être cohérents avec eux-mêmes en leur rappelant le courrier parlementaire qui arrive sur son bureau pour attirer son attention, de plus en plus souvent, sur « des déséquilibres entre professionnels et consommateurs ». « Vous êtes de plus en plus nombreux à me demander d'intervenir dans les meilleurs délais », a-t-elle précisé pour mieux souligner la validité juridique que ces démarches révèlent.

Tout au long des débats, deux philosophies se sont pourtant affrontées : celle du ministre défendant l'idée qu'une meilleure protection du consommateur, bien loin de constituer une sorte de censure à priori des professionnels de la vente, introduit un élément supplémentaire de concurrence parfaitement accepté par les professionnels eux-mêmes ; celle du RPR, de l'UDF et de l'UDC dénonçant « le manichéisme » du projet qui ferait courir aux consommateurs le risque d'être transformés en « assistés ». Bref, tout le monde s'est déclaré « libéral », mais chacun à sa façon.

« Vos préoccupations rejoignent celles des associations de consommateurs, des associations caritatives et des professionnels sérieux qui inquiètent le développement de certaines pratiques et qui nous demandent d'intervenir pour faire le ménage », a précisé M. Nérietz pour qui la protection des consommateurs les plus vulnérables sera d'autant mieux assurée qu'est ouverte la possibilité d'un accès collectif à la justice. « Rares sont en effet les personnes qui osent et savent intenter une action individuelle ».

#### Les « bons » et les « méchants » ?

Le rapporteur du projet, M. Alain Brune (PS, Jura), s'est félicité de cette « protection judiciaire renforcée ». Le rapport précise qu'il s'agit d'assurer une meilleure protection des personnes vulnérables, comme cette mère de six enfants à laquelle plusieurs démarcheurs, à l'issue de visites répétées, avaient fait souscrire des engagements d'un montant cumulé de 95 000 francs de commande de lingeries et de petits meubles, créant un endettement de 131 000 francs sur vingt-cinq mois (tribunal correctionnel de Bayeux, 14 décembre 1989).

Tout en admettant la portée positive de certaines mesures, l'opposition de droite et du centre a globalement repoussé ce texte qu'elle a jugé vicié par un « manichéisme », qui mettrait d'un côté les « bons », d'un autre les « méchants », d'un côté « les consommateurs présumés innocents » et de l'autre « les professionnels systématiquement soupçonnés d'être de mauvaise foi », a expliqué M. Francis Geng (UDC, Orne). « Arguant de quelques cas particuliers, certes malheureux, vous allez étouffer les charges des entreprises et désavantager les consommateurs... » A votre

approche centralisatrice et jacobine, nous opposons nos solutions décentralisées et libérales », a-t-il affirmé. « Oui, le risque de la concurrence, cela fait aussi partie de l'économie de marché. Plus libérale que moi, vous trouverez difficilement », a répliqué M. Nérietz avec une pointe d'ironie.

Le secrétaire d'Etat n'est pourtant pas parvenu à réduire le scepticisme ambiant, en dehors des rangs socialistes et communistes. Pour M. Jacques Ferran (UDF, Pyrénées-Orientales) le caractère trop général de certains aspects du texte « constitue une prime aux mauvais consommateurs ». Quant à M. Jean-Paul Charné (RPR, Loiret), il a estimé que « s'il est légitime qu'une règle du jeu de la concurrence protège le consommateur (...), en revanche [le] couvrir et ériger un droit autonome dérogatoire pour le protéger, c'est en définitive mettre en place des réglementations étouffantes, nuisibles et finalement humiliantes ».

#### La publicité comparative

Le dossier de la publicité comparative a également été ouvert. Le rapporteur, M. Brune, a précisé que la commission de la production et des échanges avait manifesté le souhait de la voir interdire si elle devait s'appuyer sur des opinions ou des appréciations individuelles ou collectives : « Nous nous sommes également efforcés de formuler des recommandations en imposant à l'annonceur de communiquer préalablement son message au concurrent visé ». Le secrétaire d'Etat a rappelé que cette mesure accompagnait la préparation d'une directive européenne « approuvée par la totalité des associations européennes de consommateurs ».

M. Ferran a mis en garde le gouvernement contre les risques de développement de la contrefaçon en expliquant que ce type de publicité la favorisait. Quant à M. Roger Gauthier (PC, Seine-Saint-Denis), il a également émis des réserves, estimant que plutôt que d'introduire ces publicités, le gouvernement ferait mieux « d'aider sérieusement les associations et de faire en sorte que les essais comparatifs de l'Institut national de la consommation puissent dans la presse et soient diffusés à la télévision ». M. Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) a craint « une perturbation du marché de la publicité de presse » : « Il faut éviter qu'une information partielle ou incomplète ne soit encouragée, admette que le support de presse puisse refuser une publicité qui contournait son éthique et mette la charge de la répartition à celui qui a été attaqué ».

Les députés ont aussi examiné et adopté les deux premiers articles, le premier, amendé, étend le champ de l'abus de faiblesse en prenant en compte, par exemple, le démarchage téléphonique ou par télécopie ou les transactions négociées dans une situation d'urgence (télépanneaux).

Le deuxième article de la loi adopté par les députés impose aux professionnels d'informer le consommateur, avant l'achat, sur les caractéristiques du bien ou du service et de lui indiquer la période pendant laquelle seront disponibles sur le marché les pièces indispensables à l'usage du bien acquis.

P. S.

« Adaptation du code des assurances. L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mardi 23 avril, une proposition de loi visant à introduire dans le code des assurances des dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Ce texte, déjà adopté à l'unanimité par le Sénat, permet aux assurés de bénéficier des acquis du droit local, hérité du droit allemand,

## La droite sénatoriale souligne les insuffisances du projet de M. Kiejman

Les sénateurs ont commencé, mardi 23 avril, l'examen du projet de loi reformant les dispositions du livre II du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes. Présenté par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice.

L'affluence dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, mardi après-midi, était digne d'une séance télévisée de questions d'actualité. La noblesse du débat prévu à l'ordre du jour n'y était cependant pour rien. Le tir groupé de rappels au règlement, émanant de la majorité sénatoriale et du groupe communiste, à propos des « affaires », a rapidement montré que la majorité des sénateurs avaient l'esprit ailleurs. Après la longue et méticuleuse réponse du ministre de la justice, les débats se sont d'ailleurs instaurés devant des travaux nettement moins fournis.

Après l'exposé du projet de loi par le ministre, qui a rappelé que le texte prend en compte une vingtaine d'incriminations nouvelles (dont celle de crime contre l'humanité), la discussion générale a tout d'abord buté sur une motion tendant à opposer la question préalable (qui dispose qu'il n'y a pas lieu de débattre) présentée par M. Charles Lederman (Val-de-Marne), au nom du groupe communiste. La motion a été repoussée par les seuls sénateurs socialistes, la discussion a pu se poursuivre autour de la question essentielle pour les sénateurs : le projet de code pénal est-il moins répressif que le texte actuellement en vigueur ?

M. Kiejman a assuré que le projet proposé à l'examen des sénateurs est « ni insuffisant ni excessif, ni malade et modéré ».

M. Charles Jolibois (apparenté RPR et Ind., Maine-et-Loire), rapporteur au nom de la commission des lois, n'a pas semblé convaincu. Il a indiqué qu'un des objectifs principaux de la commission, outre le renforcement de la protection « des faibles et de la famille », sera d'aboutir à un code « qui ne soit pas inouïement sévère ».

M. Michel Rufin (app. RPR, Meuse) a été plus catégorique. « Le texte que vous nous présentez est le reflet de l'idéologie qui prédominait dans la période où il fut élaboré (en 1986) : un laxisme certain et généralisé, un relâchement excessif des mœurs », a assuré le porte-parole du groupe RPR. M. Rufin a ensuite plaidé pour « le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux », seul moyen, selon lui, de mettre un terme « au déchaînement de violence qui frappe la société ».

#### Un code « Pétain » ?

M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime), comme M. Lederman à l'occasion de la question préalable, a contesté au contraire « la démarche sécuritaire du texte, rétrograde et passéiste, qui s'appuie toujours plus sur l'emprisonnement que la réclusion pour résoudre la grave question de la délinquance ». M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) a tout d'abord regretté l'accord survenu en commission mixte paritaire sur le livre I du code et qui porte à dix ans d'emprisonnement le maximum de la peine correctionnelle et à quinze ans de réclusion le minimum de la peine criminelle. Il s'en est ensuite pris vigoureusement aux

propositions de la commission des lois. « Il n'y a pas urgence à élaborer un nouveau code pénal si au code Napoléon doit succéder le code Pétain ! », s'est exclamé M. Dreyfus-Schmidt. « Les modifications qu'on nous propose peuvent être regroupées en trois rubriques qui pourraient s'intituler respectivement Travail, Famille, Patrie ».

M. Dreyfus-Schmidt, tout comme M. Lederman, s'est ensuite ému de la suppression des peines planchers. Il a proposé que soit précisé à chaque article que la peine annoncée constitue un maximum. M. Marcel Radloff (Union cent., Bas-Rhin) a jugé un peu « superfétatoire » l'inquiétude manifestée sur ce chapitre par ses collègues. Il a estimé que la légalité des peines avait pour objet principal « de mettre le prévenu à l'abri de l'arbitraire des juges ».

Au terme de la discussion générale, M. Kiejman a estimé « injuste » l'accusation de laxisme portée par certains sénateurs. Le ministre a cependant fait plusieurs ouvertures au directeur de la majorité sénatoriale. En réponse à M. Rufin qui trouvait le texte « dépassé parce qu'il date de 1986 et que depuis nous avons évolué », M. Kiejman a indiqué que le gouvernement était tout disposé à intégrer, au cours de l'examen des articles, certains éléments de lois promulgués depuis la rédaction du projet. Le ministre a d'ailleurs déposé une série d'amendements qui prennent en compte les textes votés à propos du suicide, du proxénétisme, de la bio-éthique et de la discrimination liée aux handicaps.

GILLES PARIS















صكازمان الاحمل

## ENQUÊTE

# L'Afrique des trafics

## II. - Les fourmis et les barons de Lagos

En moins de dix ans, l'Afrique est devenue une plaque tournante du trafic de l'héroïne, puis de la cocaïne, qu'elle réexporte par de multiples filières vers l'Europe, voire les États-Unis (la Monde du 24 avril). A Lagos, la drogue et l'argent de la drogue pervertissant la société nigérienne, la lutte contre les stupéfiants se révélant peu efficace.

### Lagos

de notre envoyé spécial

Sur le front de mer, entre chien et loup, chérubins et séraphins tout de blanc vêtus contemplent des croix plantées dans le sable, espérant qu'un Dieu large d'esprit viendra soulager les misères de Lagos. Au même moment, sur Allen Avenue - rebaptisée «Cocaine Avenue» - les stupéfiants commencent leur ronde de nuit. Sous la selle des bicyclettes, dans de confortables Mercedes, au fond de la poche de dealers, il faut savoir en profiter : les prix sont dix à vingt fois moins élevés que sur le trottoir new-yorkais. Nul ne craint vraiment les «incorruptibles», ces agents de la lutte anti-droge payés 300 nairas (150 francs) pour risquer leur peau face aux barons et à leurs fourmis. Certains «rôdeurs» jouent les flambeurs, portent borsallino, costume cintré à rayures et souliers à deux teintes. Lagos, c'est vrai, rime un peu avec Chicago... Et la filière nigérienne est une mafia du crime organisé dont les ramifications s'étendent - outre les cercles du pouvoir - à Londres et aux États-Unis, d'Atlanta à Miami et New-York.

Chaque semaine apporte son lot de sensationnel. Comme ce Nigérien appréhendé le 26 mars avec treize et un kilo d'héroïne dans un bocal de New-Delhi : après s'être approvisionné dans le désert du Rajasthan, il préparait une expédition à Lagos, au milieu de pièces détachées d'automobile, avec la complicité de son épouse officier de police dans la capitale. Deux jours plus tôt, 500 grammes de cocaïne tombaient de la couverture d'un livre envoyé directement par courrier de Colombie au Nigéria. L'expédition et le receveur avaient lié connaissance en prison à Paris. Une autre fois, ce sont deux pilotes de Nigerian Airways arrêtés à New-York avec 2 millions de dollars et des sachets d'héroïne, ou deux stewards pris à Londres en possession de stupéfiants.

Inquiet pour l'image de marque de son pays, soucieux aussi de préserver l'appui financier des États occidentaux, le président Ibrahim Babangida a publiquement manifesté, depuis deux ans, son désir de combattre le fléau. Pressé par les États-Unis et la Grande-Bretagne, il a accepté une assistance technique anglo-saxonne sous forme d'envoi d'experts à demeure, de dons d'équipement et de cours dispensés aux fonctionnaires de l'agence antidroge - NDLEA (1) - créée en janvier 1990. Régulièrement, les quotidiens de la capitale publient, à la rubrique «crime», des photos photographiques où s'étalent le visage et le nom de trafiquants arrêtés. Une vindicte qui vise tout autant à provoquer l'opprobre familial qu'à vanter les identités. Début mars, deux cent quatre coup-

bles ont même été montrés à la télévision nationale après leur capture au Nigéria, mais aussi en Italie, à Bangkok et en Irlande, à Hongkong ou au Caire. Ils sont passibles d'un emprisonnement à vie, mais on survit peu de temps dans les gôles de Lagos. Le gouvernement n'a pas hésité à ouvrir une boîte postale pour les dénonciations anonymes.

La surveillance accrue des aéroports par la NDLEA porte ses premiers fruits. L'an passé, le nombre des arrestations et des inculpations au Nigéria a beaucoup augmenté, quatre cents personnes étant appréhendées et trois cents verdicts prononcés. Parallèlement, le nombre de ressortissants nigériens interpellés à l'étranger est passé de quarante par mois en 1989 à huit en juin 1990. Un résultat qui inspire la prudence : les filières ont pu se recomposer autour de pays limitrophes avec des passeurs titulaires de faux passeports. Car, malgré les apparences de sévérité, il faut vraiment faire preuve d'une malchance inouïe (ou être «lâché» par les siens) pour tomber dans les filets de la lutte antidroge. Les enquêteurs de la NDLEA sont au nombre de trois cent cinquante quand il en faudrait trois mille. Quatre d'entre eux ont reçu récemment une prime spéciale pour avoir su résister à la corruption, une distinction qui en dit long sur la moralité de ces agents très spéciaux.

### Un énorme scandale

En réalité, ils sont, comme leurs collègues des autres services, accessibles aux «dashes», ces pots-de-vin qui servent de passe-partout à la drogue. Les douaniers, la police militaire et judiciaire, la sécurité d'État et les renseignements généraux voient d'un mauvais œil les hommes de la NDLEA venir chasser sur leurs plates-bandes. La chronique est pleine de douaniers laissant filer un truand signalé par l'Agence, de tribunaux libérant des trafiquants au vu d'une caution fantaisiste, d'entrepôts de saisie, gardés de concert par la police, la douane, l'armée et les services secrets qui flambeent mystérieusement ou subissent d'étranges cambriolages. La connivence mène la danse pendant que la toxicomanie indigène (à base de cocaïne) s'étend. Des bandes de malfaiteurs en manque propagent une violence urbaine. On se «shoot» dans les bonnes familles ; 8 % des cas d'hospitalisation psychiatrique concernent des jeunes de la bourgeoisie. En pleine période d'austérité, les vocations de passeur fleurissent, les fourmis voyant même dans les prisons occidentales une échappatoire à leur marasme !

Le doute subsiste quant à la volonté réelle des autorités nigériennes d'enrayer le mal. Depuis mars en effet, un énorme scandale secoue la haute société lagosienne, dont la première victime n'est autre que le patron (à présent suspendu) de la NDLEA, M. Fidelis Oyakihorne. Ancien directeur adjoint de la police nationale, ce superhéros à la réputation intégrale est accusé d'avoir accepté une enveloppe de 800 000 nairas (400 000 francs) d'une «famille» de barons de la drogue. La somme lui aurait été remise par une jeune égypte, la belle Jennifer Madike, proche des milieux officiels, en contrepartie de la levée d'écrou d'un présumé trafiquant

international. Emprisonnée pour vol, corruption, trafic d'influence et sans doute chantage, cette jeune femme en vue a ainsi «éclaboussé» celui qui, par sa détermination, avait le plus sérieusement troublé la paix des barons.

L'affaire sent le souffre. Directrice de la société Bio-Africa, une firme commerciale spécialisée dans l'immobilier et la pharmacie, M<sup>me</sup> Madike octroie depuis dix ans des personnalités influentes du pouvoir, celles qui ont toujours su échapper aux accusations directes mais pas aux soupçons. On se souvient à Lagos d'une passeuse morte en prison après avoir été convaincue de trafic d'héroïne. Après avoir surtout donné une interview à un journaliste nigérian où elle révélait l'implication de membres du gouvernement dans cette activité. Reporter à l'hebdomadaire *Newswatch*, Bele

baron de la drogue, dont l'enrichissement rapide ne provenait pas seulement d'entrepôts frigorifiques de poisson surgelés, gérés avec des Soviétiques. L'argent des stupéfiants irrigue à coup sûr de nombreux secteurs d'activité, permettant l'organisation de réseaux très structurés, de la collecte au blanchiment. Là encore, on peut s'interroger sur les mobiles qui ont poussé le Nigéria à soutenir jusqu'au bout l'ex-président libérien Samuel Doe en lui fournissant des armes, de l'argent et du pétrole, puis en dépeçant une force de quatre mille hommes.

L'ambition de M. Babangida d'apparaître comme un gendarme de l'Afrique (il vise, pour son pays, le poste de secrétaire général de l'ONU) n'est sans doute pas la seule explication. Avec une économie libérée en dollars, le Libéria passe pour être un

conversion du naira en CFA. On trouve dans de modestes échoppes de Lagos des valises bourrées d'argent de la zone franc. Le billet nigérian brille les doigts et les coupures ne dépassent pas la valeur de 10 nairas (5 francs), pour, prétend-on, décourager la corruption. Le blanchiment ? Il prospère au «marché des voleurs», cette immense braderie où s'accumulent matériel hi-fi ultramoderne et pièces détachées auto importées d'Europe et d'Asie.

Ces biens de consommation à haute valeur ajoutée proviennent de la rapine internationale ou du recyclage de narcomonnaies. Le lavage passe aussi par le commerce des cuirs et peaux entre Kano et Londres, ou par les achats «survalisés» de cacao dans la brousse nigérienne. Pendant la campagne 1988-1989, un groupe israélien rapa d'importants tonnages de fèves en offrant des prix supérieurs de 10 % à 20 % aux cours mondiaux. Aucune raison autre que le blanchiment n'a pu être évoquée. L'activité de la filière libanaise dans le nord du Nigéria demeure mal connue. A l'origine, spécialisée dans le haschisch, elle se serait concentrée ces dernières années sur l'héroïne et la cocaïne servant à financer des armes.

### Un attirail à toute épreuve

De fortes présomptions pèsent sur l'implication de nationaux italiens dans le blanchiment (via les casinos) et aussi la production. Des laboratoires de raffinage de drogue dure ont pu s'installer pour la conversion de la morphine en héroïne et des feuilles de coca en cocaïne. Quelques régions idéales de plantations de pavot ou de coca ont été repérées : le Plateau State et le sud du Gongola State, à la frontière du Cameroun. Ces espaces isolés de moyenne altitude offrent des sols favorables, un climat d'humidité et de fraîcheur propice à l'essor de ces cultures, loin du pouvoir central, dans un contexte ethnique homogène. Mais pourquoi se cacher ? Trafic et blanchiment jouent les complices.

Sur le marché d'Onitsha où les pièces de Boeing volaient, dit-on, avec des armes de toutes sortes ; sur le port et alentour, dans ces sociétés d'import-export qui voient rarement un douanier ouvrir leurs conteneurs. Les agents publics se lassent vite devant les caisses géantes. Un coup d'œil, un bâillon, une montre et le commerce est bon. Le trafic de drogue en Afrique transite aujourd'hui à 80 % par bateau. Les cargaisons en provenance de Rio sont déchargées sans contrôle sur les quais. Non loin de là, des passagers disparaissent derrière leurs baillots et colis empaquetés pour Douala et Abidjan. Il suffit de confier la cocaïne fraîchement arrivée à d'aimables voyageurs au billet gracieusement offert... Voilà la marchandise en route pour le Cameroun et la Côte-d'Ivoire. Sur le port de Lagos, on n'a rien vu.

Depuis le milieu des années 80, les Nigériens sont les champions du tra-

fic. Expérimentés, ingénieurs, ils savent contourner les rares pièges tendus par les administrations. Volant de préférence sur KLM et Iberia - les Pays-Bas et l'Espagne ont des failles dans leur législation ou leur contrôle antistupéfiants - ils sont capables de répondre instantanément aux exigences les plus tatillonnes : fournir une lettre d'invitation de société française lorsqu'ils sollicitent, par exemple, un visa pour l'Hexagone. Les trafiquants savent pirater (y compris en plein jour) le fax de grandes sociétés. Mieux encore, ils peuvent convaincre de petites entreprises de pièces automobiles de les couvrir en France, leur faisant miroiter des achats équivalents on presque à leur chiffre d'affaires annuels.

Les Nigériens ne manquent pas d'arguments : leur parc automobile est à 90 % composé de véhicules Peugeot. Des firmes françaises reprochent parfois vivement au consulat de France à Lagos de refuser son visa à un honorable correspondant qui se fait fort d'écouler des carburateurs à gogo. Combien de petites maisons d'Orly-Sud, Caronnet ou Combrevalles (Cher) ont été abusées par ces Nigériens qui, une fois leur visa délivré, ne donnent plus de nouvelles. Trop occupés auprès de leurs vrais clients, ceux qui paient cash la drogue en cours d'acheminement. Les trafiquants peuvent aussi nouer des liens avec les grossistes auto, alors involontairement associés au blanchiment.

A Lagos, les passeurs disposent d'un attirail à toute épreuve : cartes de visite de directeur, papier à en-tête des principaux ministères, tampons secs, vrais passeports, blasons et devises de communes françaises inexistantes avec signature du maire. Dans ce pays où 50 000 barils/jour sortent en fraude, où des importateurs vendent des cargaisons de brut après l'heure de fermeture des bureaux de la Corporation du pétrole, on ne doit s'étonner de rien. Bien sûr, beaucoup de Nigériens croupissent dans les prisons de Bangkok. Lagos soufre même à ouvrir spécialement une ambassade en Thaïlande pour traiter ce problème des trafiquants. D'autres sont pris en Afrique, en Europe, aux États-Unis.

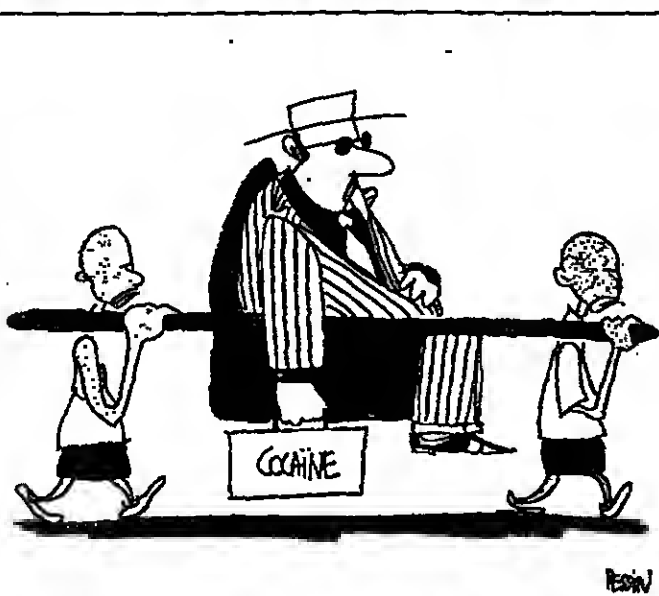
Mais l'origine sociale des passeurs a évolué. Au départ, il s'agissait d'étudiants ou de personnes «bien mises» ayant ingéré des préservatifs remplis d'héroïne, après avoir testé leur solidité en les jetant contre des murs. Ce ne sont plus aujourd'hui que des «fermiers» parlant à peine l'anglais, des misérables ramassés sur le pavé de la capitale, alibés par le «croyance» en Europe avec 10 000 francs en poche, le salaire de cinq ans de travail. Il arrive que le préservatif cède dans l'intestin. C'est l'overdose immédiate. Il arrive aussi que l'aventure se termine en prison. Mais le plus souvent les passeurs passent des fortunes surgissant sur la lagune. Chérubins et séraphins peuvent bien prier Dieu. Dans ce pays du passe-droit, on croit surtout à l'immunité. Et à la nuit tombée, les croix et les robes blanches des religieux disparaissent. La plage, au coucher du soleil, est un des endroits les plus dangereux de Lagos.

ERIC FOTTORINO

(1) National Drug Law Enforcement Agency.

Prochain article :

Une révolution agricole interdite



Gewa ne survécût pas à la lettre piégée qu'il reçut chez lui à la veille de la publication, en 1986, d'articles compromettants. Début mars, le *Lagos Evening News* fit sa première page avec le titre choc «LBB (le président Babangida) et Maryam (son épouse) nommés dans l'affaire Jennifer».

La réaction a été immédiate : «La colère du gouvernement fut telle, écrit le magazine *Newswatch*, que pour la première fois dans l'histoire du Nigéria, l'échelon le plus élevé des forces de police a dû mettre les scellés sur les locaux du journal entre 1 h 30 et 3 h 30 du matin.» Avenant exemplaire n'a circulé et le rédacteur en chef a dû s'expliquer devant les services de sécurité de l'État. Quelques personnalités nigérianes ont aussi connu des fins brutales et inexpliquées en Europe après avoir, semble-t-il, rendu devant une forme de collaboration avec les trafiquants.

Mais lors du coup d'État manqué du 22 avril 1990, son instigateur, le *Grand Chief Ogburn*, fut présenté de source gouvernementale comme un

centro-dé du lavage de l'argent sale. Il mérite à ce titre une protection rapprochée... D'aucuns font le lien entre la BCCI (Banque de crédit et de commerce international) installée à Monrovia et celle de Lagos dirigée par le sultan de Sokoto, le chef de la communauté musulmane nigérienne et proche du président Babangida. Un homme qui dirigea en son temps l'Afrobank à capitaux israéliens. Employant beaucoup de cadres indiens et pakistanais, cet établissement gère de nombreux comptes courants, les plus suspects. Les intérêts nigériens au Libéria vont probablement au-delà des participations minières dans For et le diamant.

A Lagos, le trafic est difficilement visible, mais il transpire de partout. En deux ans et demi, les banques sont passées de quarante-huit à cent trente, et toutes n'ont pas le professionnalisme de rigueur. Les «placements discrets» s'effectuent sans entrave dans un contexte de concurrence. Les changeurs de Broad Street, bommet sur la tête, sont des experts pour la

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Indicateurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry  
Secrète anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourme, gérant.

### Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
Françoise Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-77  
Téléc. : MONDIPUB 206 136 F  
Téléfax : 45-15-64-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-99  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Tél. : 201.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Renseignements sur les microfilms et l'index du Monde au (1) 40-65-25-23

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voies normales)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 036 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP.FP.RP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les monts propres en capitales d'imprimerie

### Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

### SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

### LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux États-Unis, l'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'effacement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

### LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guis directeur de la gestion Manuel Luchetti secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Sol (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Fereval Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (responsable des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauriol (1989-1990) André Laurens (1989-1990) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-99  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-30-10

les lende

Josep

contre u

9

Les Nigériens ne manquent pas d'arguments : leur parc automobile est à 90 % composé de véhicules Peugeot. Des firmes françaises reprochent parfois vivement au consulat de France à Lagos de refuser son visa à un honorable correspondant qui se fait fort d'écouler des carburateurs à gogo. Combien de petites maisons d'Orly-Sud, Caronnet ou Combrevalles (Cher) ont été abusées par ces Nigériens qui, une fois leur visa délivré, ne donnent plus de nouvelles. Trop occupés auprès de leurs vrais clients, ceux qui paient cash la drogue en cours d'acheminement. Les trafiquants peuvent aussi nouer des liens avec les grossistes auto, alors involontairement associés au blanchiment.

A Lagos, les passeurs disposent d'un attirail à toute épreuve : cartes de visite de directeur, papier à en-tête des principaux ministères, tampons secs, vrais passeports, blasons et devises de communes françaises inexistantes avec signature du maire. Dans ce pays où 50 000 barils/jour sortent en fraude, où des importateurs vendent des cargaisons de brut après l'heure de fermeture des bureaux de la Corporation du pétrole, on ne doit s'étonner de rien. Bien sûr, beaucoup de Nigériens croupissent dans les prisons de Bangkok. Lagos soufre même à ouvrir spécialement une ambassade en Thaïlande pour traiter ce problème des trafiquants. D'autres sont pris en Afrique, en Europe, aux États-Unis.

Mais l'origine sociale des passeurs a évolué. Au départ, il s'agissait d'étudiants ou de personnes «bien mises» ayant ingéré des préservatifs remplis d'héroïne, après avoir testé leur solidité en les jetant contre des murs. Ce ne sont plus aujourd'hui que des «fermiers» parlant à peine l'anglais, des misérables ramassés sur le pavé de la capitale, alibés par le «croyance» en Europe avec 10 000 francs en poche, le salaire de cinq ans de travail. Il arrive que le préservatif cède dans l'intestin. C'est l'overdose immédiate. Il arrive aussi que l'aventure se termine en prison. Mais le plus souvent les passeurs passent des fortunes surgissant sur la lagune. Chérubins et séraphins peuvent bien prier Dieu. Dans ce pays du passe-droit, on croit surtout à l'immunité. Et à la nuit tombée, les croix et les robes blanches des religieux disparaissent. La plage, au coucher du soleil, est un des endroits les plus dangereux de Lagos.

ERIC FOTTORINO

(1) National Drug Law Enforcement Agency.

Prochain article :

Une révolution agricole interdite

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde







صكزا من الاجل

## EDUCATION • CAMPUS

### REPÈRES

**BOURSES.** La date limite de dépôt des demandes de bourses d'enseignement supérieur pour l'année 1991-1992 approche, mais elle peut varier selon les académies. A Paris, les dossiers complets doivent être remis avant le 15 mai au service des bourses du rectorat de l'académie (1, rue Victor-Cousin, 75005). Ces dossiers peuvent être retirés auprès des établissements où sont scolarisés les demandeurs. Ceux qui ne sont pas scolarisés ou bien inscrits dans des établissements non habilités à recevoir des boursiers peuvent s'adresser au service des bourses du rectorat.

**FERMETURE DE CLASSES.** Le rectorat de Paris, après consultation du Conseil académique de l'éducation nationale, vient de confirmer la fermeture à Paris, à la rentrée prochaine, de cinquante-neuf classes du premier degré (treize maternelles et quarante-six primaires), ainsi que le maintien en « blocage » de quarante-quatre classes, qui seront définitivement fermées à la rentrée d'octobre. Dans le monde du 4 avril. Dans un communiqué, la mairie de Paris s'élève contre ce qui apparaît comme une véritable taxation de la capitale.

**MAGHREB-EUROPE.** L'université Paris-VIII-Saint-Denis vient d'inaugurer un centre d'études et de recherches interdisciplinaires consacré aux sociétés du Maghreb, à la diaspora maghrébine et à leurs relations avec l'Europe. Créé à l'initiative des historiens Benjamin Stora et René Galissot, qui en assurent la direction, cet Institut Maghreb-Europe favorisera la création de plusieurs diplômes d'études approfondies (DEA). Ouvert sur le monde et les universités arabes, il coopère également avec l'institut de recherches et d'études des mondes arabo-musulmans d'Alx-en-Provence.

**NON-INGÉRENCE.** C'est en présence du Tout-Bordeaux universitaire et politique que M. Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'Or-

ganisation des Nations unies, a reçu, lundi 22 avril, les insignes de docteur honoris causa de l'université de Bordeaux-I (droit et sciences). La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et de M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. M. Pérez de Cuellar est revenu longuement sur les « leçons » de la guerre du Golfe et en particulier sur le « concept du devoir de non-ingérence » en affirmant : « On pourrait - je dirais même on devrait - se demander si certains autres textes adoptés ensuite par les Nations unies, et en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'ont pas implicitement remis en question cette notion sacrée de souveraineté. » - (Corresp.)

**RAVEL.** La préinscription par voie télématique des bacheliers candidats à l'enseignement supérieur se poursuivra en Ile-de-France jusqu'au 12 mai. Après avoir composé le 36-15 code « Ravel » sur leur Minitel, les candidats à l'Université, mais aussi aux classes préparatoires, IUT ou STS, devront inscrire leurs vœux par ordre de préférence. Ils auront à déterminer une liste de dix-huit souhaits (dont seulement trois pour l'Université), contre vingt-quatre en 1990-1991. Cette préinscription est obligatoire et le rectorat de Paris espère un taux de « ravelisation » supérieur à celui de l'année précédente. Au cours de la première vague de préinscriptions, qui s'est déroulée du 9 janvier au 17 février, 62 % des élèves de terminale se sont connectés, contre 40 % l'année dernière à la même époque.

**SCIENCES PO.** Le premier concours d'entrée à l'Institut d'études politiques de Lille aura lieu le 6 septembre. La nouvelle IEP, rattachée à l'université Lille-II (droit et santé), doit ouvrir ses portes en octobre prochain. La formation en trois ans sera dispensée au sein de trois sections : service public, droit et société, économie et finances. Les dossiers d'inscription doivent être retirés auprès de l'université Lille-II et retournés avant le 3 juillet. Cet IEP est le septième en France, un huitième étant prévu pour la rentrée 1992 à Rennes.

## Lendemain amers à l'Est

Suite de la page 15

« Nous avons vécu dans une société paternaliste, avec peu de liberté et des besoins pris en charge par l'Etat », déclare M. Lajos. Alors, aujourd'hui, les gens ont du mal à comprendre qu'on ne peut avoir les avantages de l'économie de marché en vivant sur les principes du socialisme. Le beurre et l'argent du beurre, en quelque sorte... »

Ces traces n'empêchent pas les universitaires, et tout particulièrement les centaines de dissidents qui avaient été chassés de l'enseignement supérieur, de constater que la capitulation du communisme a nettement amélioré leur situation. Ainsi en est-il de M. Radim Palous, un professeur de philosophie qui avait été expulsé de l'université Charles de Prague pour avoir signé la Charte 77, le célèbre manifeste en faveur des droits de l'homme. A cinquante-deux ans, il avait été obligé de se reconstruire pour trois ans dans la métallurgie, le seul métier que les autorités communistes l'autorisent à exercer.

Puis vint une période de chômage fort actif, durant laquelle il organisa, dans son appartement, des séminaires clandestins de philosophie tout en devenant, pendant un an, l'un des porte-parole de la Charte 77. Arrêté à plusieurs reprises, il peut aujourd'hui se vanter de connaître « tous les commissariats de police de Prague ». A l'issue de la « révolution de velours », il a été élu recteur de l'université Charles et s'attache actuellement à en refaire une institution autonome. Mais la situation d'administrateur surchargé de travail a des inconvénients : « La chose la plus triste, affirme-t-il, c'est que je n'ai plus de temps pour le travail universitaire auquel je me suis intensément consacré toute ma vie. »

### « Une certaine panique »

Les étudiants, de leur côté, éprouvent moins de difficulté à s'adapter aux changements. Elève ingénieur et deuxième année à l'université technique de Budapest,

Tamas Szel sait bien qu'il aura plus de mal que son frère aîné à trouver du travail. « Mais je suis prêt à partir à l'étranger pour trouver une situation », affirme-t-il. Peut-être au Moyen-Orient ou en Afrique. J'aimerais mieux rester ici, mais il n'y a plus de travail assuré. »

Anna Gulyas, inscrite en quatrième année d'espagnol à l'université Eotvos de Budapest, remarque pour sa part que les étudiants ont actuellement un plus grand choix de cursus et de carrières. Elle reconnaît toutefois que cette situation nouvelle a suscité « une certaine panique » chez ses camarades, habitués depuis toujours à se déterminer en fonction d'un évènement très restreint.

Même lorsqu'ils voient le bon côté des choses, étudiants et enseignants savent que l'avenir ne sera pas forcément rose. « Pour la première fois de ma vie, je peux mener une vie professionnelle normale », note M. Gyorgy Bece, responsable du département de philosophie morale et sociale de l'université Eotvos. Avec un salaire petit, bien sûr, mais régulier. « Tenir à l'écart de son université durant dix-sept ans, et d'une activité de journaliste indépendant. Maintenant que la baisse du pouvoir d'achat des enseignants reste un problème majeur. »

Seuls peuvent s'en tirer correctement ceux qui ont accumulé quel-

ques biens (automobiles ou appartements) en des temps meilleurs. « Pour les jeunes assistants, les choses vont vraiment mal, affirme-t-il. A un point que l'on ne peut imaginer. Sans ressources personnelles, nul ne peut envisager de démarrer une vie de famille. » Selon lui, le loyer d'un studio au marché noir s'élève à environ 300 dollars, soit le double du salaire mensuel d'un jeune enseignant. Les exemples ne manquent pas de cette misère universitaire. Pour la première fois de sa vie, Mibely Benkes, membre du département d'histoire de l'université Eotvos, a récemment été contraint de trouver un second emploi afin de pouvoir joindre les deux bouts. Ce spécialiste de l'histoire coloniale et du tiers-monde consacre actuellement soixante heures par mois à une maison d'édition universitaire.

« C'est un travail d'esclave et non une vocation », se plaint M. Bece, qui s'était toujours contenté d'écrire des articles relatifs à sa propre discipline. Le danger de cette situation ? « Beaucoup d'enseignants qui ont des compétences monnayables risquent de quitter l'université », prophétise M. Bece. Car, en mettant leur énergie au service d'une entreprise privée, ils peuvent gagner cinq fois plus que dans l'enseignement supérieur. Un écart qui peut, il est vrai, douter à réfléchir.

BURTON BOLLAG

### COURRIER

#### Universitaires « intraitables »

Comment ne pas souscrire à la juste des propos de M. Gutsatz sur « Les sept plaies de l'université » (Le Monde du 4 avril), notamment en ce qui concerne l'adéquation entre la demande du ministre d'ouvrir l'université à l'extérieur et l'évaluation des universitaires qui s'y consacrent ? Je n'en veux pour preuve que l'exemple de l'accession à la catégorie « hors classe ».

Faites-vous de la recherche ? Vous êtes « examinable » avec « avis très favorable ». Combien de publications ? Votre valeur devient « quantifiable ». Avez-vous un contrat pédagogique ? C'est-à-dire en plus de vos « heures statutaires » assurez-vous un nombre d'heures « comptables » dans un cadre bien « définissable » ? Vous êtes « intraitable ». Exercez-vous un pouvoir « contrôlable » ? Président d'université, d'UFR... Vous êtes encore « évaluable ».

Mais si vous n'entrez pas dans l'une et/ou l'autre de ces cases, les instances qui vous jugent (commis-

sion de spécialistes, CA de votre université, CNU) vous déclarent « inclassable ».

Vous préoccupez-vous de l'insertion professionnelle d'étudiants universitaires dont les maîtres sont peu ou mal « négociables » sur le marché du travail ? Vous souciez-vous de l'« évaluation » ? Avec ces étudiants, vous allez-vous à sortir chaque année une promotion de quarante jeunes ingénieurs ou cadres techniques, financiers et commerciaux appréciés par les entreprises ? Certes votre activité est « respectable » et même « estimable » !... Mais dans quelle grille d'évaluation est-elle « évaluable » ?

Avec les universitaires dont les disciplines ne sont pas encore « respectables » dans les sections « normales » (le design industriel, l'innovation, la qualité...), seriez-vous un universitaire « intraitable » ?

MARIE-M. MARCIACQ  
maître de conférences,  
université P.-et-M.-Curie, Paris-VI.

### SOURCES

#### Péchés capitaux

Notre collaborateur Bernard Maris vient de publier un livre sur les universitaires. Nous avons demandé à Michel Zink, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, d'en rendre compte.

DES « sept péchés capitaux des universitaires », Bernard Maris parle de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur parce qu'il est universitaire. De l'extérieur parce qu'il ne pourrait dénoncer les péchés de sa liste s'il n'en était partiellement exempt. Exempt tout au moins des péchés n° 6 (la fatuité) et n° 7 (la complaisance). De l'extérieur encore puisqu'il est aussi journaliste et écrivain (péché n° 4 l'absence).

Mais d'où parle l'universitaire qui rend compte de son livre ? Courra-t-il se placer de son côté, la côté du rieur, et s'avouera-t-il lasif (n° 1), paresseux (n° 2), ignorant (n° 3), envieux (n° 5) ? Ce serait se montrer complaisant (n° 7). S'indignera-t-il au contraire et protestera-t-il des vertus de la profession ? La voilà fat (n° 6). Et démentir sa lascivité à quelque chose d'embarrassant.

L'auteur a surtout à l'esprit les universitaires des disciplines juridiques et économiques. Du coup, et comme pour illustrer le péché n° 5, voilà les autres dévorés par l'envie : ces occasions presque quotidiennes de revêtir robe et mortier, ces huiliers, ces vestiaires, ces cours que l'on peut répéter d'année en année, ces traitements multipliés par cinq grâce aux consultations ! Comme nous sommes loin de ce faste, de cette opulence et de ces facilités, nous autres littéraires ! Notre paresse même me paraît différente (voilà bien la fatuité), l'espèce qui nous menace le plus étant probablement celle que Maris appelle « les faux savants ».

Cela dit, croquis, caricatures, sketches et dénonciations sonnent souvent juste et frappent toujours fort. Les règles de « proportionnalité entre fatuité et ignorance », énoncées pp. 166 et 167, devraient être affichées dans toutes les universités. Pour parler comme à un jury de thèse, Bernard Maris a le mérite de connaître l'histoire de l'université, l'écriture et les Pères, les théologiens et les ecclésiastiques (mais la formule « la foi en quête d'intelligence » est de saint Anselme avant d'être de saint Thomas. Et toc ! L'université de province qui se profile dans les premières pages pourrait bien être celle de Toulouse, et y a-t-il

au monde ville plus délicate pour y pratiquer les vices universitaires ?

Toutefois, l'auteur pourrait certainement être plus sévère, et il devrait peut-être l'être moins. Il pourrait être plus sévère, car, partant du principe que toutes les turpitudes sont concentrées dans l'université entendue au sens strict, il s'« égarerait » dans les mensurations pour ce qui se passe ailleurs, par exemple au CNRS ou à l'Ecole des hautes études, dont les péchés ont pourtant été fustigés par Philippe Jagen dans son roman *Le Jugement dernier* avec une férocité qui égale au moins la sienne.

#### Ambiguïté du ton

Il devrait peut-être être moins sévère, car une certaine ambiguïté du ton et du propos pourrait fausser l'effet de son livre. Celui-ci apparaît, selon les moments, comme une charge que son énormité même interdit de prendre tout à fait au sérieux ou comme une dénonciation absolument sérieuse, au contraire d'une Université qui serait marquée depuis toujours par la nullité (mot habituellement réservé au cher collègue) et par la lâcheté. Si l'intention de Maris est de démontrer ce second point, il lui faudrait argumenter davantage. Si son intention est d'amuser, il risque de jeter la discrédit sur les universitaires au-delà de ce qu'il souhaiterait.

Il serait trop facile, trop naïf aussi d'être de telles circonstances, de les défendre. Mais tout de même, sont-ils à ce point condamnés à la poussière et au néant ? Nous est-il interdit d'espérer au moins qu'un mot parfois, même s'il est mort dans notre bouche (et l'est-il toujours ?), vive dans l'esprit d'un de nos auditeurs et que, stérile dans le nôtre (mais l'est-il toujours ?), il féconde le sien ? Brichot, c'est entendu, est bien, comme le dit Maris, un ecclésiastique grossier, lamentable, méprisable, un fat vulgaire doublé d'un pouce-su-crime. Et pourtant le narrateur fait son miel des étymologies dont sa pesante érudition fait étalage dans le petit train de Balbec, en allant à la Resplendeur. « Votre curé, continue Brichot, en voyant qu'il m'intéressait... » Si Brichot peut intéresser même le narrateur, est-il exclu qu'une fois ou l'autre nous intéressons nos étudiants ?

MICHEL ZINK

Les Sept Péchés capitaux des universitaires, de Bernard Maris, Albin Michel, 1991, 201 p., 89 F.

AVRIL 1991

Le Monde

Numéro hors série

EUROPE :  
L'ENGRENAGE  
DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

Le Monde  
L'EDUCATION

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS,  
LYCÉENS,  
LA SANTÉ, ÇA VA ?

ÉVALUATION

LE PALMARÈS DES IUT.  
LES BTS, MODE D'EMPLOI.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Premier dossier  
LA SIDÉRURGIE  
Second dossier  
LE BRÉSIL

Le Monde  
PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

- Thématique : la franco-maçonnerie.
- Classique : les timbres coupés de Djibouti.
- Histoire postale : les plis des services en régime international.
- Comment faire éditer une télécarte ?

En vente chez votre marchand de journaux

**ETUDES EN SUISSE**

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Matériel suisse
- Informations
- Diplômes de commerce, secrétariat, de l'enseignement
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en internet
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne  
Tel 021 20 15 01 - Fax 021 312 67 00 - Téléc 450 620

**alternatives ÉCONOMIQUES**

Hors-série  
avril 91

**LES FORMATIONS ÉCONOMIQUES À L'UNIVERSITÉ**

Filières, enseignement, débouchés  
Un guide pratique indispensable

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76



# ÉCONOMIE

30 Fiscalité et défense de l'environnement  
- La CEE et les vœux polonais

34 Marchés financiers  
35 Bourse de Paris

Le Monde

29 Trois Européens chez Loral  
Le débat sur les semi-conducteurs en Europe

## BILLET

### Nec-Bull l'engrenage technologique

Selon le quotidien industriel japonais *Nikkan Kogyo* et l'agence de presse Jiji, le firme japonaise d'information Nec s'apprête, à la demande de Bull, à prendre une participation de près de 10 % dans le groupe public français.

Encore non confirmée, cette information ne surprend pas. Tout d'abord, depuis l'annonce du montant de ses pertes (6,7 milliards de francs) pour l'exercice 1990, M. Francis Lorentz, président de Bull, n'avait pas caché son intention d'échanger les 15 % que Nec détient dans la filiale américaine de Bull, Bull HN, en une petite participation dans le capital du groupe. Une opération rendue possible par l'abolition de la règle du « ni-ni » et qui permet désormais à un groupe nationalisé d'ouvrir, en cas d'accord stratégique, à un partenaire privé jusqu'à 49,9 % de son capital.

Mais cet événement, qui remet en cause toutes les déclarations d'indépendance faites précédemment, pouvait aussi être pressenti de longue date : Bull, distributeur de Nec pour ses ordinateurs haut de gamme, était déjà, dans ce domaine, technologiquement proche et poings liés. Une fois de plus, une prise de participation capitaliste, plus traumatisante pour le public qu'un accord technique, ne fait qu'ouvrir au grand jour une situation de dépendance préexistante.

Même s'il est à parier que les autorités françaises s'en défendent, l'entrée de Nec dans le capital de Bull n'est pas sans rappeler celle de Fujitsu dans JCL. Certes, la part de Fujitsu dans le groupe britannique (80 %) est d'un autre ordre de grandeur que celle envisagée pour Nec. Mais celle-ci avait-il pas aussi été précédée, il y a près de dix ans, par un accord technologique portant sur les ordinateurs haut de gamme ?

Dans tous les secteurs d'activité, les exemples de ce type abondent. Quelques groupes de l'Hexagone l'ont bien compris, qui utilisent l'arme technologique à leur actif. Mais pour beaucoup, il serait peut-être temps de mieux comprendre que la marge de manoeuvre stratégique d'une entreprise commence par celle de ses équipes de recherche et développement.

ANNIE KAHN

Après la reconstruction de la Friedrichstrasse à Berlin

### Bouygues va construire le Centre de commerce international de Bucarest

Le groupe Bouygues, associé avec la chaîne hôtelière Pullman International, construira le Centre de commerce international de Bucarest. Le chantier devrait commencer à la mi-mai, a indiqué, le 22 avril, le groupe français. L'investissement total est de 600 millions de francs. Plusieurs banques participent à l'opération, notamment la Société Bouygues. Ce contrat, indique Bouygues, est le premier d'un groupe de mise en participation en Roumanie et confirme le volontaire de la société française de s'implanter dans les pays de l'Est.

D'autre part, le conseil d'administration a arrêté les comptes pour 1990. Le chiffre d'affaires consolidé qui, pour la première fois, comprend les Grands Moulins de Paris atteint 56,7 milliards de francs, en progression de 21 %. Le bénéfice net (part du groupe) ressort à 626 millions de francs (+9 %).

## Le Livre blanc sur l'avenir des retraites

# Le gouvernement suggère d'allonger la durée de cotisation et de modifier le calcul des pensions

Le Livre blanc du gouvernement sur les retraites, rendu public mercredi 24 avril et qui sera publié ultérieurement en livre de poche, suggère d'augmenter (de 37,5 actuellement à 41 ou 42 ans) la durée de cotisation nécessaire pour obtenir des droits à taux plein et de calculer la retraite sur les vingt-cinq (au lieu des dix) meilleures années. La constitution de réserves et de fonds de pension est aussi envisagée.

« Les retraites servies ne sont pas en cause et les droits acquis par les cotisants d'aujourd'hui ne seront remis en question », dit le Livre blanc. Les premières lignes de la préface qu'il a rédigée, M. Michel Rocard prend soin de lever tout malentendu : « Le débat qui s'ouvre avec ce Livre blanc s'adresse (...) d'abord à nos concitoyens actifs. Ils auront à choisir diverses modalités d'évolution d'un système qui ne peut être laissé à lui-même. » Les retraités « qui, par leur travail, ont puissamment contribué à la prospérité du pays » n'ont donc rien à redouter.

L'objet des quelques trois cents pages de textes, d'annexes et de données statistiques de ce document est, selon le premier ministre, « d'assurer la pérennité de nos retraites ». « Maintenir l'accès à la retraite pour tous les citoyens, c'est une obligation de l'État », dit-il. Les retraités de demain dépendent, au-delà de la démographie et de l'économie, de notre capacité à actualiser le pacte de solidarité qui lie les générations entre elles », écrit-il.

En bonne logique, le premier

chapitre de ce Livre blanc réunit en liaison avec les ministères concernés (économie, affaires sociales, travail, fonction publique) et coordonné par le commissariat général au Plan, établit un constat. Celui-ci reprend pour l'essentiel les données connues (le Monde du 16 avril) et insiste sur le fait que les écarts entre salariés du public et les fonctionnaires portent moins sur le niveau des pensions que « sur les conditions d'âge et les avantages sociaux (pension de réversion, annuité) plus favorables dans le secteur public ». Les auteurs du Livre blanc remarquent d'autre part que le niveau de vie moyen des retraités, apprécié par consommation, est largement supérieur à celui des salariés. Ils soulignent dans certains cas le caractère « exceptionnel » de certaines charges de famille importantes ou de la situation d'un seul actif (à celui du reste des Français).

### Des marges de manoeuvre financière limitées

Le second chapitre passe en revue les perspectives démographiques en rappelant que « l'arrivée prochaine à l'âge de la retraite des générations du baby-boom de 1945-1955 coïncidera avec l'arrivée sur le marché du travail des générations nées dans les années 80, beaucoup moins nombreuses ». Première conclusion : « Les actifs comme les retraités de l'an 2010 sont tous déjà nés, par conséquent, l'influence de la démographie est nulle. » Seconde conclusion : « En tout état de cause, même dans les hypothèses les plus

favorables - qu'il s'agisse de l'emploi et de la croissance économique - les cotisations ne seront plus que légèrement croissantes après 2005, cependant que la productivité ne devrait, sur le long terme, croître qu'à un rythme modéré. En définitive, l'ampleur des marges de manoeuvre financière, dans les régimes de retraite, est donc limitée. Dans ces conditions, le besoin de financement des régimes de retraite, à l'échelle globale, s'établira globalement à 190 milliards de francs en 2010, à 298 milliards pour le régime de base (soit l'équivalent de 7,8 points de cotisation) et de 111 milliards pour le régime complémentaire. Ces projections reposent sur une hypothèse de progression annuelle de 1 % des effectifs cotisants et de 2 % du pouvoir d'achat (1 % dans le secteur public et 3 % dans le secteur privé fonctionnaires). Les régimes complémentaires devront aussi faire face à une détérioration de leur situation financière (la situation de l'ARRCO, 130 milliards pour l'AGIRC).

Après le troisième chapitre, consacré aux initiatives prises à l'étranger, la dernière partie du document porte sur les réformes documentaires et techniques. Elle indique que les cotisations ne pourront être engagées sans aucune ambiguïté la direction à suivre en affirmant que « ne rien faire est exclu ». Autre message fort : privilégier la capitalisation au détriment des régimes

actuels « aurait des conséquences inacceptables au plan tant de l'équité entre générations que de l'équité à l'intérieur d'une même génération ». Pas question, non plus, de plafonner les prélèvements affectés aux régimes de retraite.

Comment, dès lors, adapter la « retraite à la française » ? Le Livre blanc n'est pas favorable à une séparation des dépenses relevant de l'effort de cotisation et des dépenses liées aux droits acquis. La contrepartie de cotisation, la frontière entre ces deux notions est incertaine et une telle distinction « n'appartient en elle-même à aucun régime au déséquilibre financier du système ».

### « Une plus grande proportionnalité »

Le ministre de l'économie, chaud partisan d'une telle solution, n'a pas obtenu gain de cause. De même, la transformation des régimes de base en régimes mentaires - n'est pas conseillée. L'explication (au-delà de la difficulté d'acquiescer des droits difficiles à acquiescer ne paraît pas totalement convaincante. La remise en cause de la retraite à sixième ans est, quant à elle, totalement exclue.

Le Livre blanc préconise « rechercher une plus grande proportionnalité entre le montant de la pension et la durée de cotisation (qui pour l'instant est en augmentation progressive) ». « La durée de cotisation pour la pension complète », explique-t-il, « devrait être portée à 41

voire à 42 ans la durée d'activité contre 37,5 ans aujourd'hui. L'objectif est de percevoir une pension à taux plein. Le document assure que cette modification ne remettrait pas en cause le droit à la retraite à soixante ans car les salariés, notamment les cadres, ayant entamé leur carrière après l'âge de dix-huit ans pourraient se retirer à 60 ans mais avec une pension proportionnellement moins importante (sous réserve de la suppression des coefficients de minoration). Si cette éventualité était acceptée, elle n'entraînerait pas moins la réforme de 1983 puisque qu'il faudrait cotiser plus longtemps pour profiter du taux plein.

De même, le document suggère de ne plus prendre en compte les dix meilleures années dans le régime général mais de passer, par exemple, aux vingt-cinq meilleures années afin de « faire davantage de la prestation reçue le reflet de l'effort de cotisation » tout en excluant les « mauvaises années ». De 1993 à 2010, on pourrait alors rajouter tous les ans une année supplémentaire pour le calcul des droits et les différents régimes - y compris ceux des fonctionnaires - devraient se plier à des mesures de rationalisation équivalentes permettant d'harmoniser les durées d'activité exigées. Le Livre blanc est aussi partisan du maintien de l'indexation des pensions sur les prix, tout en retenant le principe d'une « participation des retraités à la croissance » des années fastes.

### Constitution de réserves

Partant d'un besoin de financement tendanciel de 34,6 milliards de francs en 1995 et de 186,6 milliards de francs en 2010 pour le régime général, le document se livre à plusieurs simulations, en fonction des options choisies, aboutissant à des résultats fort différents, allant d'un besoin de financement de 101 milliards de francs à un léger excédent (voir tableaux).

D'autre part, le Livre blanc évoque une hypothèse quelque peu taboue - faire passer en charge par la branche famille (excédent) les avantages de retraite liés à la charge d'enfants - et plaide en faveur de mesures d'accompagnement financier des problèmes de dépendance des personnes âgées, par création de fonds de pension par capitalisation au sein des entreprises ou des branches professionnelles à partir d'accords entre partenaires sociaux.

De même, il conseille la constitution de réserves au sein des régimes par répartition afin de « lisser l'évolution future des taux de cotisation et de mettre les régimes complémentaires en situation de mieux faire face aux déficits de cotisation après 2010 ». Autre proposition qui, émanant des pouvoirs publics, prend quasiment valeur d'engagement : élaborer dès 1992 un document annexé à la loi de finances « présentant la monnaie exhaustive des recettes et des dépenses des pensions des fonctionnaires », jusqu'à présent n'apparaissant pas en tant que telles. Enfin, la création d'un observatoire des retraites, « dont les constats pourraient donner lieu à des actions correctrices », est envisagée.

J.-M.N.

« Les Français et la retraite à 60 ans. - Les Français sont très attachés à la retraite à 60 ans. D'après un sondage le *Parisien*, CSA publié le 24 avril (réalisé les 19 et 20 avril auprès de 806 personnes), 62 % des personnes interrogées « désirent arrêter de travailler à 60 ans, même si le montant de leur retraite n'est pas très élevé » ; 27 % seulement « seraient prêts à arrêter de travailler plus tard pour avoir une retraite plus importante ».

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Quatre personnalités ont été sollicitées : M<sup>me</sup> Suzanne Grévisse, présidente de la section sociale du Conseil d'Etat et Dominique Frideau, adjoint au maire de Rouanne et spécialiste des questions de retraite ainsi que MM. Robert Cotove, ancien secrétaire général des cadres FO et René Lecroix, ancien secrétaire d'Etat.

## Quitte ou double

Suite de la première page

Des dispositions qui n'ont, au fond, rien de révolutionnaire - les principaux partenaires de la France ont déjà pris ou ont déjà programmé ce genre de décision - mais dont la mise en œuvre n'a jamais été aussi clairement envisagée.

Dans la préface du Livre blanc qu'il a rédigé, le premier ministre résume le recours à « des bricolages » pour assurer l'avenir et qui seraient « une génération qui sacrifierait à payer deux fois : pour les retraites actuelles comme cotisants, et pour ses propres retraites futures par l'épargne individuelle ». Ce scénario, prévient-il, « est celui de l'inevitable ». Il convient donc de programmer des réformes dès maintenant car 2010, lorsque les difficultés de financement seront les plus graves, « c'est demain et c'est déjà joué ».

Cependant, M. Rocard balise soigneusement le terrain. Ainsi, il n'est pas question de toucher aux prestations des actuels retraités ni de substituer aux régimes de répartition des mécanismes de capitalisation « qui ne correspondent pas aux principes d'équité sociale » et aux principes de toucher au principe de la retraite à soixante ans, cipe de l'allongement de la durée d'activité pénalisera ceux, notamment les cadres, dont la vie professionnelle a commencé plus tard.

Convenu « qu'une démocratie comme la nôtre doit être capable de débattre à temps de ces problèmes », le premier ministre ne fait pourtant rien pour ouvrir un « chantage » supplémentaire et ne préjuge pas de l'issue des débats. « Je n'entends évidemment pas trancher maintenant. Mes valeurs (...) nous indiquent seulement le chemin et donnent de solides critères de jugement », précise-t-il.

La démarche n'est pas moins empreinte d'un certain courage. Du côté des partenaires sociaux, rares sont ceux qui auraient trouvé à redire si les pouvoirs publics avaient fait l'économie d'une telle opération qui, compte tenu de ses enjeux, implique le débat décalé. D'ailleurs, le débat décalé n'est pas à en assumer seul les risques.

La procédure qui va s'engager témoigne de sa volonté d'impliquer le patronat, les syndicats mais aussi le monde politique. Une mission a été constituée, dont les membres rencontreront le CNFP et les syndicats, qui seront invités non seulement à se prononcer sur le contenu du Livre blanc mais aussi, pour éviter toute tentation de démagogie, « à mettre en face de leurs propositions un calendrier d'application, un mode de financement ».

Une véritable négociation tripartite Etat-partenaires sociaux pour l'Etat, l'ouvrier, après quoi « le contrat social et le gouvernement prendront leurs responsabilités ». Cette concertation ne comporte pas d'obligation de résultats : si les représentants des entreprises et des salariés ne saisissent pas l'occasion qui leur est offerte, l'Etat ne passera pas outre.

### Un dossier déterminant

S'il parvient à convaincre l'opinion et les syndicats - qui ne sont pas tous fermés à la discussion - M. Rocard pourra se prévaloir d'avoir contribué à déboucher un dossier déterminant pour l'avenir. Mais un échec serait lourd de conséquences. S'il restait isolé, le premier ministre donnerait des arguments à l'opposition, irriterait (dont le parti n'a pas, jusqu'à présent, fait preuve d'une hardiesse particulière dans le domaine des retraites) et risquerait, qui sait, de hâter la venue de son successeur à Matignon.

M. Rocard considère pourtant qu'il est indispensable d'assurer des maintenant l'avenir des retraites et que, en définitive, l'avenir lui donnera raison. En espérant que ses mérites seront reconnus avant 2010.

سكزاين الاصل



## GROUPE DE LA BANQUE WORMS

### BON EXERCICE 1990 MALGRÉ UNE IMPORTANTE AUGMENTATION DES PROVISIONS

Le Conseil d'Administration de la Banque Worms, réuni le 28 mars 1991, sous la Présidence de Jean-Michel Bloch-Lainé, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. La bonne progression des activités de la banque et l'évolution modérée des frais généraux ont permis une croissance de 58 % du résultat brut d'exploitation et de 35 % du bénéfice avant impôt et provisions.

Malgré un important renforcement des provisions, + 47 %, liées à la conjoncture économique et boursière en fin d'année, le bénéfice net de la BANQUE WORMS progresse de 12 % à 112,6 millions de francs.

Les chiffres significatifs de l'exercice ressortent ainsi :

Banque Worms	1989	1990	89/90 %
En millions de francs			
Produit net bancaire	1 237	1 454	+ 17,5 %
Frais généraux	996	1 089	+ 7,3 %
Résultat brut d'exploitation	213	336	+ 57,7 %
Bénéfice avant impôt et provisions	293	396	+ 35,1 %
Provisions nettes	192	283	+ 47,4 %
Bénéfice net	101	113	+ 11,9 %

Les résultats des activités commerciales du groupe de la Banque Worms et les plus-values réalisées par ses filiales d'investissement Acmer, Sopromec, UFI, Sofinad, ont progressé de façon soutenue. Les crédits à la clientèle du Groupe de la Banque Worms ont ainsi augmenté de 21 % et représentent 51 % du total du bilan consolidé qui s'élève à 71,8 milliards de francs.

Le bénéfice net consolidé part du groupe s'élève à 192 millions de francs contre 209 millions l'exercice précédent et traduit une augmentation importante des provisions sur titres.

Données consolidées

En millions de francs	1989	1990	89/90 %
Produit net bancaire	1 554	1 793	+ 15,4 %
Résultat brut d'exploitation	378	482	+ 27,5 %
Plus-values	183	260	+ 42,1 %
Bénéfice avant impôt et provisions	572	748	+ 30,8 %
Provisions nettes	135	403	+ 118 %
Bénéfice net part du groupe	209	192	- 8,1 %

Le ratio Cooke de la Banque Worms dépasse, avec 8,36 %, le seul réglementaire de 8 % prévu pour 1992. Les fonds propres et quasi-fonds propres s'élèvent à 4 milliards de francs. Les capitaux permanents progressent de 33 % et représentent 9 % du total du bilan consolidé.

EUROFI



BANQUE WORMS

## B.C.E.N.-EUROBANK

Le Conseil d'Administration de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord - Eurobank s'est réuni le 18 avril 1991, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, et en présence de MM. V.V. Gueraschenko, Président de la Banque d'Etat de l'URSS-Moscou, et I. Poletaev, Vice-Président de la Banque des Affaires extérieures économiques de l'URSS-Moscou.

A l'ordre du jour figuraient notamment l'arrêté des comptes 1990 et la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire pour le 21 mai 1991.

Les résultats de l'exercice écoulé sont assez contrastés par rapport à ceux de 1989.

Le total du bilan s'établit à FRF 20,268 milliards au 31-12-1990 contre FRF 36,510 milliards au 31-12-1989. Cette importante diminution provient de trois facteurs principaux :

- baisse des opérations interbancaires,
- ralentissement de l'activité générale, en particulier sur l'Europe de l'Est,
- variations de cours de change.

En revanche, les capitaux permanents de la Banque (fonds propres et emprunts subordonnés) se sont fortement accrus. Après répartition des résultats de l'exercice 1990, ils s'élèveront à FRF 2,960 milliards contre FRF 1,330 milliard au 31-12-1989.

Les provisions sur risques pays atteignent environ 60 %. Elles ne concernent plus qu'un nombre limité de pays après une première opération de titrisation réalisée en 1990. Une seconde tranche de titrisation est prévue en 1991 et concernera d'autres pays.

Le produit net d'exploitation bancaire s'établit à FRF 352 millions contre FRF 432 millions au 31-12-1989. Comme pour le total de bilan, cette baisse reflète l'importante réduction de l'activité de la Banque en 1990.

Toutefois, le bénéfice net s'inscrit lui en forte hausse, à FRF 260 millions contre FRF 19 millions, à la suite d'une opération de cession bail immobilier.

Ce bénéfice net sera intégralement porté en compte de réserves et participera pour une part à l'augmentation des capitaux permanents.

Prenant en considération les importantes mutations en cours en Europe centrale et orientale, la Banque a été amenée à définir ses nouvelles orientations stratégiques. Après avoir mené une politique de grande prudence dans l'octroi des concours, réduit fortement ses engagements interbancaires et procédé en 1990 à plusieurs mesures d'assainissement du bilan, tout en renforçant ses fonds propres, la politique de notre établissement s'appuiera sur deux axes principaux :

- développement des opérations de financement de commerce international,
- études de projets et conseils financiers aux entreprises en Union soviétique et, en Occident, aux entreprises qui souhaitent s'implanter en URSS par l'intermédiaire notamment de notre nouvelle filiale à Moscou : Compagnie financière pour l'Europe du Nord (Eurofinance).

L'ampleur des transformations à réaliser en Europe de l'Est nécessitera une grande présence bancaire. Les établissements capables de concilier une adaptation efficace à ces énormes besoins, avec une bonne maîtrise de leurs risques, verront s'ouvrir de vastes marchés.

Notre Banque, qui a toujours été très présente dans cette zone, souhaite y conserver toute sa place, en offrant à sa clientèle une intervention rapide et compétente.

Ces orientations seront bien entendu adaptées et complétées, selon les opportunités qui pourront apparaître progressivement.

Les principaux actionnaires de la B.C.E.N.-EUROBANK, la Banque d'Etat de l'URSS et la Banque des Affaires extérieures économiques de l'URSS ont approuvé les nouvelles orientations ainsi définies. En leur nom, MM. V.V. Gueraschenko et I. Poletaev ont assuré le Conseil d'Administration de la B.C.E.N.-EUROBANK de leur confiance et de leur soutien indéfectible.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD  
B.C.E.N.-EUROBANK  
79/81 Bd Haussmann - 75008 Paris

## BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

### Progression du résultat d'exploitation Renforcement de la structure financière

Le Conseil d'Administration de la BFCE, réuni sous la présidence de Michel Frey, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Deux traits marquent l'importance pour le développement futur de la banque, caractérisant l'évolution marquée au cours de cet exercice : l'amélioration des résultats de l'exploitation et le renforcement de la structure financière.

En 1990, le PNB global de la BFCE a augmenté de 6,7 %, pour s'établir à F 1 792 millions, contre F 1 680 millions en 1989. Cette progression résulte, d'une part des effets en trésorerie de l'augmentation du capital et des provisions, et, d'autre part, de l'évolution positive, déjà amorcée au cours de l'exercice précédent, de l'ensemble des activités commerciales. L'accroissement de ces dernières fait plus que compenser le fléchissement inéluctable de l'activité institutionnelle et trouve son origine dans la progression des encours de crédits, accompagnée d'un ralentissement de l'érosion des marges, et dans l'augmentation des produits liés aux services.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à F 391 millions, en hausse de 37,7 % sur 1989, les frais généraux et les amortissements ayant été maintenus à un niveau pratiquement constant par rapport à l'année précédente. Après dotation aux provisions pour risques individuels pour un montant net de F 153 millions et aux provisions pour dépréciation du portefeuille de titres pour F 50 millions, la totalité du reliquat disponible a été affectée aux provisions pour risques souverains. Cette dotation supplémentaire s'élève au total à F 1 578 millions sur lesquels F 1 376 correspondent à l'effort exceptionnel permis par l'apport des actionnaires de la banque effectué en juin dernier. En conséquence, le taux de couverture de ces risques est passé de 26 % à 51 %.

De surcroît, le capital de la banque a été augmenté de F 1,1 milliard, s'établissant à F 2,1 milliards. À fin 1990, le ratio Cooke était de 7,3 %. Au cours de l'exercice 1990, la composition de l'actionariat de la BFCE s'est profondément transformée avec l'entrée des Assurances Générales de France pour 43 % et le renforcement à 24 % de la part du Crédit Lyonnais. Le solde se répartit entre la Banque de France (11,23 %), la Caisse des dépôts et consignations (11,23 %), le Crédit National (10,03 %) et la Caisse Centrale de Coopération Économique (0,51 %). Cette redistribution du capital marque une étape décisive pour l'avenir de la BFCE dont l'ambition est d'être une banque d'entreprises à vocation internationale, capable d'offrir à sa clientèle une gamme éendue de services de haute qualité.

### Comptes de l'exercice 1990

## MATRA : COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1990 ET PERSPECTIVES 1991.

Réuni le 22 avril 1991, sous la présidence de M. Jean-Luc LAGARDERE, le Conseil d'Administration de MATRA a pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1990.

Données chiffrées

Les principaux éléments du compte de résultat consolidé sont rappelés ci-dessous :

En millions de francs	1989	1990
Chiffre d'affaires	22.087	24.348
Résultat courant	1.375	1.267
Résultat consolidé total	696	688
Résultat net (part du Groupe)	605	606

Conformément aux informations communiquées en octobre 1990, le résultat net (part du Groupe) est donc stable d'une année sur l'autre.

Perspectives 1991

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des perspectives pour 1991. Du fait du ralentissement de la conjoncture internationale et de la volonté de poursuivre une politique d'investissement et de recherche et développement qui place MATRA parmi les champions mondiaux dans ses domaines de compétence, il paraît difficile aujourd'hui d'espérer des résultats identiques à ceux de 1990, bien que l'on soit certain qu'ils resteront très largement bénéficiaires.

Dividende

Le Conseil a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale, convoquée pour le 27 juin 1991, la distribution d'un dividende de F 8 par action. Ce dividende sera assorti d'un avoir fiscal de F 4 pour le revenu global à F 12 par action.

MATRA

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - Paris 8<sup>e</sup>. (Tél. : 47 66 03 06) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (3616 MATRA).



Le Conseil d'Administration de la Société DEVANLAY, réuni le 19 avril 1991 sous la présidence de Monsieur Léon CLIGMAN, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1990 ainsi que les comptes consolidés.

### L'ACTIVITÉ

Millions de F	1990	1989	Variation %
Chiffre d'affaires consolidé	2 148,5	2 011,9	+ 6,8

Après un premier semestre en croissance de 8,4 %, la croissance s'est ralentie à 4,8 % sur le second semestre. Au total, les ventes ont été tirées par l'exportation qui a progressé de 14,9 % pour représenter 38,3 % du chiffre d'affaires consolidé.

### LE RÉSULTAT

Le bénéfice de la société mère DEVANLAY S.A. s'est établi à 113,4 millions de F contre 85,1 millions de F en 1989.

Pour sa part, le bénéfice net consolidé a évolué comme suit :

Millions de F	1990	1989	Variation %
Avant mise en équivalence	143,0	133,1	+ 7,4
Après mise en équivalence	200,1	176,9	+ 13,1

La marge nette ressort à 9,3 % contre 8,8 % en 1989.

La part du groupe dans le bénéfice s'élève à 184 millions de F contre 158,8 millions de F en 1989, et représente 122,07 F par action contre 105,35 F, soit une augmentation de 15,9 %.

### ATTRIBUTION GRATUITE

Le Conseil d'Administration a décidé d'augmenter le capital social par incorporation d'une somme de 15,1 millions de F et la création de 150.727 actions nouvelles attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. Les actions nouvelles porteront jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et bénéficieront des mêmes droits que les actions anciennes.

### DIVIDENDE 1990

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 23 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 11,50 F. Le dividende, attribué aux actions anciennes et nouvelles, progresse de 10 %.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Elle se réunira le 7 juin 1991 à 15 h 30 - 15, rue de Turbigo, 75002 Paris.







هكذا من الاجل

## ÉCONOMIE

### Un rapport sur l'espace naturel en France La fiscalité française ne favorise pas la défense de l'environnement

Le rapport sur « La fiscalité de l'espace naturel en France », demandé à M. Guillaume Sainteny par la Direction de la protection de la nature du ministère de l'environnement, a été rendu public vendredi 19 avril. Il propose notamment des exonérations pour les propriétaires de zones humides qui s'engagent à ne pas construire ni drainer pour la mise en culture.

Un constat, d'abord : « La fiscalité française ignore l'environnement ». Forte de ses traditions agricoles, la France se retrouve aujourd'hui à la traîne pour la protection de ses espaces naturels par le biais des incitations financières. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont déjà largement utilisé les possibilités du fameux article 19 (1), alors que la France vient seulement de signer les premiers contrats. Déjà, 38 000 hectares sont subventionnés en Grande-Bretagne pour le retour à la jachère ou à une agriculture « douce ».

Des pays comme le Danemark, la Grèce et les Pays-Bas accordent déjà des avantages fiscaux aux acheteurs d'automobiles « propres ». En Grande-Bretagne, la détaxe sur l'espace sans plomb a donné à ce carburant une place honorable (plus de 30 %), alors que la détaxe française, insignifiante, a maintenu l'essence « verte » à quelques pour cent.

En Allemagne, des taxes sont imposées aux industriels qui polluent les rivières, avec les exonérations correspondantes pour ceux qui s'équipent d'installations d'épuration. En France, un système semblable a été instauré dès 1964 avec les agences financières de bassin, mais les « redevances » ne sont que des taxes parafiscales et ne relèvent donc pas de l'impôt.

#### Des rendements négatifs

Mais c'est sur le foncier non bâti que la fiscalité française apparaît la plus nuisible à l'environnement, puisqu'elle encourage la transformation d'espaces naturels en terres de culture intensive ou en terrains à bâtir. En effet, l'imposition de capital (impôts fonciers et droits de mutation) pèse deux fois plus en France sur l'immobilier que sur le capital mobilier. Et elle pèse davantage sur les terres agricoles que sur les terrains à bâtir ou les constructions.

Le résultat, c'est qu'un propriétaire foncier d'espaces « non productifs » (marais, friches, forêts naturelles) a tout intérêt à les mettre en culture. Quant à celui qui loue ses terres à un exploitant agricole, il touche un fermage si ridicule qu'il a intérêt à obtenir le droit de faire construire dessus. « Avant même la prise en compte des effets des impositions du patrimoine, le taux de rendement net d'un patrimoine agricole après imposition des

revenus du capital est négatif dans tous les cas de figure », constate le rapport.

Une comparaison avec nos voisins fait apparaître que « l'immobilier, et notamment l'immobilier non bâti, est d'une manière générale plus imposé en France qu'à l'étranger ». En Grande-Bretagne et en Islande, les terres agricoles et les parcs publics sont exonérés d'impôts. En Allemagne, les espaces verts et les biens appartenant à des personnes morales de droit public sont exonérés. Et les propriétaires de terres agricoles ou forestières paient entre 16 et 18 fois moins d'impôt qu'en France ! En Espagne, les forêts à croissance lente (feuillus ou montagne) sont exonérées.

Pour améliorer à cet égard la fiscalité française, le rapport propose de supprimer certaines exonérations (par exemple les friches remises en culture) et les subventions pour les travaux de drainage — déjà supprimées dans la loi de 1991. Il propose en revanche d'exonérer les zones humides d'intérêt majeur et les espaces naturels protégés, et d'accorder des déductions fiscales aux propriétaires restaurant un espace naturel.

ROGER CANS

(1) Disposition communautaire qui prévoit le versement de subventions aux agriculteurs qui s'engagent à entretenir le paysage au lieu de produire.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Francis Régions

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28 décembre 1990.

Actif net au 28.12.1990 : F 107.422.666

Valeur liquidative au 12.04.1991 : F 1192.93

Performance du 28.12.1990 au 12.04.1991 : + 8,90 %

Dividende : F 24,48 + F 7,97 d'avoir fiscal pour les personnes physiques mis en paiement le 16 avril 1991.

Rempli du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 16 juillet 1991.

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36 15 code ASSOCIC

Le Président Alain VILLEROY DE GALHAU a déclaré : Après son excellente performance de 1989, FRANCIS RÉGIONS a continué d'enregistrer en 1990 un résultat supérieur aux indices parisiens en raison d'une politique très prudente : augmentation des liquidités et grande sélectivité.

Les perspectives restent intéressantes pour les valeurs régionales. Le retard de ces titres par rapport à l'indice des 40 plus grandes sociétés cotées permet d'espérer une revalorisation significative.

A.G.O. du 15 avril 1991

**GROUPE CIC**

#### AGRICULTURE

### La CEE est décidée à freiner les importations de jeunes veaux des pays de l'Est

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

La Commission européenne est décidée à freiner les importations de jeunes veaux de provenance de Pologne et de Tchécoslovaquie de telle façon qu'elles n'excèdent pas, comme prévu, 425 000 têtes au cours de l'année 1991. Les importations en provenance des pays de l'Est, qui ont vivement progressé au cours des mois passés, pèsent sur les cours. M. Ray Mac Sharry, le commissaire responsable, a indiqué aux ministres de l'Agriculture des Douze, réunis lundi 22 avril à Luxembourg, qu'il s'efforçait de parvenir à un arrangement à l'amiable avec Prague et Varsovie. La gestion d'une telle situation n'est pas évidente si l'on se souvient qu'il y a une semaine les ministres des affaires étrangères des Douze demandaient à la Commission de prévoir, dans les accords en cours de négociation avec les pays de l'Est, des dispositions plus libérales concernant les importations de produits agricoles.

Ph. L.

#### REPÈRES

#### UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

### Projet de compromis du Luxembourg sur la future banque centrale

Soucieux de rapprocher les conceptions des différents membres de la CEE sur l'union économique et monétaire (UEM), le Luxembourg, qui assure actuellement la présidence de la Communauté, a présenté mardi 23 avril un texte de compromis. Selon ce texte, un système européen de banque centrale serait créé au cours de la deuxième étape (devant théoriquement démarrer en 1994) mais commencerait à opérer en 1996 seulement. Entre la ratification par les membres du traité d'UEM (en 1993 probablement) et le début du fonctionnement de la nouvelle institution, un conseil des gouverneurs des banques centrales des pays membres serait établi. Jusqu'à présent, la France et la Belgique ont fait savoir qu'elles souhaitaient la création d'une banque centrale européenne dès 1994, alors que l'Allemagne estime que celle-ci ne peut intervenir avant la mise en commun des politiques monétaires, dont la date n'est pas encore fixée, mais probablement très éloignée.

#### CONJONCTURE

### Les commandes de biens durables ont fortement chuté aux Etats-Unis en mars

Conséquence de la baisse générale de l'activité enregistrée aux Etats-Unis depuis plusieurs mois, les commandes de biens durables passées aux entreprises ont fortement chuté aux Etats-Unis en mars. Leur diminution par rapport au mois précédent atteint 6,2 %, alors que la baisse avait été limitée à 0,2 % (chiffres corrigés) en février, et 1,5 % en janvier, a annoncé le département du commerce mardi 23 avril. En mars, les commandes de biens durables, qui correspondent à des produits d'une durée de vie supérieure à trois ans, se sont établies à leur plus bas niveau depuis trois ans.

#### PRODUCTION

### Le PNB de l'ancienne RDA représente 8 % de celui de l'ancienne RFA

Neuf mois après l'union monétaire entre les deux parties de l'Allemagne, les services statistiques de Wiesbaden sont aujourd'hui en mesure de comparer le poids des deux économies désormais réunifiées. Selon des résultats publiés mardi 23 avril, le produit national brut de la partie orientale de l'Allemagne a atteint 105,3 milliards de marks (355 milliards de francs environ), soit 8 % seulement de celui de l'ancienne RFA (1 269,3 milliards de marks), au cours des six derniers mois de 1990. L'office de statistiques indique également que le nombre de salariés en ex-RDA s'élevait à 8,3 millions de personnes au dernier trimestre de 1990, soit un recul de 1,7 million de personnes par rapport au début de 1989. Avec une productivité atteignant un quart seulement de celle de leurs voisins de l'Ouest, les salariés allemands de l'Est ont reçu un salaire mensuel moyen de 1 357 marks, contre 3 712 marks à l'Ouest.

#### EN BREF

Le nouveau président de NetWest Investment Bank, National Westminster Bank, l'une des principales banques britanniques, a annoncé jeudi 18 avril la démission de M. J. Howard Macdonald, président de sa filiale pour les marchés et les investissements — NetWest Investment Bank (NWIB) — deux mois après avoir menacé de fermer ces activités si elles ne devenaient pas rapidement rentables. M. Macdonald, soixante-deux ans, un homme d'affaires canadien qui avait fait toute sa carrière dans l'industrie pétrolière, était entré chez NetWest en 1989 avec la mission de redresser County NatWest, la principale branche de NWIB, ébranlée par un scandale boursier en moment du krach de 1987.

Le nouveau président de NWIB est Sir Geoffrey Litter, administrateur de NWIB depuis 1989.

o Accord de collaboration entre la SAE et Ocesa. — Les groupes de bâtiment et de travaux publics français SAE et espagnol Ocesa ont signé le 18 avril à Madrid un accord de collaboration visant à mettre à profit les synergies entre les deux entreprises et à former le « noyau d'un groupe européen d'entreprises de construction ». L'accord prévoit la possibilité pour l'entreprise espagnole d'augmenter sa part actuelle de 15,21 % dans le capital de la SAE et pour le groupe français de prendre une participation croisée dans l'entreprise espagnole.

### LE GROUPE GAN EN 1990 : RESULTATS DE L'EXERCICE

### Résultat net consolidé : 2,4 milliards de F Activité et bénéfice élevés pour les Compagnies françaises d'assurance du Groupe Dividende en forte progression

Le Conseil d'Administration du GAN, réuni le 18 avril 1991 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 24 juin prochain.

#### CHIFFRES CLES CONSOLIDES

(en milliards de francs)	1988	1989*	1990*
Total bilan	87,5	539,4	595,2
Capitaux propres (part du groupe après répartition)	9,7	13,4	17,4
Actifs gérés	84,5	220,0	243,0
Produits d'exploitation	30,9	86,6	95,6
Résultat net (part du groupe)	1,9	2,5	2,4

\* Intégration globale, pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CIC.

Premier Groupe de bancassurance européen par la taille, le Groupe GAN a poursuivi son développement en 1990, en réalisant 95,6 milliards de francs de produits d'exploitation.

Son total de bilan s'élève à 595,2 milliards de francs. Ses capitaux propres part du groupe après répartition progressent de 29,9 % sur l'exercice précédent ; ils ressortent à 17,4 milliards de francs, marquant ainsi la solidité financière de l'ensemble. Le résultat net s'établit à 2,4 milliards de francs.

#### UNE ACTIVITE ASSURANCE EN FORTE CROISSANCE

(en milliards de francs)	1988	1989	1990
Primes émises	23,5	27,5	33,5
en % de progression	+ 11,9	+ 16,8	+ 22,1
Provisions techniques	72,4	86,6	105,9
en % des primes	308,0	315,3	315,9
Contribution au Résultat Net Consolidé	1,5	1,8	1,9

Les primes émises en 1990 s'établissent à 33,5 milliards de francs, en augmentation de 22,1 % sur l'exercice précédent.

Cette évolution très favorable est le résultat d'une forte croissance des sociétés d'assurance Vie et Capitalisation, en dépit d'un ralentissement très sensible du marché, et de l'intégration pour la première fois dans les comptes consolidés de la compagnie d'assurance vie britannique General Portfolio.

Les sociétés françaises d'assurances réalisent un bénéfice net en forte hausse, tant en assurance vie qu'en assurance dommages. Dans cette dernière branche, le coût élevé des tempêtes de début d'année (431 millions de francs avant réassurance) se trouve compensé par une bonne tenue générale du portefeuille de contrat d'assurance, notamment dans les catégories sensibles du risque automobile et du risque industriel.

Pour les filiales d'assurances à l'étranger, en revanche, l'exercice se traduit par une perte résultant notamment de la dégradation de certains marchés en automobile et de la survenance d'événements exceptionnels qui ont affecté lourdement le marché de Londres.

#### UNE CONSOLIDATION DES ACTIVITES BANCAIRES ET FINANCIERES

(en milliards de francs)	1988	1989	1990
Dépôt de la clientèle	162,4	185,0	220,8
Emplois de la clientèle	156,1	200,3	223,6
Produit net bancaire	13,5	15,2	15,3
% de progression	+ 2,6	+ 12,6	+ 3,5
Contribution au Résultat Net Consolidé	0,4	0,7	0,5

Le Groupe CIC a enregistré une activité satisfaisante en 1990, avec un produit net bancaire, en augmentation de 4,2 % sur celui de 1989.

Grâce à une maîtrise des frais généraux, le Groupe CIC a amélioré son résultat brut d'exploitation de 8,2 % à 4,5 milliards de francs.

Au cours de l'exercice, il a procédé à de très importantes provisions tant en matière de risques souverains, qu'en matière de risques économiques, où il a subi, à l'instar de l'en-

semble de la profession, une certaine dégradation de la tenue de ses risques domestiques et privés étrangers, notamment en Grande-Bretagne.

Ce double effort de provisionnement d'un montant total de 3,6 milliards de francs et les charges de restructuration du Groupe ont été partiellement compensés par la réalisation de plus-values de cessions d'actifs immobiliers.

Le résultat net part du groupe est de 811 millions de francs.

#### UN DIVIDENDE EN FORTE PROGRESSION

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende net par action de 80,80 F. Compte tenu des dispositions exceptionnelles qui ont dû être prises en 1990 à la suite de modifications réglementaires, ce dividende couvre deux années de rémunération des actionnaires.

1990 : 34,80 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 17,40 F, versés sous forme d'acompte le 8 août 1990.

1991 : 46,00 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 23,00 F qui seront versés en juillet 1991, sous réserve de ratification par l'Assemblée Générale.

Enfin, le Conseil d'Administration a arrêté le projet d'appart par la Société Centrale à GAN SA de 100 % des titres du GAN Capitalisation et 25,36 % des titres du GAN Incendie Accidents qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte de GAN SA le 24 juin prochain. Cette opération de simple reclassement interne de participations au sein du Groupe, présente l'intérêt pour le GAN de parvenir dans les faits à une structure bipolaire (assurance et banque) correspondant mieux à ses deux secteurs d'activité.

**GROUPE gan**







سكن في الامم

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes		appartements ventes		maisons individuelles		villas		propriétés	
<b>3<sup>e</sup> arrdt</b>	<b>PLACE BRETEUIL</b> Plein marais Original, poutres, 150 m <sup>2</sup> , 5 200 000 F. 40-70-92-07	<b>13<sup>e</sup> arrdt</b> <b>LOFTS AMENAGES</b> Près 13 <sup>e</sup> , 80 m <sup>2</sup> à 100 m <sup>2</sup> , 15 000 F/m <sup>2</sup> env. 45-50-57-31.	<b>20<sup>e</sup> arrdt</b> <b>F3 53 m2</b> Dans bel immeuble 1 <sup>er</sup> étage Proche m <sup>2</sup> et commerces Fables charges. Châssis ind. EXCEPTIONNEL à partir de 980 000 F. Tél. 43-80-82-44	<b>Toulon-Le Port</b> Vue mer imprenable pour ce très bel appartement de 4 pièces 115 m <sup>2</sup> habitable, grand salon séjour, 3 chambres spacieuses, nombreux rangements, terrasse 150 000 F	<b>VAR-RAMATUELLE</b> Maison de 3 000 m <sup>2</sup> PROVENÇALE d'une superficie de 300 m <sup>2</sup> avec vue sur mer, com- pagnon d'été, salle à manger salon, bibliothèque, 4 chambres, 2 salles d'eau, 1 studio Placée 14 x 6 m Jardin paysan 400 m plage SAINT-TROPEZ AGENCE Tél. : 94-97-30-31	<b>SAINT-TROPEZ</b> <b>VIEUX VILLAGE, QUARTIER</b> CALME, MAISON DE VILLAGE renovée, comprenant, séjour, cuisine équipée, 3 chambres, 2 bns, 1 salle SAINT-TROPEZ AGENCE Tél. : 94-97-30-31	<b>SAINT-TROPEZ</b> 18 km de SAINT-TROPEZ Maison ancienne rénovée de superbe harmonie, 100 m <sup>2</sup> habitable + 100 m <sup>2</sup> amé- nables, terrasse, dépend., petit jardin clos + 8 ha terres à vendre Prix : 2 500 000 F Tél. : 42-39-85-70	<b>CAUSE SUCCESSION</b> ANCIEN CORPS DE FERME sur 4 ha, 400 m <sup>2</sup> bâti, belles dépendances l'ensemble sur son terrain	<b>34 HA</b> D'UN SEUL TENANT A saisir. Prix total : 1 000 000 F. Crédit 100 % par Crédit agricole. Remboursable comme un loyer consenti (18) 37-25-63-68
<b>M<sup>e</sup> ARTS-ET-MIÈRES</b> Calme, baignée de soleil, en duplex, gd living double + 1 chambre + 1 de bain. Tél. : 46-22-03-80 43-58-88-04, poste 22	<b>AV. BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>BONNE AFFAIRE</b> <b>PORTES MAILLON (proche)</b> Cler, 45 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage Très bel appartement env. 130 m <sup>2</sup> , double living 45 m <sup>2</sup> environ, 2 chambres, s.c., s.d.b., chère soc. esc. Tous bon plan 43-59-58-04, poste 22	<b>77</b> <b>Seine-et-Marne</b> <b>LOGNES (77)</b> Le parc du Segrais, en face de Tours, F4 standing 80 m <sup>2</sup> , vrm, rénové, 4 <sup>e</sup> et dernier étage, planté sur avec grande terrasse de 13 m <sup>2</sup> sans vis- à-vis, très beau séjour 3 chambres, 5 grande placards, garage fermé à 3 ans à pied du RER Tours, 500 mètres entrée A4, proximité immédiate tous commerces, écoles et parc. Libre de suite 720 000 F Tél. : 60-17-24-00	<b>LITTORAL VARS TOULON</b> « Résidence Parc Interim » Placée et vue dans grand parc arboré, très bel appartement 170 m <sup>2</sup> habitable, terrasse 80 m <sup>2</sup> vue mer imprenable 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>AUX-EN-PROVENCE</b> Plain centre, ville prov. 170 m <sup>2</sup> (passe, exterieur), chambre, mezz., jard. ar. 1 300 m <sup>2</sup> , gar. 90 m <sup>2</sup> + 600 3 500 F. Tél. : 181-62-21-44-09	<b>RARE, CACHET</b> EXCEPTIONNEL A 65 m Paris direct sur A6, au sud de NEMOURS, VENEZ <b>CAUSE SUCCESSION</b> ANCIEN CORPS DE FERME sur 4 ha, 400 m <sup>2</sup> bâti, belles dépendances l'ensemble sur son terrain		
<b>PROCHE MARIE 3<sup>e</sup></b> Belle 4 p., tout confort, 85 m <sup>2</sup> env., dans imm. pierre de taille, rue, 4 <sup>e</sup> ét., asc. Gardien, digi- code, cave, Poutres, prof. 100 m <sup>2</sup> . 2 100 000 F. 42-71-87-24	<b>AV. DE BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>ST-JACQUES, Imm. 79</b> 5 <sup>e</sup> ét., 2 p., vt. balcon, par. 1 300 000 F. 43-36-18-36	<b>78-Yvelines</b> <b>VERSAILLES, 3<sup>e</sup> p. R.O.</b> 67 m <sup>2</sup> , 2 ch, parq., 1 500 000 120 m <sup>2</sup> + terrasse 40 m <sup>2</sup> 3/4 chère, gar. 2 040 000 de mm, asc., 30-21-75-44	<b>LA VALETTE QU'VAR</b> Très belle demeure 430 m <sup>2</sup> habitable sur 3 000 m <sup>2</sup> de terrain arboré, piscine, veste terrasse, dépendances, parfait état quartier résidentiel 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01		
<b>4<sup>e</sup> arrdt</b> <b>ILE-ST-LOUIS</b> RARE Charme, caractère, imm. XVIII <sup>e</sup> , env. 150 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> ét., odeur d'été, 3 chambres + bureau, 2 s.d.b., cuis. à aménagement, 2 dressing + cave, travaux à prévoir Prix : 7 000 000 F 45-22-03-80 43-58-88-04, p. 22	<b>AV. DE BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>15<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BORDS DE SEINE</b> (Beaugrenelle) 4 p., 1 <sup>er</sup> trav. luxueux, baines marbre, FORMIDABLE VUE, 24 <sup>e</sup> ét., parking 3 000 000 F 45-17-05-85, 45-58-75-61	<b>92</b> <b>Hauts-de-Seine</b> Nécessaire de Châteaufort ver. 131 m <sup>2</sup> , 4 ch, 2 s.d.b., 2 bns, esc. Office dressing, gar. 70 m <sup>2</sup> , 2 bns, ASM : 45-24-63-88 à partir de 20 h, 42-40-35-94	<b>LA VALETTE QU'VAR</b> Très belle demeure 430 m <sup>2</sup> habitable sur 3 000 m <sup>2</sup> de terrain arboré, piscine, veste terrasse, dépendances, parfait état quartier résidentiel 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01		
<b>5<sup>e</sup> arrdt</b> <b>RARE</b> Près Moutiers, nat. imm. XVIII <sup>e</sup> , env. 150 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> ét., odeur d'été, 3 chambres + bureau, 2 s.d.b., cuis. à aménagement, 2 dressing + cave, travaux à prévoir Prix : 7 000 000 F 45-22-03-80 43-58-88-04, p. 22	<b>AV. DE BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>16<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BORDS DE SEINE</b> (Beaugrenelle) 4 p., 1 <sup>er</sup> trav. luxueux, baines marbre, FORMIDABLE VUE, 24 <sup>e</sup> ét., parking 3 000 000 F 45-17-05-85, 45-58-75-61	<b>93</b> <b>Val-de-Marne</b> Fontaine-sous-Bois, 300 m <sup>2</sup> habitable, 4 ch, 2 s.d.b., 2 bns, esc. Office dressing, gar. 70 m <sup>2</sup> , 2 bns, ASM : 45-24-63-88 à partir de 20 h, 42-40-35-94	<b>LA VALETTE QU'VAR</b> Très belle demeure 430 m <sup>2</sup> habitable sur 3 000 m <sup>2</sup> de terrain arboré, piscine, veste terrasse, dépendances, parfait état quartier résidentiel 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01		
<b>6<sup>e</sup> arrdt</b> <b>HAUT DE GAMME</b> 5 100 000 F : 47-37-08-78	<b>AV. DE BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>17<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BORDS DE SEINE</b> (Beaugrenelle) 4 p., 1 <sup>er</sup> trav. luxueux, baines marbre, FORMIDABLE VUE, 24 <sup>e</sup> ét., parking 3 000 000 F 45-17-05-85, 45-58-75-61	<b>94</b> <b>Val-de-Marne</b> Fontaine-sous-Bois, 300 m <sup>2</sup> habitable, 4 ch, 2 s.d.b., 2 bns, esc. Office dressing, gar. 70 m <sup>2</sup> , 2 bns, ASM : 45-24-63-88 à partir de 20 h, 42-40-35-94	<b>LA VALETTE QU'VAR</b> Très belle demeure 430 m <sup>2</sup> habitable sur 3 000 m <sup>2</sup> de terrain arboré, piscine, veste terrasse, dépendances, parfait état quartier résidentiel 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01		
<b>7<sup>e</sup> arrdt</b> <b>HAUT DE GAMME</b> 5 100 000 F : 47-37-08-78	<b>AV. DE BRETEUIL</b> 2 <sup>e</sup> étage sur rue, immeuble renové, petit studio tout confort, clim., cave, 100 m <sup>2</sup> sol, chère de service SERGE KAYSER 43-29-80-80	<b>18<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BORDS DE SEINE</b> (Beaugrenelle) 4 p., 1 <sup>er</sup> trav. luxueux, baines marbre, FORMIDABLE VUE, 24 <sup>e</sup> ét., parking 3 000 000 F 45-17-05-85, 45-58-75-61	<b>95</b> <b>Val-d'Oise</b> Fontaine-sous-Bois, 300 m <sup>2</sup> habitable, 4 ch, 2 s.d.b., 2 bns, esc. Office dressing, gar. 70 m <sup>2</sup> , 2 bns, ASM : 45-24-63-88 à partir de 20 h, 42-40-35-94	<b>LA VALETTE QU'VAR</b> Très belle demeure 430 m <sup>2</sup> habitable sur 3 000 m <sup>2</sup> de terrain arboré, piscine, veste terrasse, dépendances, parfait état quartier résidentiel 3 600 000 F	<b>SAINT-TROPEZ</b> Part. v. 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01	<b>CHARENTAIS</b> Part. de 10 km de Toulon belle villa 180 m <sup>2</sup> hab., vue mer, terrasse 800 m <sup>2</sup> , piscine 750 000 F. Tél. : 21-94-45-01		

Le Monde  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont  
808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont  
375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

IMMOBILIER  
D'ENTREPRISE

bureaux bureaux

LOCATION

PEREIRE (75017)

80 m<sup>2</sup> ou rez-de-chaussée avec vitrine.

LAVOISIER (75008)

100 m<sup>2</sup>, locaux entresolés rénovés.

METRO ARGENTONNE (75016)

100 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée avec vitrine.

RUE DES MARIYTES (75009)

140 m<sup>2</sup> de bureaux au rez-de-chaussée.

BUCCI (75006)

150 m<sup>2</sup> divisebles dans bel immeuble.

RENE COTY (75014)

210 m<sup>2</sup> dans immeuble de bon standing.

WAORAMAMPERS (75017)

Nouveaux locaux.

NEUILLY SUR SEINE (92000)

230 m<sup>2</sup> de bureaux dans bel immeuble en pierre de taille, donnant sur parc paysagé.

ANTONY (92)

Ensemble immobilier de commerces et bureaux de 458 m<sup>2</sup>.

N20 - RER - 200 m<sup>2</sup> de bureaux + parkings.

Immeuble neuf R + 4. Livraison 4ème trimestre 1991.

ISSY LES MOULINEAUX

2 500 m<sup>2</sup> activité stockage, 1 000 m<sup>2</sup> bureaux. Loyer attractif.

MAURELLO (75001)

185 m<sup>2</sup> de bureaux au 1<sup>er</sup> étage.

BANLIEUE EST DE PARIS

Proche transilien, immeuble indépendant 500 m<sup>2</sup> bureaux neufs.

GARE DU NORD

1000 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux en rez-de-chaussée + sous-sol. Beaucoup de cachet.

QUARTIER EUROPE

Local commercial de 350 m<sup>2</sup> indépendant R + 2 sur sous-sol. Entièrement rénové.

FONCIA ENTREPRISE

3 rue de Stockholm 75008 PARIS (1) 42.94.25.27

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL-RC-AM

Constitution de sociétés

Démarches et tous services

PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES

43-55-17-50

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Votre adresse Constitution de sociétés

PARIS 1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>

LOCATION DE BUREAUX

INTERCOM. 43-40-31-48

BUREAUX A LOUER

CHAMPS-ÉLYSÉES

43-55-17-50

OU 42-99-37-77

IMMOBILIER

« PROFESSIONNELS DE

L'IMMOBILIER » :

Le Nouvel Annuaire des pro-

priété des 39 000

propriétaires des 74 000

immeubles parisiens

Rue de la République

Paris, 10<sup>e</sup> arr. 18<sup>e</sup>

SEESAM : 46-22-99-33

immeubles

RER ST-MAUR (94)

Près la gare, R + 6, 750 m<sup>2</sup>

env. 18 p. 18 p. 18 p.

850 000 F 43-46-00-78

Pour paraître

dans cette rubrique

IMMOBILIER

D'ENTREPRISE

Contactez : 45-55-91-82

poste 42-96

IMM

LES

Pour tous re



REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>CHARENTON</b>		
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000	3 PIÈCES	18-21, rue Saligne	7 966	3 PIÈCES	158, rue de Paris	4 986
109 m², 1 <sup>e</sup> étage	GCI - 40-16-28-71	+ 2 025	75 m², 3 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 640	66 m², 1 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 857
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES	19, rue Roger-Bacon	10 100	2 PIÈCES	10-12, allée de la Toison-d'Or	2 750
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	87 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 666	81 m², 5 <sup>e</sup> ét.	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 980
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825	Frais de commission		7 187	Honoraires de location		2 250
2 PIÈCES MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	STUDIO	9, rue des Dardanelles	3 640	4 PIÈCES	JOINVILLE-LE-PONT	7 220
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275	28 m², 2 <sup>e</sup> étage	GCI - 40-16-28-71	+ 574	92 m², 8 <sup>e</sup> ét.	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 732
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES	9, rue des Dardanelles	16 000	Frais de commission		5 137
4 PIÈCES	66-68, cours de Vincennes	8 120	141 m², 7 <sup>e</sup> m² chbre	GCI - 40-16-28-71	+ 2 359	4 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE	5 850
99 m², 6 <sup>e</sup> étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 190	50 m², 5 <sup>e</sup> étage			90 m², RC	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 765
parking	Frais de commission	5 778				Frais de commission		4 162
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE	7 941
2 PIÈCES	67, bd Auguste-Blanqui	3 280	<b>78 - YVELINES</b>			87 m², 1 <sup>e</sup> ét.	SOLVÉ - 40-87-06-99	+ 1 068
41 m², 8 <sup>e</sup> étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 950	<b>MAISON 6 PIÈCES</b>			Frais de commission		6 356
terrasse	Honoraires de location	2 631	130 m²	12, allée des Genêts	6 500	2 PIÈCES	VINCENNES	4 328
2 PIÈCES	67, bd Auguste-Blanqui	3 450	72 m², 6 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 46-08-95-70	+ 320	51 m², RC	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 510
50 m², 5 <sup>e</sup> étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 960	parking	Frais de commission	4 625	2 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	4 900
	Honoraires de location	2 754	3 PIÈCES	46 bis, rue de Mouzais	3 456	52 m², 2 <sup>e</sup> ét.	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 591
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			76 m², 1 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 989	parking		6 668
STUDIO	199-201, av. du Maine	3 893	parking	Frais de commission	2 135	4 PIÈCES	VINCENNES	7 895
36 m², RC	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295	<b>91 - ESSONNE</b>			104 m², 2 <sup>e</sup> ét.	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 1 000
2 PIÈCES	199-201, av. du Maine	5 350	<b>MAISON 8 PIÈCES</b>			2 parkings, balcon		
48 m², 5 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 399	142 m², garage	46, rue de la Tour	6 739			
3 PIÈCES	149-153, rue R.-Loessard	5 145	EVRY	SOLVÉ - 40-67-06-99	+ 198			
62 m², 3 <sup>e</sup> étage	AGF - 49-24-45-45	+ 820	Frais de commission		5 454			
parking	Frais de commission	3 682	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>					
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>					
4 PIÈCES	17-19, rue Bausset	7 920	3/4 PIÈCES	229, boulevard Jean-Jaures	4 903			
88 m², 2 <sup>e</sup> étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 800	63 m², 7 <sup>e</sup> étage	GCI - 40-18-28-71	+ 732			
poss. parking	Honoraires de location	5 972	parking		3 540			
STUDIO	45, rue d'Alleray	3 535	2 PIÈCES	GARCHES	+ 900			
38 m², RC	AGF - 49-24-45-45	+ 500	57 m², 1 <sup>e</sup> étage	23, rue des 4-Vents	2 519			
parking	Frais de commission	2 516	parking	SAGGEL - 46-08-95-70	3 000			
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>				Frais de commission	+ 300			
3 PIÈCES	4, rue Féliçien-David	12 067			2 430			
90 m², 3 <sup>e</sup> étage	SOLVÉ - 40-67-06-99	+ 1 061						
parking	Frais de commission	9 450						
5 PIÈCES	4, rue Féliçien-David	19 553						
duplex, 5-6 <sup>e</sup> étages	SOLVÉ - 40-67-06-99	+ 1 593						
132 m², parking	Frais de commission	16 065						
4 PIÈCES	27, avenue Kléber	16 125						
145 m², 2 <sup>e</sup> étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 685						
poss. parking	Honoraires de location	11 890						
3/4 PIÈCES	8-10, rue Mirabeau	8 150						
88 m², 2 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 701						
	Frais de commission	5 799						

**Le Monde**  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



RESIDENCES IMMOBILIÈRES  
HOME PLAZZA



sagel immobilier  
GROUPE UAP



سكزا ابن الاصل



## MARCHÉS FINANCIERS

Bénéficiaire au titre des « produits de marché » en 1990

## La Coface a perdu 11,6 milliards de francs dans ses activités pour le compte de l'Etat

La compagnie d'assurances pour le commerce extérieur (Coface) a réalisé un bénéfice net de 158,4 millions de francs en 1990, contre 135,5 millions de francs en 1989 au titre de ses activités « produits de marché » (assurance crédit court terme à caractère commercial), avec 600 millions de francs de primes émises. La gestion de l'assurance crédit moyen terme pour le compte de l'Etat (risque politique sur les grands contrats internationaux) s'est traduite par une perte de 11,4 milliards de francs en 1990, dont 9 à la charge exclusive du Trésor (en fait du budget), la part du Proche-Orient s'élevant à 5 milliards de francs environ.

Ce solde négatif résulte de la balance entre les 19,1 milliards de francs d'indemnités versées aux entreprises ou aux banques et les 1,7 milliard de francs de primes émises, auxquelles s'ajoutent 6,5 milliards de francs de récupérations. Les indemnités s'appliquent à des contrats signés en 1980, 1981 et 1982, essentiellement sur cinq pays (Égypte, Brésil, Nigeria, Irak et Maroc). La procédure de l'assurance-protection, qui a généré en 1990 un chiffre d'affaires à l'exportation de 2 milliards de francs, a coûté au Trésor 403 millions de francs pour 495 millions de francs de primes émises.

Le président de la Coface, M. Henri Baquast, a indiqué que la liberté de prestation de services dans les États membres de la CEE, effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1990 et abolissant les monopoles, notam-

ment celui de l'assurance crédit sur l'étranger dont jouit la Coface, a conduit cette dernière à modifier ses statuts. Le décret du 22 mars 1991 réaffirme, certes, la double vocation de cet établissement, assureur-crédit du secteur commercial et gestionnaire pour le compte de l'Etat du service public de l'assurance crédit. Mais il élargit, aussi, le cadre de ses activités commerciales pour le placer à égalité avec ses concurrents étrangers. Une convention, signée avec l'Etat en 1990, règle la rémunération versée à la Coface pour son activité de gestion des procédures publiques (403 millions de francs en 1990), rémunération qui ne peut subventionner les activités excédentaires pour son propre compte par ladite Coface. Cette dernière s'est associée, au début de l'année, à la Société française d'assurance crédit (SFAC), axée uniquement sur le marché domestique français, pour proposer des polices d'assurance mixtes (France et étranger) (Le Monde du 23 janvier 1991).

FRANÇOIS RENARD

D'Accor lance un emprunt obligataire de 2 milliards de francs. Le groupe hôtelier français Accor va lancer le 25 avril un emprunt obligataire de 2,016 milliards de francs, convertible en actions (à raison d'une action pour un obligation de 960 francs). Une tranche sera réservée au priorité aux actionnaires, à raison d'une obligation pour dix actions détenues.

## MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Préfecture de l'Indre

## A 20 - Contournement de CHATEAUXROUX

## AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable :

- au classement et à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction ;
- de l'autoroute A 20 (contournement de CHATEAUXROUX) entre les P.R. 27, 700 (commune de COINGS) et 46,300 (limites des communes de SAINT-MAUR, LUANT et VELLE) ;
- de la route express à 2 x 2 voies entre l'échangeur Nord et le R.N. 151 (commune de DEOLS) ;
- à la déclaration d'utilité publique de la liaison à 2 voies entre l'échangeur Nord et le R.D. 956 et des parties nouvelles des itinéraires de substitution (communes de DEOLS et SAINT-MAUR) ;
- à la modification du plan d'occupation des sols (P.O.S.) des communes de DEOLS et SAINT-MAUR.

se déroulera du 13 mai 1991 au 18 juin 1991.

La commission d'enquête sera constituée de :

- PRÉSIDENT : M. André VARANE, 81, rue Grande - 36000 CHATEAUXROUX.
- MEMBRES : M. Antoine OLDRAIT, 29, avenue de la Forêt - 36330 LE POINÇONNET.
- M. Jean JULIEN, 24, rue Arthur-Rimbaud - 36000 CHATEAUXROUX.
- SUPPLÉANT : M. Germaine GUITTARD, 71, avenue de la Manufacture - 36000 CHATEAUXROUX.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de l'Indre, où le dossier sera mis à la disposition du public tous les jours de 9 h 30 à 17 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

En outre, le dossier d'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les dimanches et jours fériés, dans les mairies de :

- COINGS : les lundis, mardis et vendredis de 14 h à 17 h 30, les mercredis de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, les samedis de 9 h à 12 h, sauf les jeudis.
- DEOLS : les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, les samedis de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h.
- SAINT-MAUR : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, sauf les lundis matin et samedis après-midi.
- LUANT : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf les lundis matin et samedis après-midi.
- VELLE : les mardis et mercredis de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les jeudis, vendredis et samedis de 9 h à 12 h, sauf les lundis.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres déposés dans les lieux susmentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (Préfecture de l'Indre).

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête :

- à la Préfecture de l'Indre : les jeudis 23 mai 1991 et mardi 11 juin 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- en mairies de :

- COINGS : le samedi 25 mai 1991, de 9 h à 12 h, le mercredi 29 mai 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30, et le lundi 10 juin 1991, de 14 h à 17 h 30.
- DEOLS : le mardi 28 mai 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi 1<sup>er</sup> juin 1991, de 9 h 30 à 12 h, et le lundi 3 juin 1991, de 14 h 30 à 17 h 30.
- SAINT-MAUR : le lundi 27 mai 1991, de 14 h à 16 h 30, le mardi 4 juin 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30, et le samedi 8 juin 1991, de 9 h à 12 h.
- LUANT : le mercredi 5 juin 1991, de 14 h à 17 h.
- VELLE : le vendredi 31 mai 1991, de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture de l'Indre, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

NEW-YORK, 23 avril ↑

## Une timide reprise

Monters, monters pas ? Durant toute la séance de mardi 23 avril, les boursiers new-yorkais se sont posés la question de savoir si le marché allait repartir à la hausse, mais, pour mieux disposer à l'ouverture, finalement, à la toute dernière minute, l'indice Dow Jones parvenait à maintenir le taux hors de l'eau pour s'établir à 2 850,45 avec un gain presque insignifiant de 2,73 points (+ 0,09 %). Un instant, il avait culminé dans la journée à 2 857,92. Le bilan général est toutefois un peu meilleur que ce résultat. Sur 2 080 valeurs traitées, 929 ont monté, 777 ont chuté et 454 n'ont pas bougé.

Après trois séances de hausses, dont les deux dernières particulièrement sévères, il était normal que le facteur technique commence à produire ses effets. De nombreuses valeurs étant retombées à des niveaux d'achats, des opérateurs ont commencé à spéculer à la recherche de bonnes affaires. De l'avis général, la reprise aurait sans doute été plus marquée, sans l'annonce d'une baisse intentionnelle des cotations de biens durables pour mars (- 6,2 %). Les investisseurs n'ont pas su trop comment réagir, fallait-il se placer en retrait, ou attendre cette mauvaise nouvelle, qui augure très mal du moment de la reprise économique, ou, au contraire, en rester satisfait, car dans l'attente de cette baisse, la réserve fédérale se décide enfin à employer l'arme des taux pour faire sortir le pays d'une récession qui, décidément, paraît vouloir ne pas finir. La méfiance était encore grande à la fin de la journée. La séance s'est terminée à 161,35 points, soit 161,35 points (- 0,81 %) au-dessous de son niveau précédent.

VALEURS	Cours du 22 avril	Cours du 23 avril
Alcoa	87 1/8	88 1/8
AT&T	46 3/8	47 1/2
Chrysler	18 7/8	19 1/4
General Electric	42 1/2	43 1/4
IBM	108 3/8	109 3/8
ITT	88 1/8	89 1/8
Johnson & Johnson	55 3/4	56 1/8
Pfizer	65 1/8	66 1/8
Schering-Plough	67 1/8	68 1/8
Union Carbide	12 1/8	12 1/4
Westinghouse	28 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	55 1/8	56 1/8

LONDRES, 23 avril ↑

## Hausse modérée

Les valeurs ont terminé la séance de mardi en hausse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 13 points à 2 603,3, soit un gain de 0,5 %.

L'absence d'une réelle pression à la baisse et surtout une reprise technique après trois séances de recul ont encouragé la tendance. La publication du déficit de la balance des paiements courants pour le mois de mars, plus important que prévu (432 millions de livres contre 227 millions en février), a toutefois ralenti la progression de l'indice en milieu de journée.

o Synthèse : 30 % de profits en plus. - Le groupe pharmaceutique L'Oréal (L'Oréal) a réalisé l'an dernier un bénéfice net consolidé de 130 millions de francs, en hausse de 30 % sur celui de l'année précédente. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 3,3 milliards de francs, en hausse de 14 % (et de 10 % hors des ventes de 2,8 milliards dans la norme de la chimie belge, à 2,5 milliards dans le biotechnologique). Ses dépenses de recherche et développement ont atteint 650 millions (+ 17 %).

o Heinkel augmente son dividende de 8,3 %. - Le groupe lessivier allemand Henkel va proposer à ses actionnaires de leur verser pour l'exercice 1990 un dividende en hausse de 8,3 %, dont le montant passera de 6 deutschemarks à 6,50 deutschemarks. Pour les actions à dividende prioritaire, le dividende sera porté à 9,50 deutschemarks par titre, contre 9 deutschemarks. Le groupe Henkel a enregistré pour 1990 une hausse de 3 % de son chiffre d'affaires, qui a permis de réduire de 6 deutschemarks le résultat net à progressé de 6 % à 429 millions de deutschemarks.

o Solvay : Résultat net consolidé en baisse de 4,8 %. - Solvay, numéro un de la chimie belge, a enregistré en 1990 une baisse de 4,8 % de son résultat net consolidé, à 15,91 milliards de francs belges (2,7 milliards de francs). Solvay a cependant décidé d'augmenter de 6,4 % son dividende. « Ce léger recul du résultat net en 1990 provient à la fois d'une baisse de 13,6 % du résultat d'exploitation courant et d'une diminution de 21,1 % des charges exceptionnelles nettes. La bonne résistance relative du résultat est à attribuer à la politique mise en place ces dernières années, visant à mieux résister aux conjonctures », a indiqué Sol-

PARIS, 23 avril ↑

## Regain

Après trois séances consécutives de baisse au cours desquelles les valeurs françaises avaient perdu 3,45 %, le marché a reparté à la hausse mardi 23 avril. En ce premier jour du printemps boursier, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,61 % dès l'ouverture. La progression dépassait 1,4 % en fin de matinée. En clôture, il parvenait à maintenir une avance de 0,83 %. Cette reprise a toutefois au lieu dans un marché calme, où les investisseurs restaient en retrait. En effet, la tenue médiocre de Wall Street depuis mercredi 17 avril, jour où le Dow Jones a dépassé le seuil des 3 000 points pour la première fois de son histoire, n'encourage pas les investisseurs à se lancer sur le marché. De plus, la forte hausse du dollar et l'affaiblissement du mark peuvent aussi faire craindre un durcissement de la politique monétaire de la Bundesbank.

Toutefois, l'claircie française, qui s'apparente plus à une correction après une série de baisses, était aussi européenne puisque en Grande-Bretagne le Footsie s'appréciait de 0,8 % en clôture et l'Allemagne le DAX gagnait 1,59 %. Du côté des plus fortes hausses, figuraient Nordson, Midland, CICA, Nouvelles Galeries, Lafarge et Pollet. L'ordon Mètra a cependant enregistré une baisse de résultats 1990. Le groupe spécialisé dans les télécommunications, la défense, l'espace et les services a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 806 millions de francs l'an dernier, au même niveau qu'en 1989 (806 millions), pour un chiffre d'affaires de 24,35 milliards de francs, en hausse de 10 %.

TOKYO, 24 avril ↓

## Rechute

L'amélioration n'aura pas duré plus de vingt-quatre heures. Mercredi, la tendance s'est de nouveau inversée et le DAX a enregistré une baisse de 1,59 %. Du côté des plus fortes hausses, figuraient Nordson, Midland, CICA, Nouvelles Galeries, Lafarge et Pollet. L'ordon Mètra a cependant enregistré une baisse de résultats 1990. Le groupe spécialisé dans les télécommunications, la défense, l'espace et les services a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 806 millions de francs l'an dernier, au même niveau qu'en 1989 (806 millions), pour un chiffre d'affaires de 24,35 milliards de francs, en hausse de 10 %.

Les professionnels se plaignent surtout de ce manque d'affaires, mis sur le compte de la prochaine réunion du groupe des Sept (G7), mais aussi de la proximité de l'échéance mensuelle et de la publication imminente de statistiques économiques, dites « vitales ». Comme la veille, les échanges ont porté sur 350 millions de titres.

VALEURS	Cours du 23 avril	Cours du 24 avril
Alcoa	87 1/8	88 1/8
AT&T	46 3/8	47 1/2
Chrysler	18 7/8	19 1/4
General Electric	42 1/2	43 1/4
IBM	108 3/8	109 3/8
ITT	88 1/8	89 1/8
Johnson & Johnson	55 3/4	56 1/8
Pfizer	65 1/8	66 1/8
Schering-Plough	67 1/8	68 1/8
Union Carbide	12 1/8	12 1/4
Westinghouse	28 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	55 1/8	56 1/8

## FAITS ET RÉSULTATS

o Synthèse : 30 % de profits en plus. - Le groupe pharmaceutique L'Oréal (L'Oréal) a réalisé l'an dernier un bénéfice net consolidé de 130 millions de francs, en hausse de 30 % sur celui de l'année précédente. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 3,3 milliards de francs, en hausse de 14 % (et de 10 % hors des ventes de 2,8 milliards dans la norme de la chimie belge, à 2,5 milliards dans le biotechnologique). Ses dépenses de recherche et développement ont atteint 650 millions (+ 17 %).

o Heinkel augmente son dividende de 8,3 %. - Le groupe lessivier allemand Henkel va proposer à ses actionnaires de leur verser pour l'exercice 1990 un dividende en hausse de 8,3 %, dont le montant passera de 6 deutschemarks à 6,50 deutschemarks. Pour les actions à dividende prioritaire, le dividende sera porté à 9,50 deutschemarks par titre, contre 9 deutschemarks. Le groupe Henkel a enregistré pour 1990 une hausse de 3 % de son chiffre d'affaires, qui a permis de réduire de 6 deutschemarks le résultat net à progressé de 6 % à 429 millions de deutschemarks.

o Solvay : Résultat net consolidé en baisse de 4,8 %. - Solvay, numéro un de la chimie belge, a enregistré en 1990 une baisse de 4,8 % de son résultat net consolidé, à 15,91 milliards de francs belges (2,7 milliards de francs). Solvay a cependant décidé d'augmenter de 6,4 % son dividende. « Ce léger recul du résultat net en 1990 provient à la fois d'une baisse de 13,6 % du résultat d'exploitation courant et d'une diminution de 21,1 % des charges exceptionnelles nettes. La bonne résistance relative du résultat est à attribuer à la politique mise en place ces dernières années, visant à mieux résister aux conjonctures », a indiqué Sol-

o BBV accroît sa participation dans la Banque de Bilbao y Vizcaya (BBV) et achète 6 % du capital de la Société générale des eaux de Barcelone (SGAB), premier distributeur d'eau d'Espagne, à la Catalana de Gas. Le BBV devint ainsi le deuxième actionnaire de la SGAB, avec 14,5 %, après la Lyonnaise des eaux (16,75 %), mais devant la Caixa (caisse d'épargne), qui en possède 11 %. Le gouvernement espagnol avait, en 1990, bloqué le projet de réalisation d'un grand groupe de services par la fusion de la SGAB et de la Catalana (filiale de la Caixa), au profit d'un grand groupe gazier entre Repsol et la Catalana (Le Monde du 7 juillet 1990).

## PARIS :

## Second marché (réduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3818	3818	I.C.C.	248	250 10
Amis Associés	279 50	279 50	SA	338	330
B.A.C.	158	152	Stéphane	144	140
Bouygues	570	570	Imtech Hôpital	882	881
Bouygues	378 50	378	U.P.B.M.	101 80	101 80
Bouygues	220	228 80	Lots investis	283 50	283 50
C.A.I. de R. (C.C.I.)	1080	1080	Locomax	90 80	90 80
Cabotage	400	409 50	Meca Com	138 70	138 80
Cardi	870	866	Mokar	150 10	150 10
C.E.G.P.	180	182	Proteus	84 90	84 90
C.F.P.I.	318	318	Publi-Plan	365	365 10
C.N.I.M.	918	918	Rena	620	620
Codis	280	280	Rhone-Alp. E.P.	298	298
Combrim	828	828	S.H. Mignon	178	178
Crédit	289 80	291 80	Soltech Invest (I.)	102	102
Daphin	488 10	488 10	Soltech	451	480
Dumas	583	590	S.M.T. Gaspil	130	115
Derachy Worms Co.	350	350	Sepa	275	275
Despierre et B.	259	259	Sepa	308 80	302
Deville	1185	1185	Thermor H. L.	250	250
Durand	400	400	Urbis	218 10	217 80
Dolac	140	140	Viel et Co.	107 50	107 50
Edison Belford	245	245	Y. St-Laurent Group	756	750
Europ. Propriété	340	340			
Fraser	128	128			
Frankfort	135 70	136 70			
G.F. (group. I.)	298	308			
Grand Ulys	365	365			
Group. Orly	248 80	248 80			
Group. Orly	718	720			
Guinot	1080	1046			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 avril 1991

Nombre de contrats : 58 791.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,72	106,63	106,08
Précédent	106,30	106,30	106,08

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 91	Sept. 91	Jun 91	Sept. 91
107	0,52	1,23	0,95	1,57

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 795	1 795	1 795,58
Précédent	1 775	1 785,5	1 783

## CHANGES

Dollars 5,88 ↓

A Paris, mercredi 24 avril, le dollar s'échangeait à 5,88 francs au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,890 francs à la clôture des échanges interbancaires de mardi 23, 5,9420 FF au fixing du même jour. La devise américaine, qui avait fortement progressé au cours des dernières séances, a relâché après les interventions des banques centrales, mardi en milieu de séance.

et 5,9420 FF au fixing du même jour. La devise américaine, qui avait fortement progressé au cours des dernières séances, a reflé après les interventions des banques centrales, mardi en milieu de séance.	Indice CAC 40 ..... 1761,20 - 1781,83
	<b>NEW-YORK (Indices Dow Jones)</b>
	22 avril 23 avril
	Industrielles ..... 2.927,72 2.930,45
	<b>LONDRES (Indices « Financial Times »)</b>
	22 avril 23 avril

## MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (24 avril)	9 58-34 %
New-York (23 avr)	5 1516 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 - 28-12-90)

Valeurs françaises	116,20	116,30
Valeurs étrangères	112,80	112,80
(S.B.F. base 100 - 31-12-81)		
Indice global CAC	478,69	480,49
(S.B.F. base 1000 - 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 767,20	1 781,83

## NEW-YORK (indice Dow Jones)

Indice Dow Jones	22 avril	23 avril
Indice Dow Jones	2 927,72	2 930,45
LONDRES (indice Financial Times)	22 avril	23 avril
100 valeurs	2 498,80	2 503,80
30 valeurs	1 954,40	1 965,30
Mines d'or	142,58	143,50
Fonds d'Etat	84,84	84,90

FRANCFORT	23 avril	24 avril
Dax	1 571,91	1 597,05
TOKYO	23 avril	24 avril
Nikkei Dow Jones	26 491,57	26 338,21
Indice global	1 982,52	1 974,83

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
		à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
S.E.U.	5,8755	5,8775	+ 157	+ 167	+ 315	+ 885	
S. can.	5,8831	5,8870	- 18	- 39	- 5	- 64	
Yen (100)	127,90	127,45	+ 36	+ 71	+ 95	+ 337	
DM	3,3728	3,3769	+ 1	+ 14	+ 6	+ 23	
£	2,9946	2,9964	+ 1	+ 5	+ 18	+ 30	
FF (100)	16,4030	16,4130	+ 28	+ 10	+ 180	+ 270	
PS	4,0225	4,0325	+ 19	+ 30	+ 60	+ 221	
L (1 000)	16,5270	16,5704	+ 34	+ 72	+ 135	+ 543	
£	10,4440	10,5030	- 234	- 280	- 390	- 1120	



[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prie.	Dernier cours	VALEURS	Cours prie.	Dernier cours
Obligations				C.I.M.	880	986	Magnan	850	86
Emp.État 8.9% 77	....	8 10	7 87	C.I.T.R.A.M. (R)	2900	....	Méfil Dépléty	585	1
Emp.État 7.9% 74	....	6 86	6 86	Colmar	256	....	Mors	210	50
Emp.État 13.4% 83	109 96	6 61	6 61	Compagnie	360	376 20	Navigation (N)	303	3
Emp.État 12.2% 84	....	1 86	1 86	Cogef	828	....	Océans	287	7
Emp.État 11% 85	111 05	1 05	1 05	Comptex	4750	4560 0	Orlé (C)	287	1000
10.26% mers 86	....	105 75	9 09	Crd Industrielle	418 90	418 90	Orpèg-Départem	1080	60
OAT 10.9% 52/2001	....	105 17	3 58	Crd Lyon Almond	857	875	Palais National	169	191
OAT 8.9% 12/1967	....	103 47	2 25	Cowat M&P	32 70	....	Parf. Marmon	159	159
OAT 9.8% 1/1996	....	....	....	Crd Gen (C)	342	....	Parf. Marmon	650	650
ORT 10.3% 1966	....	4 14	2 38	Crd Industrial (C)	127	128	Parf. Marmon (C)	210 50	210 50
PTT 11.2% 85	....	1 12	1 12	Crd Unifon (C)	710	....	Paris France	244	244
CF 10.3% 88	....	1 57	1 57	Dashley	706	1825	Paris Unifon	337	337
CF 10.3% nov 90	....	....	....	Degremont	1650	1980	Parf. Unifon	1860	1860
CHA 10 1979	....	3 16	3 16	Départem	3880	....	Pier. Unifon	600	600
CHB Bayes 5000F	....	3 16	3 16	Départem	1100	....	Pier. Unifon (C)	1195	1195
CHB Paribas 5000F	....	3 16	3 16	Départem	2940	....	Publicis	730	730
CHB Suez 5000F	....	3 16	3 16	Départem	1022	....	Publicis	122	122
CNE 11.5% 86	....	3 16	3 16	Départem	251	254	Publicis	369	369
CNE 10.3% 86	102 46	3 16	3 16	Départem	774	....	Publicis	477	477
CNE 10.3% 86	....	3 16	3 16	Départem	365	....	Publicis	280	280
CHAI FCE 3% 100	561	....	....	Départem	3601	3600	Publicis	191	191
CHAI	....	....	....	Départem	2088	2085	Publicis	1210	1210
Alcatel 6 % jan. 89	....	....	....	Départem	271 30	....	Publicis	315	315
11. Euro 6.5%	....	....	....	Départem	150	182 204	Publicis	1315	1315
Thomson 9.2% 85	....	....	....	Départem	1610	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	860	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	620	820	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	528	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	945	945	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	1810	1810	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	800	1640	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	961	950	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	318 50	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	589	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	270	385 20	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	275	275	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	1200	1200	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	1180	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	372	301	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	780	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	5310	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	365	365	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	476	470	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	30	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	3050	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	462 80	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	1574	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	294	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	402	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	197 60	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	705	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	3500	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	1785	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	44	42 250	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	167 60	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315
				F.I.P.P.	169	....	Publicis	1315	1315

DATE	NAME	VALUE	PROB.	

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

	Rachat	Emission	Rachat
	net	net	net

[illegible]

Cote des Changes		MONNAIES ET DEVISES
COURS	COURS DES BILLETS	

MARCHE OFFICIEL		COURS	24/4	achat	vente	
		préc.				
Etats-Unis (11 usd).....	5 942					Or fin polo en barre.....
Swiss (100 fr).....	337 330					Or fin (en ling).....
Allemagne (100 dm).....	5 407					Napoleon (200).....
Suisse (100 F).....	28 680					Pièces Fr 100.....
Peyr-Ses (100 fr).....	4 571					Pièces Suisse (20 F).....
Indes (1000 roup).....	5 407				4 050	Pièces Latine (20 F).....
Denmark (100 kr).....	10 078					Souverain.....
Gde Bretagne (1 L).....	3 118					Pièces 20 dollars.....
Gros (100 strachmes).....	402 386					Pièces 10 dollars.....
Suisse (100 f).....	94 840					Pièces 5 dollars.....
1000 lire.....	56 865					Pièces 50 pesos.....
Monnaie (100 L).....	47 820					Pièces 10 florins.....
Austrich (100 sc).....	5 627					
Espagne (100 pes).....	5 124					
Portugal (100 esc).....	5 687					
Canada (15 c).....	4 278			3 660	3 660	
Japon (100 yens).....						

COURS préc.	24/4	Lectures et discussions	775
		Nicolas	1651
		Paroisse RD	260

68000	Parque, Paris	240
67850	Quadrant	196
390	Rosario N.V.	240
404	St-Gobain-Emballage	212
386	Sema Meta	1560
389	SEPR	350
495	S.P.R. Ind. B.	376
2090	Télémeccanique Elec	380
1080	Ulmex	1500
877 50	Waterman	
2540		
411		

Optomat	1310 70	432 79	Optomat	1008 32	584 31
Epargne-Une	444 69		Oracion	6586 26	6328 93
Epargne-Volant	1228 85	1216 68	Oracion		1242 73

[illegible]

**PUBLICITÉ**

# FINANCIÈRE

### • Elements •

Renseignements :  
21 22 poste 4330

45-55-91-82, poste 488

dent - ■ : marché continu

\_\_\_\_\_

[illegible]



## DÉFENSE

Dans l'attente de nouveaux matériels

## La force aéromobile a dû « bricoler » ses hélicoptères pour l'intervention dans le Golfe

Au cours d'une visite de ses usines par le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, le groupe Aérospatiale a révisé, vendredi 19 avril, que le premier prototype de l'hélicoptère de combat antichars et d'appui-protection, développé en coopération avec l'Allemagne, sera son premier vol cette semaine. L'armée de terre française souhaite en acheter deux cent quinze exemplaires, quand l'armée allemande en commanderait deux cent douze. M. Renon a pu constater que la force aéromobile avait dû s'adapter, dans l'urgence, aux besoins de l'armée française dans le Golfe.

VALENCE

de notre envoyé spécial

De l'équipement « bricolé », mais suffisamment fiable pour être engagé en opérations, comme la mission « Tempête du désert » contre l'Irak, à des matériels de l'avenir, qui serviront encore dans les années 2020. C'est ainsi que s'est présentée, jeudi 18 et vendredi 19 avril, la force aéromobile française à M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense, qui, à Valenciennes (Drôme), puis à Marignane (Bouches-du-Rhône), a consacré deux journées d'études à l'emploi et à l'industrie de l'hélicoptère militaire.

A l'occasion de « Daguet », l'aviation légère de l'armée de terre

(ALAT) a dû mettre les bouchées doubles pour livrer à la force aéromobile déployée en Arabie saoudite les matériels dont elle avait besoin, mais qu'elle ne possédait pas, même si elle les avait réclamés de longue date à des gouvernements successifs, qui se sont fait tirer l'oreille. Nécessité fait loi. On a alors réagi très vite, les finances ont suivi. Comme l'a dit un industriel concerné, « la victoire n'a pas de prix ».

## Des « crash-programmes »

Parmi ces équipements « bricolés », les militaires les appellent « crash-programmes ». M. Renon a pu voir un hélicoptère Gazelle armé de missiles air-air Mistral qu'on tire à l'aide du simple collimateur d'un canon de 20 mm pour intercepter des hélicoptères adverses et permettre à des hélicoptères alliés d'attaquer des chars pendant ce temps. Le secrétaire d'Etat a pu aussi découvrir des lanceurs infra-rouges montés sur des hélicoptères Puma ou Gazelle pour leur éviter d'être la cible d'armes solaires. Dernier exemple : une caméra achetée dans le commerce mais adaptée à un hélicoptère pour la surveillance, de nuit, de convois ennemis grâce à la chaleur dégagée par leurs moteurs. Plus loin, des sièges blindés en céramique et en Kevlar, pour des pilotes dont l'hélicoptère serait pris à partie par des tirs de Kalachnikov.

Avec ces équipements mis au point en catastrophe, « Daguet » a pu faire meilleure figure. L'intérêt de ces « bricolages », note en passant le secrétaire d'Etat, c'est qu'on évite

l'excessive sophistication — et donc le coût plus ou moins démesuré — qui peut affecter l'efficacité d'un programme d'armement en temps normal.

Le « clou » de l'exposition offerte à M. Renon a été le démonstrateur Orchidée, qui est un hélicoptère Puma porteur d'un radar pour détecter la coalition contre Bagdad. Vingt-quatre missions de jour et de nuit, quatre missions de nuit et de nuit, « l'hélicoptère Orchidée a beaucoup aidé à la collecte du renseignement, qui est un élément essentiel dans la réussite d'une intervention », s'est contenté d'observer le secrétaire d'Etat, sans vouloir se prononcer sur l'avenir de ce matériel (7 milliards de francs) pour une vingtaine de « machines » dans le cadre de la préparation de la programmation militaire.

## Au moins un coût possible

Enfin, M. Renon a examiné les projets de modernisation de certains matériels de l'ALAT et ses nouveaux programmes d'armement, c'est-à-dire ceux qui devraient commencer à être opérationnels au début du troisième millénaire.

Côté modernisation, d'abord. Soixante-dix Gazelle de lutte antichars reçoivent un viseur dénommé Viviane, pour le tir de nuit. C'est un engagement financier, tout compris, de l'ordre de 840 millions de francs. De même, soixante Gazelle seront rendus capables, pour un coût global de 450 millions de francs, de tirer des missiles air-air Mistral contre d'autres hélicoptères. L'un et l'autre de ces Gazelle arriveront dans les régiments à partir de 1993.

Côté nouveaux systèmes d'armes, ensuite. L'ALAT est en route de deux programmes majeurs en coopération avec les armées de terre de plusieurs pays européens : à partir d'un même hélicoptère de base, la version antichars Tigre (cent quarante exemplaires) et la version dite d'appui-protection Garfaus (soixante-quinze) pour un coût total de 38 milliards de francs ; et l'hélicoptère NH 90 de manœuvres, pour le transport de commandos et la logistique, à raison de cent soixante exemplaires pour lesquels 23 milliards de francs.

Le premier prototype du Tigre/Garfaus — cinq sont prévus dans l'accord de coopération franco-allemand — devrait effectuer son premier vol cette semaine pour être ensuite présenté en public au Salon aéronautique du Bourget, qui a lieu à la mi-juin.

En quittant les utilisateurs et le constructeur français de tous ces hélicoptères, le secrétaire d'Etat à la défense leur a déclaré : « Il faut faire des efforts d'innovation pour réaliser le maximum au moindre coût possible et pour s'entendre avec nos partenaires européens si la France veut rester en avance sur l'hélicoptère des années 2010 ».

JACQUES ISNARD

## AUTOMOBILE

## Alfa Romeo 33 16 v Quadrifoglio 4x4 : pour ceux qui y croient encore

Avec l'arrivée imminente de sa dernière production dans la gamme « 23 », l'Alfa Romeo frappe fort. Il s'agit d'une nouvelle version de cette série de petites berlines bien sympathiques, parfois finies de façon plus que discutable, mais le marque au trèfle a mis cette fois-ci dans l'affaire tout ce qui fait le caractère sportif d'une voiture tel qu'on l'imagine aujourd'hui. Ceux qui y croient encore vont pouvoir se réjouir : transmission intégrale permanente sur les quatre roues, « boxer » à plat de 1,7 litre avec seize soupapes, jantes alliage, sièges Recaro et volant Nardi. Les initiés y retrouveront les joies quelque peu obsolètes des routes détrempées mais aussi, avec les détails annoncés, un certain raffinement réservé à eux seuls.

Le système de transmission permanente fait appel à un visco-coupleur (exploitation d'un liquide au silicone dans lequel sont plongés des disques) mais aussi à un joint (électromagnétique) qui déclenche, le cas échéant, le « désaccouplement » de la transmission à chaque fois qu'un freinage en urgence s'exige. Autrement dit il n'y a pas de blocage des roues. Dès que le freinage est interrompu, la transmission intégrale reprend. Le système se confond alors avec la fonction de l'ABS (anti-blocage-système). On pourrait même penser que les deux procédés sont inutilement complémentaires. Dans la réalité le visco-coupleur assure une répartition des adhérences et non pas du freinage.

Avec ses 137 CV qui montent à 6 500 tours, la machine, dans un autre sens du plaisir de conduire, ne pouvait qu'offrir de grandes satisfactions. Cela pouvait être déjà le cas dans la gamme des « 33 » à seize soupapes mais simple « traction avant ».

CLAUDE LAMOTTE

## Décès

M. Jean Masciarelli, M. René Brunelle, ses grands-pères, M. Brigitte Bohn, sa mère, M. Nathalie Brunelle, sa sœur, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Yves BRUNELLE,

survenu accidentellement, le mardi 16 avril 1991, dans sa trentième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Mont-Roi (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Richard Chapon, Ses enfants, Denis, Bernard, Jean-Loup

et leurs enfants, Ses arrière-petits-enfants, Les familles Chapon, Lostie de Karchor, de Mercillac, Vignat, Pouquet, Adam, Mareilhac de Nartgues, Balaresque, de la Taille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise, de

M. Richard CHAPON, officier de la Légion d'honneur, ancien directeur de la Petite Gironde, ancien membre du réseau Eleuthère de la France combattante.

Les obsèques et l'inhumation se sont déroulées dans la plus stricte intimité, le 18 avril 1991.

Une messe de bûche sera célébrée le jeudi 25 avril, à 18 heures, en la cathédrale Saint-André, à Bordeaux.

« Heureux les misérables car ils obtiendront miséricorde »

Mathieu.

20, rue Judaïque, 33000 Bordeaux.

M. Hélène Cornaille-Cahen, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M. Michel CORNAILLE, ingénieur agricole.

Ses funérailles ont eu lieu en crématorium de Wazéres, le samedi 13 avril 1991, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

8, rue Aristide-Briand, 93191 Caullery.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel le mardi 23 avril :

## DES DÉCRETS

— Du 17 avril 1991 approuvant la modification des statuts de la congrégation des Sœurs de la charité.

— Du 17 avril 1991 portant reconnaissance légale de la congrégation des Bénédictines de l'abbaye Saint-Pierre du Mas-Grenier.

## UN ARRÊTÉ

— Du 2 avril 1991 portant mise en service d'un établissement pénitentiaire classé dans la catégorie des centres de détention.

## — Larzac (tendre-et-Loire).

Jean Gaudin, Elisabeth Gaudin, ses enfants, Laurent, Gilles et Nathalie, Caroline Gaudin, ses petits-enfants, Aurélie Gaudin, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Elsie GAUDIN,

née Shilina, diplômée de la Royal Academy of Music de Londres, agrégée de l'Université, officier des Palmes académiques,

survenue le 21 avril 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 25 avril, à 11 heures, au cimetière de Larzac (tendre-et-Loire).

La Méchinité, 12, rue des Naudinières, 37270 Larzac.

M. Henri Jacotot, Le Révérend Père François Jacotot

et leurs enfants, Le docteur et M. Jean Monnier et Catherine, Le professeur et M. Bernard Jacotot, Frédéric, Etienne et Sophie, ont la douleur d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M. Henri JACOTOT, vétérinaire, inspecteur général honoraire, professeur honoraire à l'Institut Pasteur, ancien directeur de l'Institut Pasteur de Nhatrang, membre émérite et ancien président de l'Académie nationale de médecine, officier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Fontaine-Française (Côte-d'Or).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, rue Lefebvre, 75016 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques — 92 F

Abonnés et actionnaires — 80 F

Communications diverses — 95 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

Thèses étudiants — 50 F

## — M. Louis Leonhardt,

Renaud et Françoise Leonhardt, leurs enfants et petits-enfants, Gilbert et Nelly Leonhardt et leurs enfants, Anne et Jean-Philippe Prost-Romand, leurs enfants et leur petite-fille, Jean-Louis et Monique Leonhardt et leurs enfants, François et Françoise Leonhardt et leurs enfants, Denis et Corinne Leonhardt et leurs enfants, Les familles Henry Leonhardt et Trillat, ont la douleur de faire part du décès de

Louis LEONHARDT,

survenu le 22 avril 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Absente en l'église de Chaponost (Rhône) le jeudi 25 avril, à 16 heures.

L'Arclans, 69630 Chaponost.

— Daniel Mandelbaum, Anne Faure, Raphaël, Gabriel et Julie Mandelbaum, Le docteur Jacqueline Mandelbaum, Jacques et Alexandre Bleibren, ont le chagrin de faire part du décès de

Lejbus MANDELBAUM,

survenu le 17 avril 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation aura lieu à Jérusalem, dans l'intimité familiale.

— Nous avons le profond regret d'annoncer le décès de

M. A.V.J. SIMPSON,

président de la Hoover Trading Company, survenu le 12 avril 1991, à la suite d'une subite maladie.

Tony Simpson était responsable de toutes les compagnies Hoover en Europe : la France, l'Allemagne, l'Italie, le Brésil, l'Autriche, le Portugal, la Finlande et la Suisse.

## Anniversaires

— Il y a sept ans :

Jean FALCONNIER

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé passent à lui.

La Chèvre, 01350 Coloz.

— Christian JOUSSEAUME

a quitté sa famille, ses amis, le 25 avril 1987.

Son souvenir est toujours très présent.

## CORRESPONDANCE

La gauche et la culture musulmane

Une lettre de M. Cheurfa

M. Sultana Cheurfa, présidente du Cercle des socialistes de culture musulmane, nous a adressé, à la suite de notre compte rendu d'une réunion organisée par cette association à l'Assemblée nationale (le Monde du 18 avril), les remarques suivantes :

« J'aurais affirmé, à propos des Français musulmans, que « certains valeurs de gauche, comme la laïcité et le féminisme, peuvent être opposées à la culture » de cette partie de la population. En fait, j'ai déclaré très exactement : « L'affaire du voile a été une crise symbolique très forte, où on a vu que des valeurs de gauche (laïcité, féminisme...) avaient pu être opposées au respect de l'identité de certains Français. »

Entre les deux assertions, la différence est essentielle. Votre texte me prête l'idée d'une incompatibilité entre les valeurs de gauche et la culture musulmane, alors que, au contraire, je critique les thèses qui ont voulu opposer ces valeurs au respect de la liberté d'expression de trois jeunes filles. [...] Notre cercle ne milite pas contre les valeurs historiques de la gauche ; il s'est créé pour que les socialistes trouvent les moyens d'une compréhension vraie et réciproque avec les Français issus du monde et de la culture musulmans : ni les uns ni les autres ne doivent se renier, mais les conceptions de tous évolueront.

Théâtre au profit de la SPA. — Lundi 27 mai, à 20 h 45, aura lieu au théâtre Fontaine la 300<sup>e</sup> de la pièce Le Clan des veuves. La recette de cette soirée sera entièrement versée au profit de la SPA, qui doit chaque été, lors du départ en vacances, recueillir des centaines d'animaux abandonnés.

Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, 75009 Paris. Tél. : 48-74-74-40.

## Echappant à McDonnell-Douglas et Northrop

## Le nouveau chasseur américain sera construit par le trio Lockheed-Boeing-General Dynamics

NEW-YORK

de notre correspondant

Une mini-catastrophe pour McDonnell-Douglas, même si les dirigeants de la firme de Saint-Louis (Missouri) s'en défendent ; une consécration pour ses concurrents, qui non seulement rallient un fabuleux marché pour l'armée de l'air américaine, mais qui détient maintenant une carte maîtresse pour les futures commandes que devront passer les autres composantes du Pentagone, à commencer par la marine.

C'est ainsi qu'il faut interpréter l'annonce, mardi 23 avril, par le secrétaire de l'armée de l'air américaine, M. Donald Rice, du contrat passé avec les sociétés Lockheed Corp., Boeing Co. et General Dynamics Corp. qui, ensemble, vont se charger de concevoir et de produire le fameux chasseur du vingt et unième siècle, l'Advanced Tactical Fighter (ATF), destiné notamment à remplacer le chasseur F-15 de McDonnell-Douglas.

De dernier a finalement perdu la partie qui l'opposait au trio gagnant après que les deux équipes eurent investi chacune plus d'un milliard de dollars et fait voler leurs prototypes pour séduire

l'aviation américaine et sa fabuleuse commande. « L'une des deux combinaisons offrait clairement un meilleur rapport qualité-prix », a sobriement indiqué le secrétaire à l'aviation lors de sa conférence de presse.

## Un contrat de 65 milliards de dollars

McDonnell-Douglas qui voit lui échapper — avec Northrop — une commande de six cent cinquante chasseurs ATF pour les vingt prochaines années, pour un contrat de 65 milliards de dollars (400 milliards de francs), a aussitôt annoncé le licenciement prochain de cinq cents personnes pour essayer de compenser le manque à gagner. La firme qui reste — et de loin — le fournisseur numéro un du Pentagone, avec lequel elle a réalisé plus de 8 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1990, a fait savoir le même jour qu'elle avait, en revanche, de bonnes chances d'emporter un contrat de 6 milliards de dollars avec la Chine pour la coproduction de cent cinquante appareils MD-90 destinés à ce pays.

SERGE MARTI

## PARIS EN VISITES

JEUDI 25 AVRIL

« Orsay : un musée dans une gare », 10 h 30, 1, rue de la Belle-Étoile, sous l'éléphant (P.-Y. Jodet).  
« L'hôtel Carnavalet : histoire et architecture », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).  
« Les impressionnistes au musée d'Orsay », 13 h 30, devant le musée, sous le minocéros (Connaissance de Paris).  
« Les salons de l'Hôtel de Ville, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. C. Lasserre).  
« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann », 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).  
« L'impressionnisme au musée d'Orsay », 13 h 30, sur l'esplanade, sous l'éléphant (C. Merle).  
« Jardins et église de Charente », 14 h 30, métro Philippe-Auguste (Paris pittoresque et insolite).  
« L'art des peuples oubliés d'Asie du Sud-Est », 14 h 30, 61, rue de Valenciennes (Mons et Chems).  
« 14 h 30, musée Guimet (Le Cavalier bleu).  
« L'observatoire de Paris » (dans l'ordre des arrivées, 14 h 30, 61, rue de l'Observatoire (Paris et son histoire).  
« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul/la Mairie (Lurba-Vivante).  
« La sculpture romane avant l'an mil », 14 h 30, musée des monuments français, place du Trocadéro (Paris historique).  
« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, devant

les grilles du conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et spectacles).

« Le nouveau musée Cognacq-Jay », 14 h 30, 8, rue Elzévir (M. Potyner).

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Art et histoire).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel Saint-Louis et son quartier », 14 h 45, métro Jacques-Bonsergent (V. de Langlade).

« La maison, hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai de la Médaille (Tourisme culturel).

« L'Opéra, entre de la vie mondiale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle », 15 h, devant l'entrée, place de l'Opéra (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).

« L'économie de la Nouvelle-Calédonie », par M. Droin (Institut du Pacifique).







حکومتی اہل

# Le Monde

38 • Jeudi 25 avril 1991 •

Mauvais démarrage pour l'année 1991

## Le déficit du commerce extérieur a atteint 4,7 milliards de francs en mars

Le commerce extérieur de la France a accusé en mars un solde négatif de 4,7 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), contre 3,5 milliards en février (chiffres corrigés) et 3,7 milliards en janvier. L'année 1991 commence ainsi nettement plus mal que la précédente, puisque en moyenne, au cours des trois premiers mois, le déficit mensuel s'est établi à 4,6 milliards de francs contre 1,1 milliard au cours de la même période de 1990.

Alors que février avait été marqué aussi bien par une diminution des exportations que des importations, en mars les achats à l'étranger ont augmenté de 0,9 % (102 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières), tandis que les exportations ont diminué de 0,2 % (97,3 milliards). Sur un an, les ventes à l'étranger ont diminué de 2,3 % et les importations ont augmenté de 0,8 %.

Les échanges industriels, y compris le matériel militaire, ont été

lourdement déficitaires en mars : - 4,5 milliards de francs, contre - 1,8 milliard en février. La diminution de l'excédent du solde agroalimentaire se confirme : + 3,4 milliards de francs, contre + 3,8 milliards en février, et + 4 milliards en moyenne au cours de l'année 1990. Ces résultats décevants sont en partie compensés par la vente de treize Airbus en un mois, pour un montant de 3,4 milliards de francs. Dans les prochains mois, ces ventes devraient rester très soutenues. Le solde énergétique s'améliore légèrement : - 8 milliards de francs en mars, contre - 9,7 milliards en février.

Le déficit bilatéral avec l'Allemagne s'est élevé à 687 millions de francs, contre 521 millions en février et plus de 3 milliards en moyenne l'an dernier. Le déficit avec la CEE dans son ensemble s'est creusé, à 1,5 milliard en mars, contre 761 millions de francs en février. Mais, là aussi, la tendance est bien meilleure que l'an dernier.

Signature du 200 000<sup>e</sup> crédit-formation à Chartres

## M. Michel Rocard se présente comme « le spécialiste des coups qui ne se voient pas »

A Chartres (Eure-et-Loir), mardi 23 avril, M. Michel Rocard a signé le 200 000<sup>e</sup> crédit-formation individualisé (CFI) en faveur d'une jeune fille, Sandrine, qui veut devenir aide-soignante. Commentant le succès rencontré par ce dispositif nouveau, qui a atteint ses objectifs dix-huit mois après sa création, le premier ministre en a profité pour tirer une leçon politique de portée plus générale. « Je suis le spécialiste des coups qui ne se voient pas », a-t-il déclaré devant MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

« Je me lance dans des politiques que je crois très importantes et qui marchent bien », a poursuivi M. Rocard, mais il faut, par ailleurs, « rompre avec le violent, du conflit et des incidents au Parlement pour qu'on juge qu'un gouvernement travaille bien ». « Je préfère éviter tous ces gros coups de cymbale et travailler sur ce qui est long, progressif, mais qui marche bien », a-t-il encore ajouté.

Né de l'idée d'une « deuxième chance » offerte à tous ceux qui sortent du système scolaire sans qualification ni diplôme, le CFI, qui vient d'être étendu aux adultes, a rencontré son public. Les stagiaires, des jeunes filles à 70 %, sont âgés de vingt-deux ou vingt-trois ans et, pour la plupart, ont été « écartés » de l'enseignement par un CAP ou un BEP. Le programme laisse espérer qu'ils pourront s'insérer socialement et professionnellement, grâce à des capacités reconnues, validées par

l'éducation nationale. Mais cet « outil efficace » n'est pas encore parfait, selon M. Rocard, qui a souligné quelques difficultés sérieuses. Un quart des jeunes quittent le dispositif dans les trois mois, « parfois par refus d'une école bis, et ça veut dire qu'on a raté quelque chose ».

Un sur dix, parmi ceux qui sont sortis, bénéficie d'une qualification validée et 80 % des formations concernent le secteur tertiaire, sur-évalué. Surtout, le rattrapage dure plus longtemps que prévu, la durée moyenne des stages étant de douze mois, contre une estimation initiale de huit mois.

Or, a expliqué le premier ministre en évoquant les contraintes budgétaires, il faudra « fermer les entrées » si les bénéficiaires s'attardent dans le système. Il s'est prononcé pour des aménagements, auxquels MM. Laignel et Soisson (ministre du travail) réfléchissent, et a repris à son compte l'expression de M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, opposé à ce qu'il appelle « l'acharnement pédagogique ».

A. L.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Avec un grand P

DITES, M'sieur le Président Mimi, sans vouloir vous déranger, je sais que vous êtes très pris, là, en ce moment. Arafat, Shamir, Gorby, tout ça, mais faut que je vous dise - c'est pas pour causer, hein - il arrive plus à la tenir, sa classe politique, ça pousse Rocky. Il est chahuté de partout, et il ose pas sévir.

Au lieu de flanquer à la porte son sous-ministre de la justice qui a eu le culot de lui suggérer de la prendre, la porte, il a joué les durs d'oreille : Pardon ? J'ai rien entendu. Moi, je te l'aurais fait passer immédiatement en conseil de discipline. Lui, il a prétexté d'être absent, vu que c'est votre chou-chou, Kiejmen, il est bien en cour. La votre.

Du coup, sur les bancs de la droite, là, aujourd'hui, ils se déchaînent, ils se bousculent, ils réclament la fermeture de l'école sous prétexte qu'ils arrivent pas à suivre. On travaille pas. Les cours sur la santé, les caisses d'épargne et le mode de scrutin sont pas assurés.

En plus, question propreté, ça pue la peste. Ça sent le finge

sale, les affaires sont pas nettoyées. Pas la peine de leur répondre : Puisque tu l'as dit, c'est toi-même. Ils sont pas propres sur eux non plus, on sait bien. Et ils n'ont qu'une idée, prendre la place de ceux qui trônent au premier rang. C'est des jaloux, des frustrés, des envieux. OK. N'empêche, ça la fout mal. Une vraie pétardière. Et vous savez d'où il vient, ce mot. Si vous voulez pas passer pour le roi Pétard, faut intervenir. Et vite.

Allez, décidez-vous. C'est pas votre truc, d'accord. Vous aimez laisser le temps au temps. Sauf que, là, le temps, c'est de l'argent. L'argent qu'on se crève à amasser pour remplir les caisses de la nation. Et à voir le façon dont elle est représentée, franchement, ça donne envie de gerber.

Représentée et conduite. Par qui ? Par vous. Vous seul. Le Pouvoir avec un grand P, merci de Gaulle, dans ce pays, il n'y en a qu'un - et on vous l'a donné. Le pouvoir de diriger et de servir le peuple au mieux de ses intérêts. Alors, ou vous l'exercez ou vous nous le rendez.

La sécurité des prochains Jeux d'hiver

## Huit mille policiers, gendarmes et militaires surveilleront l'espace olympique d'Albertville

L'Etat et le Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO) ont signé, lundi 22 avril, la convention sur la sécurité des JO, qui fixe les modalités d'installation et d'intervention des forces de l'ordre. Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé que 8 000 policiers, gendarmes et militaires seront déployés dans l'espace olympique.

ALBERTVILLE

Jamais des Jeux d'hiver n'avaient été organisés sur une aussi vaste étendue : 1 600 kilomètres carrés. Ni dans un aussi grand nombre de sites : seize, dont certains sont distants les uns des autres de plus de 100 kilomètres. La sécurité risquait d'être pour le moins périlleuse dans cette région où l'on attend 800 000 spectateurs et qui entendra, parallèlement, aux activités sportives, continuer à faire tourner ses « usines à ski ».

Le COJO a demandé à l'Etat de ne pas transformer la vallée de la Tarentaise en un vaste camp retranché. « Nous voulons des Jeux impeccables et, pour cela, la sécurité sera un élément majeur. Mais il faut préserver l'esprit de convivialité et de fête de cette manifestation », souligne M. Michel Barnier, coprésident du COJO.

Les forces mobilisées au mois de février 1992 seront donc étalées entre sept secteurs, pour éviter des déplacements difficiles le long de la RN 90, colonne vertébrale de tout le dispositif de circulation des Jeux. Le système informatique RAMSES, conçu pour Albertville à la demande de la police nationale, permettra de gérer efficacement les opérations de sécurité dans les points sensibles de l'espace olympique.

Chaque des sept zones déconcentrées du dispositif de sécurité disposera de tous les éléments nécessaires pour assurer les services de santé, le ravitaillement, la fourniture d'énergie. Les crèches et les cols seront surveillés par la 2<sup>e</sup> division alpine afin d'intercepter d'éventuels communistes terroristes. « La grande peur des JO, c'est de laisser pénétrer un commando suicide qui pourrait faire irruption dans le dispositif olympique comme à Munich », explique le lieutenant-colonel Clouet.

La convention Etat-COJO sur la sécurité des Jeux olympiques définit également les modalités de répartition du coût. Celui-ci s'élèvera à plus de 140 millions de francs, pris en charge essentiellement par l'Etat. Le Comité d'organisation ne versera qu'un montant forfaitaire de six millions de francs.

Mais il devra prendre en charge, outre la construction du PC opérationnel central d'Albertville et des sept PC décentralisés, l'édification et la restauration de 4 200 logements, soit une facture évaluée entre 30 et

40 millions de francs. « Un peu plus de un pour cent du budget du COJO sera consacré à la sécurité », observe le préfet Christian Proust, le responsable de la sécurité des Jeux. On ne pourra pas passer l'Etat de vouloir mettre en péril le budget du COJO, en se fondant sur la facture que nous lui présentons. (1)

Dans l'entourage du président du COJO on souligne que la charte olympique confie au Comité la responsabilité de la sécurité à l'intérieur des enceintes sportives et du village des athlètes, soit une dépense de 65 millions de francs. « Le jeu de l'Etat consiste aujourd'hui à rappeler qu'il est le premier partenaire financier de l'organisation de la manifestation de 1992 », ajoute l'un des responsables du COJO.

Lors de la visite du ministre de l'Intérieur, un document distribué par la délégation interministérielle aux JO de 1992 soulignait effectivement que les Jeux d'Albertville vont coûter 11,5 milliards de francs, l'Etat assurant à lui seul plus du tiers de la facture globale des Jeux.

CLAUDE FRANCILLON

(1) Le budget du COJO s'élève à 3 925 millions de francs. Il pourrait être prochainement révisé à la hausse.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

URSS : « Triste Géorgie », par Thémis Neskidzevili ; « Une Eglise en renouveau », par Anita Davidenkoff ; « Ambiguïtés de l'Occident », par André Louis... 2

#### Grande-Bretagne

La poll-tax, fatale à M<sup>r</sup> Thatcher, va être abolie... 5

#### Le débat sur Berlin

Le chancelier Kohl propose que le gouvernement s'installe dans l'enceinte et future capitale... 5

#### Les travaux parlementaires

Les députés examinent le projet sur la protection des consommateurs. Les sénateurs se penchent sur la réforme du Code pénal... 10

#### Société

L'affaire Meclli « ensablée » par l'Algérie. Extension du cholestérol en Amérique latine... 12

#### La mort du cinéaste

Don Siegel. Un maître du « thriller »... 13

### EDUCATION • CAMPUS

Les lendemains amers d'une université de l'Est • Université-entreprise : le déphasage... 15 et 16

### SECTION B

#### ARTS • SPECTACLES

• Une exposition au centre Georges-Pompidou : la planète Breton • La fascination de l'objet : un entretien avec Marguerite Bonnat • De Picasso à Matisse, l'irréductible énigme de la peinture • L'influence des arts du théâtre • Le surréalisme mis à nu par Dada • La sélection des spectacles et manifestations de la semaine... 17 à 26

### SECTION C

#### Les difficultés de l'informatique

La capital de Bull pourrait être ouvert au groupe japonais NEC... 27

#### La fiscalité et l'environnement

Un rapport officiel propose des mesures à contre-courant des traditions... 30

#### L'assurance des grands contrats internationaux

La Coface a perdu 11,5 milliards de francs en 1990 dans ses activités pour le compte de l'Etat... 34

### Services

Abonnements... 14  
Annonces classées... 31 à 33  
Automobile... 36  
Carnet... 36  
Marchés financiers... 34-35  
Météorologie... 37  
Mois croisés... 38  
Radio-télévision... 37

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1991 a été tiré à 484 799 exemplaires.

## Les affiches des lycées de Quimper déplaisent aux fabricants de tabac

« La pub tue » : c'est le slogan vengé lancé par deux cents affiches conçues par les élèves du lycée Brizeux de Quimper. Placardées depuis le 17 avril sur le mobilier urbain de la ville, ces affiches détonnent, qui adoptent le graphisme et les couleurs des grandes marques de cigarettes, montrent par exemple le chapeau des cigarettiers Camel réduit à l'état de squelette, le casque des Gauloises coiffant une tête de mort ou la danseuse des Gitanes dotée de pinces de crabe, tandis que les Marlboro laissent échapper de leur paquet des substances noires...

La campagne, réalisée avec l'aide d'une subvention de 50 000 francs accordée par la mairie socialiste, devrait rester quinze jours en place. Mais les fabricants de tabac s'en révoltent. La société Philip Morris n'a pas apprécié le détournement dont sont victimes ses cigarettes Marlboro. Mardi 23 avril, un huissier est venu à la mairie de Quimper saisir l'affiche pour constater l'atteinte portée aux droits et entreprendre une action pour contrefaçon.

Les responsables de la SEITA ont indiqué de leur côté qu'ils allaient lancer un référé contre les affiches, également pour contrefaçon. En dépit de ces attaques, la mairie de Quimper a fait procéder à un nouveau tirage de 200 affiches, au format réduit, afin de satisfaire les fréquentes demandes des collectionneurs.

Y.-M. L.

### EN BREF

□ Reprise de la discussion sur la réforme hospitalière. - La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé d'inscrire la suite de la discussion du projet de réforme hospitalière à l'ordre du jour de la séance du jeudi 25 avril. Le scrutin aura lieu le mardi suivant selon la nouvelle procédure du vote personnel, sauf si le premier ministre décidait d'engager la responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

□ Démission officielle de M<sup>r</sup> Martin-Moskovitz. - La suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement, M<sup>r</sup> Gilberte Merio-Moskovitz, a officiellement fait part, mardi 23 avril, dans une lettre au président de l'Assemblée nationale, de sa démission du mandat de député qu'elle exerçait depuis la nomination, en 1988, du maire de Belfort au poste de ministre de la Défense. Cette démission, annoncée la veille à Belfort, devrait permettre à l'ancien ministre de la Défense de se présenter devant les électeurs. Selon l'entourage de M. Chevènement, l'élection législative partielle pourrait avoir lieu les 2 et 9 juin. La démission de M<sup>r</sup> Martin-Moskovitz fait passer les effectifs du groupe socialiste de 274 à 273 membres.

□ Peine maximale requise contre deux des quatre parachutistes jugés pour meurtres et viols à Toulouse. - L'avocat général François Baxette a requis la réclusion criminelle à perpétuité contre les quatre jeunes parachutistes accusés du viol et du meurtre d'une fillette et de deux jeunes femmes ainsi que du meurtre d'un garde champêtre (le Monde daté des 17 et 20 avril). De surcroît, demandant aux jurés de prononcer « des peines extrêmes pour des crimes extrêmes », il a encore requis une période de sûreté de treize ans pour deux d'entre eux, Philippe Sieuve et Thierry El Borgi.

□ CEP Communication et le groupe Expansion regroupent deux de leurs magazines. - CEP Communication (Havas) et le groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan-Schreiber ont annoncé le 24 avril leur décision de fusionner leurs deux mensuels. A leur place, il y aura un seul magazine, intitulé « L'Expansion », avant que ce dernier rachète les parts de son ancien partenaire. Le nouveau magazine résultant du regroupement des deux titres est baptisé « L'Entreprise ». Il est crédité d'une diffusion de plus de 80 000 exemplaires et d'une audience de 440 000 lec-

teurs, dont une majorité de chefs d'entreprise et de cadres des PME-PMI.

□ Deux nouveaux films au Festival de Cannes. - Prospero Book, de Peter Greenaway, inspiré de la Tempête, de Shakespeare, et Martina, de Werner Schroeter, avec Isabelle Huppert, complèteront la sélection officielle du Festival de Cannes qui se tiendra du 9 au 29 mai. Cette sélection comportera donc 24 films dont 20 en compétition (le Monde du 20 avril).

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 avril

#### Résistant

Changement de décor mercredi matin rue Vivienne. Après une journée de reprise, la baisse a fait sa réapparition. Pas immédiatement puisqu'à l'ouverture matinale, l'indice CAC 40 enregistrerait encore une mince avance (+0,02 %). Mais celle-ci, après s'être un court instant accrue (+0,15 %), devait s'effacer entièrement et, aux alentours de 11 heures, le thermomètre de la Bourse était revenu dans le rouge (-0,14 %).

## LE MONDE diplomatique

Avril 1991

- UNION SOVIÉTIQUE : La Russie contre l'Union, par Jean-Marie Chauvier.
- ALLEMAGNE : Après l'unification, la chagrin, par André Gisselbrecht.
- PROCHE-ORIENT : Les embûches de la paix, par Claude Julien. - Un grand décalé, par Eric Rouleau. - Les Palestiniens dans le grand jeu, par Alain Gresh. - Les facteurs de la guerre, par Olivier De Laporte et Frédéric F. Chirac. - Le jeu régional de la Turquie, par Sami Vazir. - Au Pakistan, l'armée affine son nationalisme, par A. Destez et M. Levat.
- MAGHREB : Déchirements après la « nouvelle défile arabe », par Zakya Dawoud.
- MALI : Les convulsions et la chute d'une dictature, par Catherine Cogny-Vidron.
- JAPON : Faiblesse d'un tigre économique, par Karoline Postel-Vinay.
- SANTÉ : Combattre le sida « au nom de la civilisation » ? par Meredith Tushnet et Anne Thibault-Mony.
- MÉDIAS : Guerre et mensonges, par John Berger.
- ART ET SOCIÉTÉ : Souhaits les nœuds de Dakar fleurissent sous les frondes, par Jacques Bagnicourt.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



André Breton photographé par Man Ray en 1930.

UNE EXPOSITION « LA BEAUTÉ SERA CONVULSIVE », AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## La planète Breton

DANS les milieux de l'art, à moins de naviguer encore dans les eaux du surréalisme, on n'aime guère André Breton. On lui reproche d'avoir défendu la pire des peintures, d'avoir pu s'émouvoir devant un merveilleux de pacotille, à une époque où l'art était l'objet de préoccupations autrement plus engageantes. Bref, d'avoir eu des coups de cœur pour Yvonne Le Toumelin, Laloy et quelques autres, et de ne pas s'être intéressé à ceux qui, parmi les grands de l'après-guerre, avaient fait le plongeon dans l'abstraction, justement en pratiquant l'écriture automatique, la méthode surréaliste par excellence.

Dans les milieux de l'art, comme ailleurs, on ne voit guère Breton qu'en chef de groupe intransigent, qui exchut, excommuniait des forces révolutionnaires, au nom d'une ligne non moins révolutionnaire, pour conforter les pires images de l'art fantastique, onirique, érotique. D'où la question : à quoi bon consacrer tout le cinquième étage du Centre Pompidou à cette figure inactuelle, alors même qu'aucun anniversaire n'y obligeait ?

Et si cette image, d'ailleurs entretenue par les pseudo-défenseurs du poète, était injuste, partielle et plus que partielle ? Et si elle occultait un passé riche de commerce, dans tous les sens du mot d'ailleurs, avec l'art ? Et si les choix, les goûts de l'homme André Breton n'étaient pas exactement ceux du pape Breton ? Et si, en dépit de tous les malentendus, Breton était, y compris dans le domaine de l'art, où on le perçoit si mal, une figure essentielle qui aurait, dans sa quête éperdue de la vraie vie, ouvert largement des fenêtres jusque-là entrouvertes, et par là, modifié effectivement notre façon de voir ?

L'exposition d'envergure qui salue Breton risque de surprendre. Préparée avec soin pendant plus de deux ans par Agnès de La Beaumelle et Isabelle

Monod-Fontaine, elle se propose d'« approcher le sens même du « projet » surréaliste, en partant des choix personnels de son artisan », et « tente de donner un regard qui choisit, « trouve », assemble, exalte ou critique ». Cela en réunissant, pour la première fois, les œuvres sur lesquelles André Breton s'est longuement penché, qu'il a acquises, retenues un temps, ou définitivement, dans son atelier de Montmartre.

Sait-on qu'André Breton n'a pas été seulement l'amateur des travaux de ses compagnons de route ? Et que, dans les années 20 et 30, s'il collectionnait et que, massivement Picabia, Ernst, Miro, Masson, Dali, ou Tanguy, dont il a souvent, d'ailleurs, été le meilleur (même ses Dali sont supportables), il n'oubliait pas si facilement Derain, et peut-être même Matisse ? Mais ce n'est pas pour autant que l'exposition, qui suit scrupuleusement le « parcours esthétique d'André Breton », nous renvoie une image esthétique (autant dire aseptisée, pour rassurer les derniers militants surréalistes) d'André Breton.

En fait, à force de documents, de manuscrits, il ne manque rien dans ce parcours qui n'appartienne à l'histoire du surréalisme. Celui-ci s'articule autour de grands textes : *Nadja*, *les Champs magnétiques*, *l'Amour fou*, rend compte des activités du chef de groupe, présente les manifestes, les expositions marquées, en respectant autant que possible la disposition des pièces, les liaisons voulues entre les objets à fonction symbolique.

Pourtant, elle sort Breton de l'ornière dans laquelle le surréalisme et, avec lui, l'œil frais du découvreur ont fini par s'enfoncer. Ce qu'elle révèle, c'est un homme curieux, un esprit ouvert à toutes les formes d'art, à tous les styles (sa faiblesse ?), capable d'acheter, en 1923, non pas un Picasso et un Braque, mais vingt Picasso et Braque ; capable d'humour et

de trouver que, sans Miro, sans le Miro de la Danseuse espagnole fait simplement d'une plume, d'un bouchon et d'un chapeau, il manquerait effectivement une plume au chapeau du surréalisme. Capable de « chasser » l'art primitif, de s'intéresser à celui des fous ou des naïfs, comme à l'art cultivé. Capable de saluer le génie des *Improvisations* qu'était Kandinsky et de déceler le talent de quelques jeunes comme Hantai, Degottex ou Judith Reigl, qui tous trois niaient les images.

Cet électisme de Breton, son attirance pour l'insolite, l'hétéroclite, et ces choses qui échappent au conformisme du bon goût, rendent évidemment la vie impossible à tout le monde. Mais pourquoi pas ? Et pourquoi ne pas partir à la découverte de la planète Breton, une vaste planète, à l'échelle humaine, où l'angoisse et l'humour (voir les salles pleines d'objets gringants, amusants, à faire envie aux artistes jeunes générations), comme dans la vie quotidienne, se croisent. Comme ils se croisent dans la magie de son atelier. Un atelier qui peut faire figure, tout à la fois, de contre-musée imaginaire, de grand cabinet de curiosités comme on les aimait au siècle des Lumières, et d'autre de chaman. Ce qui n'est d'ailleurs pas fondamentalement contradictoire, le savoir encyclopédique pouvant servir aussi le savoir-mélange de la raison. En fait, cet atelier de Breton autour duquel tourne l'exposition, ne serait-il pas le grand œuvre du poète du « modèle intérieur », un intérieur modèle. Qu'il faut prendre le temps de visiter, et que les fouineurs aimeront.

GENEVÈVE BREERETTE

\* « La beauté sera convulsive. » Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage (pour les horaires voir notre sélection arts page 25). Du 25 avril au 26 août. L'exposition sera présentée au centre Reina Sofia, à Madrid, du 2 octobre à la fin novembre.  
\* Catalogue : ouvrage collectif. 500 pages, 200 photos couleurs, 500 photos noir et blanc, 420 F.

Pages 18 et 19 :

**La fascination de l'objet**

Un entretien avec Marguerite Bonnet.

**Témoignages**

Judith Reigl, Hervé Télémaque.

Pages 20 et 21 :

**L'irréductible énigme de la peinture**

De Picasso à Matta.

**L'atelier des tropismes**

L'influence des arts dits primitifs.

Page 22 :

**Le surréalisme mis à nu par Dada**

Le rôle des avant-gardes.

Pages 23 à 26 :

**La sélection de la semaine**

Cinéma, théâtre, musiques, arts, disques.

Notre prochain supplément « Arts et spectacles », consacré au Printemps de Bourges, paraîtra exceptionnellement, en raison du 1<sup>er</sup> Mai, dans l'édition du mardi 30 avril datée 2 mai.

صكزا ابن الاصل



552 من الالصل

ARTS

UN ENTRETIEN

André Breton,

Marguerite Bonnet, auteur de *André Breton. Naissance de l'aventure surréaliste*, 1988 (José Corti), responsable de l'édition des œuvres complètes d'André Breton dans « La Pléiade », répond à nos questions sur les activités d'André Breton collectionneur.

« Quand Breton a-t-il commencé à s'intéresser à l'art ?

— Il avait seize ou dix-sept ans, il était encore au lycée et le jour où il était libre, le jeudi, il allait très régulièrement visiter les galeries et les musées, en particulier le Musée du Luxembourg pour y voir les tableaux de Gustave Moreau. Il allait aussi aux récitals poétiques, qui étaient très nombreux à l'époque. Tout cela en cachette de ses parents, qui n'avaient aucun intérêt pour ce qui pouvait toucher leur fils. Il habitait alors la banlieue, Pantin, ce qui ne lui facilitait pas la tâche.

— Qui étaient ses parents ?

— C'étaient des petits-bourgeois modestes. Le père était originaire d'une famille de paysans et d'artisans des Vosges. Il a fini par diriger une petite cristallerie à Pantin. Sa mère venait de Bretagne et avait exercé le métier de couturière.

— Gustave Moreau a-t-il eu, pour lui, autant d'importance qu'il le dit.

— Il a dit effectivement que sa découverte de Gustave Moreau « a conditionné pour toujours ma façon d'aimer ». Dans ses lettres de 1913 à son meilleur ami et condisciple, Théodore Fraenkel, il parle sans arrêt de son admiration « sans aucune restriction » pour *Salomé*, *Edipe* et *le Sphinx*, *l'Apparition*; et de cette image de la femme-magicienne que donne le peintre. Je ne sais quel historien d'art a écrit qu'il avait découvert Moreau en 1956. C'est une erreur énorme. Dans cette fameuse correspondance, il nomme aussi avec éloges Bonnard, Vuillard, Roussel, les toiles avec les faunes... Le souvenir de Mallarmé.

— Il est déconcerté par les orientations plus modernistes de la peinture. Il doute de la sincérité des toiles cubistes et futuristes. Et devant Matisse, il se demande : oui ou non est-ce de la peinture ? Mais très vite, il a été capable de revoir ses jugements sommaires en fréquentant les œuvres. Et, dès 1916, il va vers Chirico et Picasso. Le rôle d'Apollinaire n'a pas été négligeable. Breton allait chez lui, et, aux murs, il y avait des Chirico, des Picasso.

— Vous connaissez l'histoire du tableau de Chirico, *le Cerveau de l'enfant*, qu'il a vu en vitrine, chez Paul Guillaume. Il était en autobus, et ça l'a tellement impressionné qu'il en est descendu précipitamment pour aller le voir. Il l'a acheté, un peu après. Il raconte aussi que quelques années plus tard, alors

qu'il l'avait prêté pour une exposition, la même chose est arrivée à Tanguy : il est sur la plate-forme de l'autobus, voit le tableau, descend, se précipite et le regarde.

— Breton a divorcé très tôt d'avec l'œuvre de Chirico...

— Oui. Mais le *Cerveau de l'enfant* a longtemps tenu la place d'honneur dans son atelier. Il l'a revendu très tardivement, en 1964, au musée de Stockholm, après que Chirico eut tenu des propos très acerbes contre le surréalisme. L'argent lui a permis de vivre tranquillement les dernières années de sa vie, et d'acheter une superbe statue : un guerrier uli.

— Breton ne se contentait pas de regarder l'art. Il s'est constitué une collection. Quelles ont été les premières œuvres qu'il a achetées ?

— La toute première œuvre, c'était l'année de son bac. Il avait eu un peu d'argent pour avoir réussi l'examen, et il s'est précipité pour acheter « un de ces *feuilles d'Océanie ou de Guinée* », à la grande horreur de ses parents. Parmi ses premières acquisitions, il y a eu un dessin de Modigliani, qu'il avait rencontré à Montparnasse. Ce dessin a été détruit en 1920 ou 1921, par une femme jalouse qui s'est ruée dans sa chambre d'hôtel et a déchiré des lettres et des dessins.

— C'est, je pense, dès qu'il a eu des ressources à peu près régulières, c'est-à-dire à partir de 1921-1922, qu'il s'est mis à collectionner vraiment. Il travaillait chez Jacques Doucet. Il était marié avec Simone Kahn, qui, de son côté, avait quelques revenus. A ce moment-là leur situation était tout à fait correcte, et Breton a acheté des Max Ernst, des Picasso et des Braque (lors de la dernière vente Kahnweiler), des Masson, des Miro, un petit Klee, très joli, avec des poissons, et que j'ai vu bien souvent chez Simone. Celle-ci m'a dit un jour que lors du partage des tableaux, au moment de leur divorce, Breton avait accepté très volontiers qu'elle garde le Klee parce que ce n'était pas pour lui un peintre absolument selon son cœur. Mais il en reconnaissait toute la valeur.

— Lorsqu'il était le bibliothécaire de Jacques Doucet, il lui a conseillé d'acheter des œuvres importantes.

— C'est Breton qui a poussé Doucet à acquérir les *Demoiselles d'Avignon*. Doucet avait déjà des Picasso, mais c'étaient des petites toiles et surtout des dessins. Breton lui a fait remarquer qu'une collection comme la sienne se devait d'avoir une toile d'« importance historique » comme les *Demoiselles*. Il n'a pas cessé d'y revenir, jusqu'à ce que Doucet finisse par l'acheter à Picasso. Il y a une très belle lettre de Breton à Doucet de décembre 1924, dans laquelle il dit toute l'importance du tableau : une « image sacrée », « l'événement capital du début du vingtième siècle ». Et puis il lui a fait acheter, bien sûr, des Picasso, des Masson, des Max Ernst, mais aussi le *Cirque* de Seurat...



— Breton s'intéressait à Seurat ?

— Mais oui, il aimait Seurat. Comme il aimait beaucoup d'autres artistes auxquels on ne pense pas. Kandinsky par exemple. Breton n'avait pas sur l'art une attitude fermée, comme on essaie souvent de le faire croire. Prenez Braque, par exemple, dont il avait acheté, toujours à la vente Kahnweiler, un tableau de 1911 ou 1912. Même s'il s'en est détaché après, il ne l'a pas rejeté purement et simplement. Dans un texte de 1952, il dit qu'il aime beaucoup accrocher, le soir, un tableau en face de son lit pour voir au réveil comment il réagit, et que ceux qui dispensent les ondes les plus merveilleuses et les plus enrichissantes sont ces « beaux Braque blonds » de 1912.

— On dit aussi que Breton rejette Cézanne. Ce n'est pas si simple. En 1936, il a visité la grande exposition du peintre, à l'Orangerie. Il parle dans *L'Amour fou* de ces peintures à halo comme la *Maison du pendu* (en fait il se trompe, il s'agit de la *Maison abandonnée*), des *Joueurs* de 1892, du *Jeune homme à la tête de mort*, du *Meurtre*. Il les a regardées de près.

— On risque d'être surpris à l'exposition, en

voyant les tableaux que Breton a collectionnés, ou auxquels il s'est intéressé. Beaucoup vont sortir des réserves.

— Des réserves ? C'est-à-dire de l'atelier de Montmartre où Breton a habité cinquante ans, et sur lequel *Elisa*, sa dernière femme, veille. Rien n'a bougé depuis la mort de Breton ?

— Apparemment, pas beaucoup. Elisa a gardé les choses telles qu'elles étaient. J'en ai vu des quantités. Des masques mexicains, des objets océaniques, des poupées hopis, des sculptures esquimaux qui sont magnifiques. Quant aux tableaux, faute de place, beaucoup n'étaient pas accrochés aux murs.

— Vous savez ce que Lévi-Strauss dit à propos du rapport de Breton aux arts primitifs : qu'il trouvait toujours à désigner la pièce de la plus haute qualité, qu'il ne se trompait jamais, qu'il avait un flair extraordinaire. Il l'avait remarqué lorsqu'ils étaient à New-York, pendant la guerre, et qu'ils allaient ensemble fouiner dans une sorte de marché aux puces où on trouvait, pour une somme dérisoire, tous ces objets indiens que le public méprisait.

BIBLIOGRAPHIE

EN 1957, sollicité par le Club français du livre, André Breton entreprit de composer, organisé autour de la quête de la magie de l'art, un livre qui soit à la fois l'exposé de ses convictions et l'album de ses préférences. Faute de temps, la première partie du projet avait été seule remplie, l'illustration demeurant fort en deçà des espérances de l'auteur. Elles sont accomplies, désormais, grâce au zèle d'éditeurs décidés à suivre à la lettre les suggestions du texte. Il ne manque pas une référence, pas une œuvre, pas un exemple de ceux qu'exigeait la démonstration de Breton.

Ses thèses sont moins séduisantes que les chatoyantes reproductions des œuvres qu'elles citent. La définition de la magie par Breton, son apologie un peu longue de l'ésotérisme, les préférences tranchantes qu'il énumère, tout cela peut laisser passablement sceptique. Faut-il vraiment préférer Gustave Moreau à tous ses contemporains et tenir Gauguin pour un Grand Initié, lui qui n'a cessé de peindre la mort des religions ? On en doute. Mieux valent les résurrections d'artistes étranges dont Breton parseme son livre,

baroques ténébreux, imaginatifs médiévaux, primitifs pleins d'audace. Mieux vaut l'apologie finale de la peinture surréaliste, que le style, très éloquent, défend avec infiniment de conviction.

Je vois, j'imagine met en pratique, si l'on peut dire, les principes exposés dans *L'Art magique*. S'improvisant dessinateur, pratiquant le collage et l'assemblage chers à ses peintres favoris, le poète se fait artiste à son tour. Le livre rassemble le plus grand nombre des objets et croquis qu'il a exécutés, souvent pour les offrir. La méthode est celle du surréalisme tel que Max Ernst l'a développée : réunions d'objets incongrus, débris, cailloux aux formes étranges, gravures, images anciennes et photographies superposées, frottages de crayon et de pastels, décalques. Il passe dans ces œuvres des réminiscences abondantes et très clairement reconnaissables : Ernst, évidemment, Tanguy, Miro, Klee et Picasso servent tour à tour.

C'est du reste là le principal mérite de ces reliquaires intimes : ils révèlent mieux qu'aucune théorie les préférences de leur auteur, qui pastiche ceux qu'il admire. Dans l'exécution, dans l'invention même, il

JUDITH REIGL

Au-delà du surréalisme

En 1954, le peintre Judith Reigl expose dans la galerie d'André Breton, *A l'Etoile scellée* :

« C'est Hantai qui a amené Breton chez moi, en 1954, en me présentant comme « une femme qui accomplissent le surréalisme, va au-delà ». Je voulais en effet pousser l'automatisme à bout, dépasser Matta, dont la peinture de la fin des années 30, où il y a comme de grands météores, m'a vraiment influencée, plus que celle de Max Ernst. Je voulais aller plus loin, descendre au-delà des rêves, jusqu'à ce fond de l'inconscient où il y a le geste, le rythme fondamental, c'est-à-dire la respiration même, la respiration à fond. Là où la peinture existe en tant que pulsion, pulsation élémentaire. Je m'étais fabriqué un outil, une tringle à rideau courbée, et je le passais dans une matière colorée encore humide. Si c'était mauvais, j'effaçais et je recommençais tout. Je fais la même chose aujourd'hui : effacer, recommencer, ça c'est ma vie.

— Breton, curieusement, préférait le côté figuratif d'une peinture plus ancienne, une toile avec des cheveux, de 1950 (et non de 1953, comme l'indique la légende de sa reproduction dans *Le surréalisme et la peinture*). Cette toile, je ne la renie pas, je l'aime beaucoup, mais pour lui c'était le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre. Il m'a écrit de belles choses à son sujet : elle lui faisait « l'effet d'un *Signe solennel* », il n'aurait jamais cru que cette parole de Lautréamont — le tableau avait pour titre *Ils ont soit insatiable de l'infini* — « pût trouver image à sa hauteur ». Et il m'a proposé d'exposer à l'Etoile scellée. J'ai d'abord dit non. J'étais troublée... Je ne voulais pas mettre l'accent sur cette toile.

— A l'époque, je parlais de « désintégration organique des signes, objets et symboles extérieurs ». Je pourrais dire, plus simplement, aujourd'hui, qu'il me paraissait essentiel d'aller vers la non-figuration, momentanément peut-être. La preuve, c'est que j'y suis revenue à deux reprises depuis. Pour Breton, c'était là où le bât blessait : où il y avait ce dépourtement total et brutal, ça fonctionnait moins bien.

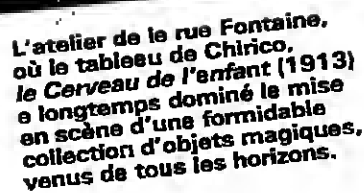
— Je ne connaissais pas, alors, pas plus qu'Hantai d'ailleurs, la peinture américaine. Mais je savais qu'on pouvait aller plus loin que le surréalisme, avec cette écriture automatique psychique-physique, qui demandait les grands formats, où le corps entier participait. C'est ce qui m'importait, c'est ça qui permet cette respiration, ce geste, ce rythme fondamental. La différence d'avec l'écriture automatique d'André Masson, pour qui c'était comme un jeu, est là. Depuis, j'ai découvert que Facchetti avait fait une exposition de Pollock en 1952. En fait, je ne suis pas arrivée à Pollock, je suis arrivée au fond d'où vient aussi Pollock, d'où vient Kline, d'où viennent les expressionnistes abstraits.

— Juste après mon exposition à l'Etoile scellée, j'ai cessé toute relation avec Breton. Il m'e pourtant recommandé à un collectionneur. Breton était un homme absolument non conventionnel, ce qui est rarissime dans nos sociétés où il y a tant de vernis, tant de façons de paraître. Malgré toutes ses erreurs, je le respecte profondément. Il était très chaleureux, extrêmement poli, extrêmement simple. Il pouvait être aussi extrêmement brutal. Non, en fait, ça n'était pas tellement lui qui était brutal, mais plutôt son entourage dans lequel, à cette époque-là, il s'est fondu, je ne sais comment.

G. B.



la fascination de l'objet



هكذا من الاعمال

» Le secrétaire de Trotski, Van Heijenoort, m'a raconté une rencontre de Breton et Trotski, en 1938. Trotski disait : l'art disparaîtra dans la société du futur, ça ce veut pas dire qu'il y aura plus d'art, mais il ne sera plus là où on le cherche. Il y aura des hommes qui feront de la peinture tout naturellement, d'autres qui feront de la sculpture tout naturellement, d'autres qui marcheront avec particulièrement d'élégance, et l'art sera là. Breton n'était pas si demandé à bostie à cette idée, mais le lendemain il a demandé à Van Heijenoort : « Alors, vous croyez qu'on n'aura plus de tableaux à mettre sur les murs ? » Il avait un attachement physique à l'objet, au tableau. Il pouvait admettre que l'art se manifesterait dans la conception des maisons, dans l'ornementation, etc. Mais ne plus avoir le tableau de chevalet, ne plus pouvoir l'avoir sous les yeux, à sa disposition, le bouleversait »

Principes recueillis par

Propos recueillis par  
**GENEVIEVE BREERETTE**



هكذا من الامل

ARTS

DE PICASSO

# L'irréductible énigme

Comme il a refait notre histoire de la littérature, André Breton a tenté la même opération dans le domaine des arts en renonçant à tout critère formel. Y est-il parvenu ? Une chose est certaine : sa contribution à l'élargissement des champs de la modernité.

**L'**n'y a aucun nom, dans l'art de notre siècle, qui cristallise autour de lui autant de choses importantes et autant de banalités. Les jugements de Breton ne sont pas toujours faciles à supporter, et ce parce qu'ils débordent l'esthétique. C'est ce qui les rend fascinants. Il est sûr que la gymnastique de groupe des dernières années et les découvertes forcées de spécialités magiques sans cesse nouvelles ont jeté sur le surréalisme un jour trouble. L'activité de l'après-guerre vous a un air de lifting désespéré, visant à conserver intact le minois de l'Amour fou. Enfin, dans la version augmentée que Breton donne, peu avant sa mort, du *Surréalisme et la peinture* claironne un autisme fracassant, au point de remettre en question, et de façon tragico-comique, la continuité d'un parcours qui se voulait révolutionnaire. Il suffit de prendre les textes sur Yahia Le Toumein, Laloy, ou la phrase : « Enfin Jean Benoît nous rend le grand cérémonial. » Le geste premier du surréalisme, qui consistait à vivre l'inconnu avec la force d'une épiphanie, s'est dégradé là jusqu'à n'être plus qu'un tic, une figure de rhétorique prononcée du bout des lèvres.

Mais en fait, après qu'il eut rejeté presque tout ce qui était vraiment lié à lui, comment reprocher à Breton de n'avoir plus guère rencontré qu'imitateurs et simulateurs ? Cette cohérente et somptueuse faillite recèle la définition la plus pointue de ce que Breton pouvait obtenir dans les années 20 et 30. Il s'agissait alors de mettre hors circuit son goût propre et sa propre historicité, le projet surréaliste vivant du commerce avec tout ce qui était irréductiblement étranger. Échappant brutalement aux arguties normatives et dogmatiques, Breton s'est sans aucun doute rangé parmi les esprits incontournables de

notre temps. Sa manière de s'entourer de tableaux jamais vus, d'art exotique, de mettre en scène dans son atelier une magie objective et de la décrire, de se rebeller contre les contraintes sociales et politiques, tout cela a fait de lui plus qu'un collectionneur de génie. Tout ce qui s'est ainsi trouvé rassemblé et lié à son nom représente un projet unique. La façon dont, dans ses grands textes (*Nadja* ou *l'Amour fou*, pour ne citer qu'eux), il ne se contente pas de produire de l'imaginaire, mais arrache à la causalité tangible des éléments documentés de vie concrète, définit précisément ce qu'il entendait espérer d'une peinture surréaliste. Il se projetait, ainsi que ses amis, dans des territoires psychiques étrangers. Cela fait apparaître comme bien accessoires les excommunications et les découvertes forcées qui ont tant irrité et choqué.

A quand et à quoi remonte chez Breton la critique d'art ? A part deux petits textes, il faut attendre les mois qui suivent la rédaction du *Manifeste surréaliste*. C'est surprenant. Mais ensuite, à partir de 1925, paraissent dans la *Revue surréaliste* les grands essais qui mettent les peintres définitivement au rang qui leur revient, à côté des écrivains du groupe. A un moment, il est clair que Breton fait tout pour intégrer Picasso à l'art surréaliste. Le prestige du peintre constituait assurément la meilleure garantie. Mais, au-delà du calcul tactique, il est intéressant de voir comment Breton motive l'appel à Picasso. Lorsqu'on jette un coup d'œil dans ces textes, on remarque que cette manœuvre de recrutement com-

mence par un débat sur le cubisme, où tous les jugements suscités jusque-là par celui-ci sont balayés d'un coup. Dans la résistance que Picasso manifeste à rendre la réalité, Breton voit l'expression d'un doute ontologique visant l'objet même. On retrouve là le principe surréaliste fondamental du « peu de réalité », qui est censé résumer toutes les certitudes étiées par l'empirisme. Dans ce que la démarche de Picasso a d'imprévisible (car au début des années 20 on ne saurait plus parler chez lui d'évolution graduelle ni de revivals logiquement motivables), Breton découvre un modèle d'une nouveauté historique totale. Jamais aucun artiste n'avait ainsi cassé, de façon aussi imprévisible, la phénoménologie de l'esprit et, du même coup, l'idée d'une culture eurocentrique régie par une causalité nécessaire. Breton évoque la découverte de cette ouverture absolue en des termes images qui, depuis la rencontre passionnée avec les univers hétéroclites d'un Lautréamont et d'un Chirico, se sont accrétés dans le subconscient du surréalisme : nul ne sait ce qu'il y a « au bout de cet angoissant voyage ». La critique du positivisme sous-jacente au *Manifeste surréaliste* reste le point de départ. Raison et savoir se trouvent relativisés, au sens où Chateaubriand, doutant des certitudes des Lumières, décrivait toute herméneutique comme un chemin de plus menant vers l'obscurité : « Vient une autre inscription, une autre figure, une autre inscription qui met cette vérité à néant : on ne fait que changer de nuit. »

Le grand geste de Breton en direction de Picasso,

paradoxalement, prive de son fondement le projet positif de l'avant-garde. L'optimisme expérimental, qui s'était propagé comme un feu de brousse tout autour du cubisme, n'avait pas vu que ce qu'on croyait être un codage logique dans le cubisme de Picasso, tout comme les « problèmes » posés par ses imitateurs par analogie avec des ficelles arithmétiques, était incapable d'exorciser l'expression dissonante et magique des *Demoiselles d'Avignon*. Ce n'est pas un hasard si Breton publie ce tableau. C'est lui qui va le chercher dans l'atelier du peintre et le fait acheter par Doucet. Vu aujourd'hui, ce geste marque la véritable fondation de l'esthétique de Breton. En allant chercher cette toile ancienne, laissée en chantier et qui n'avait joué quasi aucun rôle dans la réception de Picasso, Breton renouvelle le choc qu'avait, peu avant, provoqué sa rencontre avec les tableaux métaphysiques de Chirico et avec les collages de Max Ernst. Ce qu'il présente là d'incommensurable rejoint son propre manquement des images linguistiques. Les *Champs magnétiques* et *Poisson soluble* fulgurent déjà des étincelles provoquées par le court-circuit de tableaux étrangers les uns aux autres et que rien n'isole plus. D'une sémantique absente jaillit la nouvelle lumière du surréalisme.

C'est de cette interprétation de Picasso qu'il faut partir. Le regard simultané sur le peintre des *Demoiselles d'Avignon* et sur celui qui a paillé le cubisme analytique dessine nettement ce qui devait d'emblée caractériser

PACIFIQUE, AFRIQUE,

## L'atelier

Comme pour nombre de ses contemporains, l'influence des arts dits primitifs fut déterminante chez André Breton. Les pièces qu'il avait rassemblées dans son atelier en témoignent. Pourtant, les objets en provenance du continent africain furent longtemps bannis de son panthéon artistique au profit de ceux venus du Pacifique.

**E**N 1929, pour la revue belge *Variétés*, André Breton et Paul Eluard, se voulant topographes d'un nouvel imaginaire, dressent la carte de leurs terres d'élection : le monde au temps des surréalistes. Englouties Athènes, Rome et Jérusalem, gommées des Amériques indiennes les Etats-Unis ; de la France ne subsiste que Paris. Plus vaste encore que le continent africain, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réunies, et par-delà, s'étend l'immense Russie, celle des soviets et des chamans sibériens. Démesurément agrandis, à l'échelle de l'irrésistible attraction qu'ils exercent sur eux, quelques îlots et archipels des mers du Sud.

Aux confins orientaux de la Polynésie, l'île de Pâques. Hors des conventions de la géographie, son contour reproduit un idéogramme des anciens Pascuans ; l'un de ceux gravés dans l'ivoire d'un poisson-tablette qui appartient à Breton. De l'île de Pâques, aussi, provient pour lui l'effigie inaugurale - « le premier objet que j'aie possédé » - acquise lors des errances parisiennes de Pâques 1913 et qui, plus tard, souffle à Nadja : « Je t'aime, je t'aime. »

Plus à l'ouest, après que Tahiti, l'une des îles de la misérable Société coloniale, et la Nouvelle-Calédonie se sont abîmées, d'autres terres en vue : la Nouvelle-Bretagne, « le triomphe du volatil, ou comme on dit encore, du subtil sur l'épail ». A son nord-est, sur la péninsule de la Gazelle, « une roseraie de masques *sulka* » : longs cônes en sparterie de filaments de moelle végétale, teints le plus souvent d'un rose vif. L'un d'entre eux, aperçu rue Fontaine, fait s'écrier à Nadja : « Tiens, Chimène ! » Un autre encore, celui, « d'une somptuosité sans égale, qu'on découvre au

musée de Chicago (...) couronné d'un vaste parasol au sommet duquel se tient, en attitude spectrale, une mante religieuse de deux mètres, en moelle de sureau rose comme le reste du masque ». Et Breton d'affirmer : « Qui ne s'est pas trouvé en présence de cet objet ignore jusqu'où peut aller le sublime poétique. »

Dans la première livraison de 1926 de la *Revue surréaliste*, « Scène rituelle-Nouvelle-Bretagne », une photographie de l'installation dans un musée d'ethnographie, probablement celui de Leipzig, de quelques masques des Baining. Trois mannequins exhibent des heaumes à carcasse de rotang sur laquelle est tendue l'étoffe d'écorces battues puis peintes de blanc, de noir et, dit-on, du sang des initiés qui se sont tailladé la langue avec une lame d'osier tranchant. Et, sous les yeux en cercles concentriques de ces vungvung, s'allonge un mince cylindre, « la trompe des papillons ».

Parmi d'autres sites élus de la Mélanésie, la Nouvelle-Irlande qui, avec l'ancienne, celle des lacs enluminés du *Livre de Kells*, par les réseaux arachnéens que tisse son art malanggan, entretient de saisissantes affinités. Ici, « l'homme en est encore à se chercher dans les entrailles de la nature et se démêle incomplètement du serpent et de l'oiseau ».

Du Grand Nord à la Terre de Feu, l'Amérique du rêve appelait à sa conquête ; autant de places fortes, autant de trophées. Si l'on s'en tient au septentrion : en Alaska, entre Yukon et Kuskokwim, les masques inuit et athabascans ; le long des fjords et des sounds de la Colombie-Britannique, ceux, à métamorphose, des Indiens Kwakiutl. Pour les premiers et au milieu d'autres disposés sur l'un des murs de l'atelier, tel « le cygne conduisant au chasseur la baleine blanche au printemps » l'Inna du saumon : simultanément le poisson et un demi-visage humain. Ce que révèle ce masque, ce qu'ainsi il démasque : sous l'animalité, une humanité première. Pour les seconds, le Corbeau du rituel d'hiver : un simulacre dont le porteur va progressivement tirer les ficelles. Par le jeu de volets articulés et de pièces mobiles s'ouvre le bec gigantesque et se dévoile ce qui auparavant était dissimulé sous l'apparence de l'oiseau : là aussi, une face humaine, ici épiphanie d'une entité dévorante, l'ogresse Hamshamtes.



Séjour à Haïti, 1946. C'est à travers cette île, et ses artistes, qu'André Breton a découvert, pendant la guerre, certains aspects de l'Afrique qu'il n'avait pas vus.

la peur

trop



## A MATTA

# de la peinture



Breton et « l'Amour fou ». Une photographie de Rogi André prévue pour illustrer un texte de la revue *le Minotaure*.

le surréalisme : un pluralisme des styles, des écritures et des obsessions. Il y a oscillation constante entre une « écriture automatique » émotionnelle et la documentation vériste d'images oniriques. S'inscrivent dans cette antinomie : Masson, Man Ray, Magritte, Tanguy, Dalí et, plus tard, Mattia. Or ce principe dialectique, lui-même, ne le réalise plus délibérément et plus radicalement que Duchamp et Max Ernst. Mais c'est de la gémale inquiétude de Max Ernst que Breton pouvait se réclamer au premier chef : « Guidé par l'immense hueur qu'ainsi il ôte le premier à faire apparaitre, Max Ernst a dans ses premières toiles accepté de courir la grande aventure : chacune d'elle dépend au minimum de l'autre... »

La non-déductibilité des images, la soudaineté avec laquelle elles surgissent, voilà ce qui garantit leur force. La

notion centrale de « *beauté convulsive* » trahissant la vision de Breton et l'horreur énorme de Schopenhauer, à laquelle se réfère Nietzsche et « qui saisit l'homme quand soudain il se perd dans les modes de connaissance du phénomène, tandis que le principe de raison suffisante, sous l'une quelconque de ses formes, semble souffrir une exception ». C'est comme un coup de couteau dans l'existence : presque tous les membres du mouvement surréaliste ont souffert à de telles réassurances auprès d'une illumination profane, car pour eux, l'authenticité n'est pas liée à la continuation de modèles historiques ou de styles évoluant génétiquement, mais à l'expérience de la discontinuité, le vécu existentiel déterminant donc par son intensité celle de l'apport en connaissances nouvelles. Dans toutes les biographies d'artistes surréalistes, nous trouvons de ces moments où l'entassement causal est rompu. Rappelons-nous seulement

comment Max Ernst e décrit son invention du collage et du frottage, ou bien encore la façon carrément violente dont Miro met fin, en 1924, à l'univers d'images de sa période présuréaliste. Tout cela peut se saisir au plus près dans les catégories de l'esthétique de Breton. Lequel devient le véritable commanditaire de tableaux violents et sublimés. Il ne faut pas s'étonner que sa définition d'artébreuil surréaliste, privilégiant le principe de surprise et d'intellectuelle énigme, renonce largement à tout critère formel et à la recherche de constantes. Breton ne fournit à nul autre la recherche de constantes. Car, à ses yeux, le plus pur aucun concept stylistique. Car, à ses yeux, la cohésion du groupe se fonde sur la mise en scène d'un projet commun entre les œuvres.

La meilleure illustration en est son célèbre incipit : « L'œil existe à l'état sauvage. » Un élément d'isolement cerne tableaux et procédés. Le principe de plaisir surréa-

liste ne peut se réaliser que dans le tableau qui trace la frontière la plus marquée possible par rapport à ce qu'on a vu jusque-là. Les rares concepts généraux offerts par les écrits de Breton — écriture automatique, images oniriques, biomorphisme — caractérisent des démarches plutôt symboliques et largement personnelles. Cela correspond à la poétique à laquelle s'était d'abord tenu le surréalisme littéraire. On retrouve l'écho de cette discontinuité dans l'expression la plus radicale est le refus de l'écriture narrative et par là même causalement ancrée dans les conventions sociales. Cette esthétique, pour laquelle Breton trouve dans ses textes des équivalents langagiers inouïables, fonctionne à merveille à l'époque héroïque de la peinture surréaliste. Des tableaux supérieurs viennent lui donner raison. L'interprétation qu'il en donne demeure assez bien incontestée jusqu'au début des années 30. Mais peu à peu cette recherche de la surprise se révèle être une aporie. Il intervient trop de superlatifs dans le surréalisme, et trop d'esprit de clocher.

Le premier à manifester sa résistance est Aragon. « *avant qu'il ne tourne mal* ». L'analyse limpide qui contient un texte comme « La peinture au défi » (1930) tente de délimiter l'expression et le langage de la peinture surréaliste. Contre ce que l'écriture automatique a de contingent, et contre une combinatoire indéfinie de images, il s'agit de dégager des lois structurales. Aragon réintroduit comme une instance la notion de génie définissant la « personnalité du choïx », sur le modèle de mécanismes régulant chez Max Ernst son recours à l'art naïf des formes et des contenus. Cela revient à définir la peinture collective, les activités de groupe.

La notion de choix fonctionne ici comme limite mise dans les œuvres à une « mauvaise infinité » (Adorno). L'existence d'une « personnalité du choix » apparaît comme le correctif nécessaire à la disponibilité surréaliste. Rétrospectivement, à une époque où tout semble pouvoir se transmettre à tout, ni la consommation culturelle nous transmette plus en plus en zeppeurs blasés, cette discipline négative paraît être la seule possibilité pour rendre vivable la fascinante anthropologie de la liberté esquissée par Breton.

WERNER SPIES

## WERNER SPIES

(Historien d'art, spécialiste, notamment, de Max Ernst.)

# CARAÏBES

# des tropismes

Ces mécaïques qui mettent au jour, dans la duplicité de la représentation, l'en-deçà du visible, qui explorent les contigüités fragiles du réel avec l'imaginaire, parce qu'il en ignorait délibérément les ressorts sociologiques, ne pouvaient que conforter André Breton dans la croyance poétique à la vérité des mythes et des rêves que, par effraction, l'art et le rite font surgir.

Bien que le bannissement de l'art africain de la culture surréaliste s'ait été formellement prononcé que vingt ans après, ce doit-on pas voir dans les dimensions très modestes qui, sur la plaignière de 1929, sont accordées à l'Afrique les signes d'un renouveau ? Auparavant, dans ces dernières années de la Grande Guerre, Breton parles des derniers artistes du mouvement Dadaïste : le zélote au groupe d'Apollinaire, au sein duquel les zélateurs de l'art nègre sont nombreux. Ainsi, par exemple, deux de ses premiers poèmes seront-ils dédiés, en novembre 1917, à la galerie de Paul Guillaume, un milieu de lascives mais austères figures des Baudouins ; tans objets de grande classe, de premier ordre et de haute époque, comme aime, avec emphase, le garantir leur promoteur. Lequel l'est aussi de Derain et de Chirico dont on sait l'admiration qu'il alors leur portait Breton. De plus, dans l'atelier où il s'installe rue Fontaine en 1922 figureront assez tôt des masques du Gabon, de la Côte-d'Ivoire et de la Guinée.

Guillaume, 1026 et 1029, à l'enseigne de la Galerie

Mais, entre 1926 et 1929, à l'enseigne de la Galerie surréaliste où de nombreux « objets sauvages » seront exposés, aucun ne semble provenir de l'Afrique. La rupture est confirmée. Les Pahouins et Baoules encaustiqués de Paul Guillaume, témoins selon Derain du premier des classicismes, fleurissent trop bon, avec la défense de la palette française, le retour à l'ordre. Et si, pour Guillaume, « les mélancoliques des plus scrupuleux doivent écarter les productions des Amériques et de l'archipel océanique pour lui préférer la pureté indéfinissable de l'art nègre », c'est, pour Breton, l'inverse, « l'établissement de la prééminence » de l'art océanique, qui doit être proclamé. Car il en va « de la nécessité de faire prédominer une forme de conscience du monde sur une autre... [Cet] dernière répondrait à la vue réaliste, l'autre à la vue poétique (surréaliste) des choses ». Et se dresse « la barricade » : « D'un côté *les choses*, les thèmes restent pesants, matériels : un

structure assignable à l'être physique - visage, corps - la fécondité, les travaux domestiques, les bêtes à cornes; de l'autre s'exprime le plus grand effort immortel (...) pour ne pas s'en tenir à l'écorce et remonter à la sève, et les thèmes sont aériens, les plus chargés de spiritualité que je sache et les plus poignants aussi (...). Ici, les arborescences polychromes des fougères géantes des Nouvelles-Hébrides, là, les trivialités rustiques du Soudan, se baissant de la glèbe pour acquiescer, sous le baume des antiquaires, une noblesse d'artifice.

Cependant, le fossé apparaît trop profondément creusé pour ce souffrir, ou s'en doute, que de pâles exceptions. Breton reprend l'épithète baudelaire : la Superbe Afrique, et ce qui n'était là que lopins fertiles, mamelles pleines et torpours bovines se mue soudain, sous la forme de la grande déserte guinéenne du Trocadéro, en une éclatante Fécondité : « Dans le sillage de cette statue, l'œil moderne embrassant peu à peu la diversité sans fin des objets d'origine dite « sauvage » et leur somptueux déploiement sur le plan lyrique » et leur somptueux déploiement sur le plan lyrique qui prit conscience des ressources incomparables de la vision primitive et s'éprit (jusqu'à vouloir par impossible la faire sienne) de cette vision. »

La réplique en pied de cette déité des rivières du Sud d'est pourtant pas le seul objet africain qui, rue Fontaine, ait survécu à l'exclusivisme. Il en est d'autres, tels ce masque-casque et en cuir d'antiope, ce premier bambara et cet étrange fourneau anthropomorphe en laiton d'une pipe camerounaise dont la reproduction, par ailleurs, introduit à l'*Art magique*. Dans la mise en page de ce livre comme dans l'atelier, cet objet à figuratio quelque peu démoniaque voisine avec une représentation en métal du « diable » eshu de la macumba du Brésil. Ce rapprochement n'est certainement pas fruitif et il convie à la saisie d'autres syncrétismes. En effet, dans l'atelier de nouveau, quel-ques peintures de Wifredo Lam, contemporaines de ses peintures en Haïti, font écho aux « cartes magiques » son séjour en Haïti, fait écho aux « cartes magiques » du peintre-prêtre du vaudou Hector Hyppolite, décou-vertes par Breton à Port-au-Prince en 1945. Sous le même titre, *Ogoun Ferraille*, sont illustrées, dans l'édition de 1965 du *Surréalisme et la peinture*, deux œuvres de ces artistes. Si la proximité n'est pas de facture, elle traduit néanmoins la référence à une source lointaine mais partagée, le panthéon des nris-sous yorubha du golfe du Bénin où Ogoun, comme

daos les boumfos des Caraïbes, est le dieu du fer,  
des artistes et des magiciens.

La carte n'est pas le territoire. Par ce qu'elle omet, réduit et accroît, elle définit des présences, accorde des privilèges. Projetée en transparence sur les murs de l'atelier, elle manifeste une hiérarchie ; non pas celle des conformismes du bon goût, mais la seule qui soit acceptable, « selon la plus ou moins grande force de suggestion, *« selon la plus ou moins grande ressource, du pouvoir d'invention poétique »*. Dans le foisonnement et l'exubérance d'un cabioet qui est

moins celui de curiosités disparates, cumulées dans l'exercice d'un éclectisme sans frein, que celui de singularités qui se sont imposées dans la fulgurance de leur rencontre, l'œil, une fois levée l'emprise des fascinations successives, affronte l'ensemble du pandémonium. Il perçoit, dans l'insolite des confrontations, la cohérence poétique de cette configuration : un cadastre à l'échelle de la planète.

**JEAN-LOUIS PAUDRAT**

(Maître de conférences à l'Université de Paris, coauteur de  
L'Afrique africaine, éd. Citadelles.)

**MILAN KUNDERA**

## Rencontre légendaire

Depuis plusieurs années, Milen Kundera observe de près André Breton sous un angle singulier, celui de sa découverte du monde caraïbe. Il en témoigne ici :

« En 1941, partant pour l'émigration américaine, André Breton s'arrête à la Martinique ; pendant quelques jours, il est interné par l'administration vichyste, puis relâché. En se promenant dans l'île, celui de ses occupants qui se trouve à la Martinique découvre dans une mercerie une petite revue locale, *Tropiques*. Il en est ébloui. A ce moment sinistre de sa vie, elle lui apparaît comme la lumière de la poésie et du courage. Rapidement, il fait connaissance avec l'équipe de rédaction, quelques jeunes gens d'entre vingt et trente ans, regroupés autour d'Almécé Césaire, et passe tout son temps avec eux. Plaisir et encouragement pour Breton. Inspiration esthétique et inouïable fascination pour les Martiniquais.

» Quelques années plus tard, en 1945, Breton, brièvement, s'arrête à Port-au-Prince, en Haïti, où il donne une conférence. Tous les intellectuels de l'île sont là, parmi eux, les très jeunes écrivains. Ils sont Haïtiens, Alexis et René Depestre. Ils Jacques Stéphan, aussi fascinés que les Martiniquais l'étaient, aussi érudits plus tôt. Leur revue *la Ruche* quelques années après, c'était alors le grand temps (encore une revue qui n'existe plus) consacre un des revues, temps qui n'existe plus) consacre un des numéros spécial à Breton; le numéro est saisi, le revue interdite.

» Pour les Haïtiens, la rencontre fut aussi fugitive qu'inoubliable : l'el dit rencontre; pas fréquentation; pas amitié; même pas éilliance; rencontre, c'est-à-dire étincelle; éclair; hasard. Aléa e alors vingt-trois ans. Depestre dix-neuf; li ne sont inormés du surréalisme que très superficiellement, sachant rien, par exmple, de sa situation politique (la rupture à l'intérieur du mouvement); intellectuellement aussi évides que virgins, li sont réduits par Breton, par son attitude de rivoite, par la liberté d'imagination que prône son esthétisme.

» Alexis et Depestre fondent en 1946 le Parti communiste haïtien et écrivent une littérature d'orientation révolutionnaire; on le pratiquait alors dans le monde entier et, partout, elle se trouvait sous l'influence obligée de la Russie et de son réalisme socialiste. Or, pour les Haïtiens, le maître n'est pas Gorki, mais Breton. Ils ne parlent pas du réalisme socialiste; leur devise, c'est la littérature « du merveilleux ». Bien sûr, Alexis et Depestre ont voulu élargir d'émigrer. Puis, en 1961, Alexis revient en Haïti avec l'intention de continuer le combat. Il est arrêté, torturé, tué. Il a trente-neuf ans.

(Extrait du texte *Beau comme une rencontre multiple*, pour la revue *l'Infini*.)

## هكذا من الاحل



هكذا من الامل

22 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991 •

## ARTS

AVANT-GARDES

# Le surréalisme mis à nu par Dada

**Le surréalisme passe trop souvent pour la continuation du mouvement Dada. C'est oublier une différence fondamentale: Dada met à mort les «beaux-arts» que le surréalisme, à l'inverse, cherche à renouveler par le recours à l'inconscient.**

La confusion systématiquement entretenue entre le mouvement Dada et le surréalisme n'aura été possible qu'en raison du chevauchement de divers événements et rencontres survenus entre 1920, date de l'arrivée de Tristan Tzara appelé à Paris par Breton et Picabia, et 1924, année de la publication, à quelques mois d'intervalle, des *Sept Manifestes Dada* et *Lampisteries* de Tzara puis du *Manifeste du surréalisme* de Breton. L'un des paradoxes des mouvements d'avant-garde de ce siècle tient au fait qu'ils furent souvent lancés par des écrivains: Marinetti créa le futurisme italien, Khlebnikov l'avenisme russe, Tristan Tzara le mouvement Dada, André Breton le surréalisme.

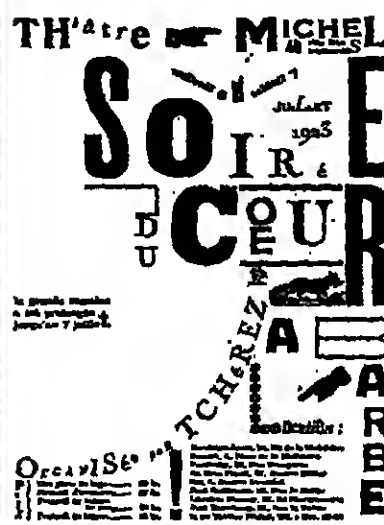
Dans le même temps, la revendication des avant-gardes consistait à refuser une conception de la culture la plupart du temps véhiculée et fixée d'abord par la littérature. Et en effet, au sein du mouvement Dada, l'audace vint d'abord des peintres, ou fut spontanée et simultanée, riche en effets réciproques, chez les plasticiens comme chez les écrivains, au point que les œuvres se fondent: chez Arp lui-même, essentiellement connu pour son œuvre plastique, et Picabia, auquel on doit quelques recueils de poèmes d'une qualité rare, dont on peut affirmer sans risquer de se tromper qu'ils n'ont toujours pas été seulement lus. A Berlin, au sein du groupe Dada, Hausmann se partageait entre les photomontages, les collages et une activité d'écriture importante.

A Zurich, les artistes représentés par la galerie et la revue berlinoises «Der Sturm», ainsi que Kandinsky, Arp, Van Rees, Segal, étaient familiers aux dadaïstes et avaient non seulement conféré aux écrivains la liberté de pratiques poétiques hardies (telles que les poèmes bruitistes, simultanés, statiques de Richard Huelsenbeck, les poèmes phonétiques abstraits de Hugo Ball, les poèmes nègres de Tzara), mais aussi imprimé pour une part leur orientation théorique aux manifestes Dadas de Zurich (Tzara, Serner) et Berlin (Huelsenbeck). C'est précisément sur le plan de cette collusion entre les écrivains et les peintres ou entre les disciplines elles-mêmes qu'il faut, au-delà de divergences plus ou moins anecdotiques, relever une incompatibilité majeure entre Dada et le surréalisme.

Les attitudes de Tzara et de Breton sont à cet égard fondamentalement différentes; leurs choix respectifs en 1921 sont déterminants. Si le premier célèbre les photogrammes de Man Ray, le second publie son premier texte de critique d'art en exposant Max Ernst. L'écart tient entre, d'une part, l'enthousiasme de Tzara devant la découverte de photogrammes qui lui permettent de fustiger la peinture – fût-elle la plus contemporaine – comme une pratique usée et de mettre en avant la virtuosité de Man Ray à arracher aux matériaux (lumière, papier) des propriétés nouvelles; et, d'autre part, l'engouement de Breton pour les métaphores poétiques de Max Ernst, dignes de Lautréamont. Dans les peintures et collages de Max Ernst, le



Breton a participé, un temps, aux activités de Dada à Paris. Ci-dessous, l'affiche pour la revue le Cour à Barbe.



littérateur reconnaît comme sien le mécanisme de production du sens («Atteindre deux réalités distantes et de leur rapprochement tirer une étincelle»).

Un tel amalgame entre peinture et littérature – évacuant toute réflexion plastique autonome, et qui asservit l'art pictural pur à l'anecdote littéraire, – s'il est à la base de la formation de la constellation surréaliste, n'en constitue pas moins un contre-sens organique aux yeux des dadaïstes, une proposition plastique ne leur semblant guère appelée à recouper une problématique littéraire. Sur ce point, Tzara (ses notes sur l'art parues dans les premiers numéros zurichois de la revue *Dada*) est un théoricien porté à exalter les travaux de ses amis non s'il y retrouve sa propre sensibilité, mais s'il y voit surgir pure création, accomplissement autonome hors références.

Ainsi, en préface aux *Champs délicieux*, album de photogrammes de Man Ray, Tzara donne-t-il un texte mordant et inquiet sur la peinture moderne; il insiste non seulement sur l'importance de la découverte de la matière, mais sur sa beauté en tant que produit «physico-chimique». Le procédé, en effet, induit un champ entier d'expérimentations nouvelles. Le photogramme révèle un pan supplémentaire de possibilités plastiques

non picturales. Il enregistre également l'appétition d'un matériau pur, d'une énergie: la lumière.

Pour Tzara, l'attitude Dada devait engendrer l'élan créateur avant même qu'il n'emprunte une discipline préalable, reflet d'un ordre de la culture et de ses valeurs reçues. Dada est plus qu'une catégorie esthétique, qu'une nouvelle manière d'art poétique ou pictural, ce qui fut peut-être en fin de compte le surréalisme. Le dadaïste, lui, ne saurait se laisser enfermer dans le «métier» artistique, il explore au-delà des disciplines des procédés créatifs inédits.

Dès lors, Tzara refusait la notion d'art moderne pour ce qu'elle charrie d'histoire et d'évolution, et se penchait sur les procédés de création, qui doivent être radicalement repensés. Les Dadas ne sont plus des «artistes» mais, comme le proclament les Berlinois, des ingénieurs ou des monteurs. On ne s'étonne donc guère du retentissement des conceptions de Tzara auprès d'écrivains contemporains tels que William Burroughs, et l'on se souvient de ce dialogue entre Brion Gysin, l'inventeur du cut-up, et Tzara, qui avait conçu des poèmes en mélangeant dans un chapeau des articles découpés: «Pourquoi toi et tes amis refont-ils ce que nous avons fait il y a quarante ans? – Parce que vous ne l'avez pas assez bien fait, parce que la vraie signification du problème n'a pas été explorée. Les méthodes de Dada sont valables tant que les structures économiques et sociales demeurent les mêmes. Ce que nous opérons, c'est un système de coupure à l'intérieur du système, pour brouiller le fonctionnement des médias.»

Si l'œuvre de Marcel Duchamp n'a cessé de passionner d'innombrables chercheurs, celle-ci s'éclaire aussi à la lumière de son rôle dans l'histoire de l'art moderne et contemporain. Duchamp ne peut pas être annexé au surréalisme. L'auteur du *Nu descendant un escalier*, dont on doit se rappeler qu'il fit partie de la première génération à s'opposer à l'orthodoxie d'un certain cubisme, est un aîné pour Tzara et Breton, le

troisième homme, qui, dans cette trinité, a su préserver, via les États-Unis, sa liberté et sa singularité. Il y a peut-être d'autant moins lieu de s'étonner de l'extraordinaire retentissement de Duchamp dans l'art contemporain que celui-ci est à l'origine de la création, en 1920, de la célèbre collection de «La Société anonyme» pour Katherine Dreier. L'exposition de cet ensemble prototype déclencha à terme la création du premier musée d'art moderne au monde, celui de New York en 1929.

Le parallèle entre les années 20 et notre regard sur l'art du siècle s'impose d'autant plus que Duchamp est certainement celui qui, en raison de son influence sur John Cage, Rauschenberg, Johns, Warhol a porté Dada au kin. Qu'il s'agisse de *Walkaround Time*, ballet créé en 1968 par Merce Cunningham à partir du *Grand Verre*, ou de créations (*Meta-Marcel*, *Window Snow*, 1976; *Bicycle Wheel*, 1983) de Shigeo Kubota récemment exposées à Venise. Et Fluxus réunit Dada et Duchamp dans un même rapport de filiation dont se trouve exclu le surréalisme. Notons en outre le manifeste de George Maciunas, cet alter ego de Tzara, *Nouveau Dada in Music, Theater, Poetry, Art* (1962). On peut en dire autant des situationnistes, chez lesquels il y a quantité de références à Dada et, «à travers toute leur activité, un permanent éloge» (Debord).

John Cage influence autant notre regard sur Tzara que Tzara connaît l'œuvre de Cage, tant il est vrai que le moment présent et le passé se mêlent pour le «regard» des artistes que nous redécouvrons aujourd'hui, occultés après soixante-dix ans de surréalisme français, sont ceux que Duchamp, dès la première heure, achetait pour Miss Dreier: Brancusi, Buchheister, Van Doesburg, Malevitch, Moholy-Nagy, Mondrian, Persson, Popova, Ponguy, Schwitters, entre autres.

Ainsi Schwitters, intégré par Tzara au sein de Dada malgré le refus du Club Dada, est délibérément ignoré par un surréalisme dont les conceptions par trop littéraires empêchent de reconnaître un nombre d'artistes importants, présents à Paris durant les années 20, tels Van Doesburg ou Mondrian, alliés potentiels dans la grande lutte d'avant-garde.

C'est dans un tel contexte qu'il faut analyser l'incompréhension à laquelle se heurte Tzara lorsqu'il donne aux artistes russes de Montparnasse sa pièce à jouer: *Cœur à gaz*, dans les décors de Sonia Delaunay, au moment où Breton, victime de son interprétation nihiliste de Dada, croit devoir, à l'imitation de Duchamp, cesser d'écrire et de publier sa revue. Cette interprétation de Dada était suicidaire et évidemment menaçante pour Breton, qui en vint à s'opposer par la violence physique à cette représentation et à négliger tout l'intérêt que présentaient, ce même soir, les décors réalisés par Van Doesburg pour des danses de Lizica Cotreano. L'ensemble apportait sur bien des plans un ressort nouveau résolument international au prétendu essoufflement des manifestations Dadas, généralement avancé par Breton pour justifier son désir d'en finir avec Dada.

En 1946, Moholy-Nagy, directeur du nouveau Bauhaus de Chicago, notait dans son ouvrage *Vision in Motion*: «La nouvelle forme de communication, ce ne sont pas les surréalistes qui l'ont inventée mais plutôt les dadaïstes et James Joyce mieux encore. (...) Un poème dadaïste révèle plus de fraîcheur que la littérature surréaliste. Dada est plus poétique et plus riche par ses potentialités et ses perceptions enthousiasmantes. En comparaison, un poème d'Eliot est une fantaisie raisonnée, un feu d'artifice d'images sorties du dictionnaire et non l'éruption de la vie embrassant l'intellect et l'émotion. Si l'on excepte ses tentatives de simulation d'écriture psychotique, on voit mal pourquoi Eliot est appelé surréaliste. C'est un poète aimable et mélodieux mais plutôt conservateur en regard des accomplissements dadaïstes dans le domaine d'un langage pluridimensionnel.»

MARC DACHY

(Auteur du Journal du Mouvement Dada, éd. Skira, 1989. Vient de paraître un ensemble d'écrits de Kurt Schwitters, Metz, éd. Champ Libre/Leborel, 1990).

### VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas • J.-H. : ouvert jusqu'à 2 heures.

DINERS		RIVE DROITE	
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Choucroutes, poissons, frites, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, valons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.	<b>TY COZ</b> 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> 48-78-42-93/14-61	<b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR</b> • Menu de la mer • 120 F TTC. jusqu'à 22 h 30.
<b>AU PETIT RICHEL</b> 47-70-68-69/47-70-80-50 13, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup>	<b>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE</b> POMFRET THEATRE, 300 F à 430 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.	<b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-80-01-41 6, pl. Marchal-Juin, 17 <sup>e</sup> Fermé sam. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite: avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
RIVE GAUCHE		SPECIALITÉS INDIENNES	
<b>NOS ANIMÉS LES GAULOIS</b> 46-53-66-67 et 66-12 38, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 <sup>e</sup>	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu à 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîner midi et soir.	<b>DECOUVREZ... L'INDIEN</b> , au 72, bd Saïat-Germain, 5 <sup>e</sup> , M <sup>o</sup> Maubert, 7 <sup>e</sup> , sur l'avenue LAFAYETTE, 12 heures à 23 h 30, ven. sam. fermé jusqu'à 1 h, CADRE LUXUEUX.	<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup> 43-26-44-91 F, lundi
<b>LE MAHARAJAH</b> GRILLE D'OR de la gastro. indienne 43-54-26-07	<b>RESTAURANT THOUVIEUX</b> 47-45-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	<b>LES GRANDES MARCHES</b> AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU JOUR. Plats traditionnels. Vins à découvrir. Décor • Brasserie de luxe • T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-70-32.	<b>RESTAURANT THOUVIEUX</b> 47-45-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>

## CINÉMA

### « Comme dans un bois »

Selon son propre témoignage, Breton fut grand amateur de cinéma surtout dans sa jeunesse, avant la naissance formelle du surréalisme. Il était alors friand de feuilletons dans l'esprit des *Fantômes de Feuillade*.

Le surréalisme devait par ailleurs donner naissance à fort peu de films et son influence rester limitée par rapport à ses effets dans le domaine de la littérature et des arts plastiques. Les titres les plus célèbres restent *Un chien andalou* en 1928 et *l'Âge d'or* en 1930 (à la projection duquel les Camelots du roi déclenchèrent une mémorable émeute), réalisés par Luis Bunuel, avec la complicité de Salvador Dalí. *La Coquille et le Clergyman* (1927) de Germaine Dulac sur un scénario d'Antonin Artaud, et *l'Etoile de mer* (1928) de Man Ray, d'après un poème de Desnos relèvent plutôt de l'esprit dadaïste, tout comme *Anémic Cinema* (1925) de Marcel Duchamp.

Les surréalistes ont, en revanche, souvent pris fait et cause pour des films qu'ils estimaient proches de leurs préoccupations. Ainsi de *Nosferatu* de Murnau, de *la Sorcellerie à travers les âges* de Christensen, de *Peter Ibbotson* de Henry Hathaway ou des films des Marx Brothers. Tous ces titres figurent parmi les trente-cinq œuvres présentées par le Centre Georges-Pompidou dans le cadre d'une rétrospective baptisée « Comme dans un bois ».

J.-M. F.

\* Du 25 avril au 3 juin au studio 5 (cinéma français). Séances à 14h30, 17h30, 20h30. Tél.: 42-77-12-33.



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

par Dada

## CINEMA

Tous les films nouveaux

### An angel at my table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alida Krog, Karen Falcon, the Church, K.J. Wilson, Malin Bergman, Nino-Karlsson (2 h 30).

En trois époques de sa vie, l'évocation de l'écrivain Janet Frame offre à la réalisatrice néo-zélandaise déjà remarquée (oh combien) avec *Sweetie* l'occasion d'un extraordinaire portrait de femme, peut-être avec un aplomb et une finesse sans égale dans ses ambres les plus vives. La grâce, probablement.

### Fortune express

d'Olivier Schenzy, avec Thierry Frémont, Cécile Campion, Henriksen, Nicolas Lange-Nielsen, Susanah York, Nigel Hawthorne, Norval (1 h 30).

Les personnages sont des handicapés, mais le film est de pleine forme, rapide, aventureux, amoureux, pétant de santé. Un premier long métrage aussi inattendu que réjouissant.

### Handful of time

de Martin Aspin, avec Ewan McGregor, Camille Sten, Henriksen, Nicolas Lange-Nielsen, Susanah York, Nigel Hawthorne, Norval (1 h 30).

Entre onirisme et nostalgie, le voyage dans un passé d'un homme vieillissant, à la recherche de sa femme morte depuis longtemps.

### L'ombre d'Emma

de Steven Knight-Jacobson, avec Line Kruse, Boris Ahlstedt, Inge Sofie Skovbo, Henrik Larsen, Danols (1 h 30).

L'égoïste histoire d'une fille de douze ans qui, pour échapper à la grisaille de sa vie, organise son propre kidnapping. Au bout de l'aventure et sous le soleil de Malte, elle fera une rencontre imprévue et tendre.

### Triplex

de Georges Lautner, avec Patrick Chesnais, Cécile Pallès, François-Eric Gendron, Jacques François, Sophie Carle, Jacques Jouanneau, François (1 h 30).

Sur l'éternel triangle du vaudeville, deux spécialistes du genre, Lautner le réalisateur et Van Cauwelaert le scénariste, construisent leurs variations illustrées par un jeune inventeur en informatique et un avocat byzantin qui se disputent les charmes d'une jeune demoiselle.

Forum Horizon, handicaps, 1- (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 2- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 3- (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (45-01-01-58) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-54-50) ; Les monts Alésia, 15- (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 16- (45-22-46-01) ; La Gambetta, 17- (45-35-30-40).

### Reprise

#### Tueurs de dames

d'Alexander Mackendrick, avec Alec Guinness, Cecil Parker, Herbert Lom, Peter Sellers, Danny Green, Katie Johnson, Britannique, 1958 (1 h 37).

L'un des neurones de la comédie anglaise des années 50, qui faisait de l'affrontement entre une vieille piquée et une bande de mafieux distingués installés chez elle, pour préparer un hold-up, un bijou d'humour noir très british.

VO : Reflet Logos 1, handicaps, 5- (43-54-42-34) ; Les Trois Batz, 6- (45-61-10-60).

### Sélection

#### Alice

de Woody Allen, avec Mia Farrow, William Hurt, Joe Mantegna, Alec Baldwin, Judy Davis, Cyndi Sheppard, Américain (1 h 49).

Les aventures de la grande-bourgeoise oew-yorkaise entralisée dans les sorlières du cinéma vers une vie plus satisfaisante auront illuminé ce début d'année. Complices jusqu'à l'osmose, Alice et Woody Allen derrière la caméra et Mia Farrow devant, sont éblouissants de justesse, d'humour et d'intelligence. Un délice.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-36) ; Action Ecologie, 4- (43-25-72-07) ; U.G.C. Rotonde, 5- (45-62-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 6- (45-62-20-40) ; Studio 28, 18- (45-66-35-07).

#### Aux yeux du monde

d'Eric Rohmer, avec Jean Attal, Kristin Scott-Thomas, Albert Bernier, Charlotte Gainsbourg, François (1 h 39).

Ils vont voir ce qu'ils vont voir ! Qui ? Tout le monde, mais surtout Juliette son amie, et les occupants du bateau canotier. Les occupants de la France. Les spectateurs aussi vont voir : un suspense tiré au cordeau, et un grand moment d'émotion.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-56-31) ; U.G.C. Danton, 3- (42-71-52-36) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

#### Bashu, le petit étranger

de Bahram Beyzai, avec Sussan Tassimi, Parviz Puroshani, Adnan Afrayim, Iranien (2 h).

Propulsé par la guerre loia de son pays natal, Bashu le petit garçon redécouvre peu à peu le vie aux côtés de la paysanne qui l'a recueilli malgré l'hostilité des villageois. Avec un art consommé, Bahram Beyzai mêle la chronique et le fantastique, et dépasse l'anecdote pour un chant d'amour à la nature et à la tolérance.

VO : Utopia Champollion, 5- (43-28-84-68).

#### Delicatessen

de Marc Caro, Jean-Pierre Jeunet, avec Dominique Pinon, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Dreyfus, Karin Viard, Rufus, Ticky Holgado, Français (1 h 37).

Quelque part dans le (vase) no man's land entre la *Traverse de Paris* et le *Dernier combat*, noir et dégingéne, cette fable burlesque, noire et dégingéne, nourrie des tribulations des habitants d'un immeuble transformé en anthologie de l'humour noir, est un chef-d'œuvre popographique par les rigueurs d'une époque propice aux débordements de tout genre.

Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, handicaps, 3- (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 12- (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 13- (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 14- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 15- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 16- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 17- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 18- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 19- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 20- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 21- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 22- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 23- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 24- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 25- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 26- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 27- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 28- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 29- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 30- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 31- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 32- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 33- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 34- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 35- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 36- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 37- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 38- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 39- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 40- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 41- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 42- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 43- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 44- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 45- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 46- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 47- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 48- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 49- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 50- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 51- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 52- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 53- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 54- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 55- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 56- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 57- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 58- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 59- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 60- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 61- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 62- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 63- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 64- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 65- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 66- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 67- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 68- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 69- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 70- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 71- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 72- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 73- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 74- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 75- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 76- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 77- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 78- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 79- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 80- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 81- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 82- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 83- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 84- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 85- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 86- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 87- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 88- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 89- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 90- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 91- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 92- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 93- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 94- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 95- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 96- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 97- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 98- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 99- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 100- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 101- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 102- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 103- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 104- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 105- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 106- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 107- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 108- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 109- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 110- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 111- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 112- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 113- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 114- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 115- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 116- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 117- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 118- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 119- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 120- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 121- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 122- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 123- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 124- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 125- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 126- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 127- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 128- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 129- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 130- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 131- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 132- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 133- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 134- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 135- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 136- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 137- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 138- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 139- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 140- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 141- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 142- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 143- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 144- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 145- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 146- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 147- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 148- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 149- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 150- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 151- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 152- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 153- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 154- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 155- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 156- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 157- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 158- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 159- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 160- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 161- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 162- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 163- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 164- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 165- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 166- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 167- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 168- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 169- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 170- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 171- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 172- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 173- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 174- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 175- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 176- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 177- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 178- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 179- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 180- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 181- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 182- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 183- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 184- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 185- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 186- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 187- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 188- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 189- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 190- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 191- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 192- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 193- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 194- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 195- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 196- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 197- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 198- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 199- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 200- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 201- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 202- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 203- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 204- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 205- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 206- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 207- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 208- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 209- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 210- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 211- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 212- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 213- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 214- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 215- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 216- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 217- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 218- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 219- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 220- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 221- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 222- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 223- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 224- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 225- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 226- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 227- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 228- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 229- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 230- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 231- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 232- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 233- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 234- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 235- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 236- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 237- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 238- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 239- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 240- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 241- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 242- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 243- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 244- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 245- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 246- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 247- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 248- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 249- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 250- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 251- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 252- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 253- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 254- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 255- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 256- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 257- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 258- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 259- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 260- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 261- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 262- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 263- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 264- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 265- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 266- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 267- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 268- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 269- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 270- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 271- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 272- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 273- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 274- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 275- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 276- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 277- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 278- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 279- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 280- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 281- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 282- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 283- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 284- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 285- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 286- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 287- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 288- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 289- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 290- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 291- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 292- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 293- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 294- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 295- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 296- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 297- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 298- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 299- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 300- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 301- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 302- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 303- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 304- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 305- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 306- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 307- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 308- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 309- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 310- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 311- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 312- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 313- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 314- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 315- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 316- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 317- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 318- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 319- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 320- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 321- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 322- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 323- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 324- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 325- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 326- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 327- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 328- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 329- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 330- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 331- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 332- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 333- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 334- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 335- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 336- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 337- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 338- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 339- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 340- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 341- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 342- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 343- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 344- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 345- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 346- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 347- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 348- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 349- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 350- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 351- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 352- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 353- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 354- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 355- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 356- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 357- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 358- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 359- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 360- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 361- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 362- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 363- (45-62-20-40) ; U.G.C. Biarritz, 3







هكذا من الاحل



## LA SELECTION DE LA SEMAINE

## DISQUES

## Classique

**Schubert**  
Rosamunde  
Anne Sofie von Otter (mezzo),  
chœurs Ernst Sauter,  
Orchestre de chambre d'Europe,  
Claudio Abbado (direction).

Dernière tentative du musicien de la Belle Meunière pour approcher l'opéra - genre qu'il ne devait jamais totalement apprivoiser - musique de scène pour une pièce écrite en cinq jours et représentée trois fois, *Rosamunde* est dédiée pour une ouverture qui ne lui était pas destinée, mais que Schubert avait composée trois ans plus tôt pour l'opéra *la Harpe enchantée* et qu'il utilisa ici, pressé par le temps.

Après un *Ferrabras* déjà magnifié par les chœurs d'Europe (et les magnifiques chœurs Schoenberg), Abbado s'y est pris à deux fois pour cette *Rosamunde* aux trois quarts oubliée, enregistrant d'abord l'inévitable ouverture, pour la compléter trois ans plus tard par l'ensemble des morceaux, Interludes, ballets, chœurs de bergers et de chasseurs, lied orchestral, l'ensemble, singulièrement hétérogène, apparaît comme un catalogue des grandes réussites schubertiennes : bonheur de l'orchestration pour les vents (on pense souvent à l'*Octave*), mélange du pittoresque et du mystique (Bruckner est antécédent), imbrication de solides mélodies populaires et des idiosyncrasies les plus marquées du génie schubertien. Le thème du troisième entracte sera repris par le musicien dans son *Quatuor en la mineur* et dans le *Troisième Impromptu pour piano*. Claudio Abbado interprète cette *Rosamunde* en finesse, dans l'esprit viennois de la musique de chambre. Avec un très léger parfum italien.

1 CD Deutsche Grammophon 431 665-2.

## Musique de chambre française

Œuvres de Saint-Saëns, Poulenc, Milhaud, Roussel, d'Indy, Tansman, Franck, Pascal Rogé (violin), Catherine Cantin (alto), Maurice Bourque (basse), Michel Portal (clavier), Armand Volpe (basse), André Caumont (piano).

Un florilège de raretés, qui commence sur les chapeaux de roue avec le *Caprice sur des airs danois* et russes de Saint-Saëns, d'une solennité pince-sans-rire et d'une virtuosité de roué. D'Indy, dans *Sarabande et menuet*, commence gravement par un contrepoint d'école quelque peu dissonant, pour déboucher sur un trémolo moderne style. Roussel touche vers Ravel dans son *Diversissement op. 6*, quand il ne se laisse pas aller déjà au machinisme de ses futures symphonies. Tansman a dû beaucoup écouter Stravinsky avant de se mettre à sa *Dance de la sorcière*. Franck voudrait être Darius Milhaud dans les caricatures de son *Heure du Berger*. Poulenc, dans son *Éléphant pour cor et piano*, compose à peu près comme Fauré, mais en 1957 (trava à Cazalet dans les mélismes compliqués de cet hommage posthume au compositeur britannique Dennis Brain). Milhaud, enfin, est polytonal, concis, moderne, dans la belle *Sonate pour flûte, hautbois, clarinette et piano* qu'il composa à vingt-six ans.

Le programme ne constitue peut-être pas, au total, la fine fleur de notre musique de chambre nationale. Mais il est interprété par les meilleurs chambristes français, tous engagés dans des carrières de solistes.

1 CD Decca 425-961-2.

**Nono**  
Fragmente-Stille, An Diotima; « Hay que caminar » sognando  
Quatuor Arditi

Dans la série que les disques Montaigne consacrent désormais au répertoire de notre siècle, celui-ci apparaît d'abord comme l'un des plus inaccessibles : *An Diotima*, pour quatuor à cordes, regarde forcément à ce titre du côté de l'abstraction; « Hay que caminar » sognando, l'unique œuvre de Nono (millésimée 1989) est cette année-là à Paris dans le cadre du Festival d'automne, réduit à l'effectif à deux violons et pousse plus loin encore le dépouillement. Mais pour le compositeur italien, dans sa dernière période de création, le volume sonore comme l'importance numérique des troupes qu'il mobilise, n'est qu'un faux-semblant. Prose, qui réunit toute une année d'écritures, exige une écoute inventive et

fine, une sorte d'amplification intérieure de la part de l'auditeur. Le *Quatuor*, à l'inverse, n'est minimaliste qu'apparement. Créé à la fin des années 70, dédié au Quatuor LaSalle, il sait à ce point solliciter l'attention que la matière sonore qui le compose - de microscopiques parcelles, toutes chargées de reflets et de vibrations - change d'échelle et illumine l'oreille comme une immense constellation.

Du pianissimo au piano, avec quelques fortissimos aussi rares que fulgurants, le duo (joué ici par Irvine Arditi et David Alberman, second violon de la formation) est finalement une œuvre aussi ample, charnelle et concrète qu'un pas de deux. Musique de l'infinimental, mais si dramatique!

1 CD Disques Montaigne.

A. L.

## Jazz

François Tusques  
Free Jazz

Le free jazz, au début, c'est une illumination, un veru (libérez le jazz!), un intitulé. C'est le titre d'un double quartet historique d'Ornette Coleman et Eric Dolphy. Tien! Si l'on repensait aujourd'hui de ce que ce disque a inspiré d'idées gratuites? Ce serait émouvant, donc instructif. Free Jazz, toujours, est le titre d'un disque de François Tusques qui se lance, en 1965, sans fillet dans l'aventure. Au sommet du mal, avec lui, se posant de talc avant d'agripper les trappes : Bernard Vitet (qui n'a pas lâché le morceau), Michel Portal (on connaît), Charles Saudrais (sonnant très juste dans ce qui ne lui ressemblait pas) et Bob Guerin qui plus tard devait se donner la mort (étrange don). La demi-surprise, parce qu'un a en le bon goût, la prudence psychique et la fidélité historique de garder le contact avec cette époque, c'est ceci : ça sonne, c'est bon d'idées, rien d'évident dans le geste qui l'inspire, la vie est à réinventer. Elle ne le sera pas, mais on n'est pas passé loin. Ce disque le montre.

1 CD, in situ, Adès, 990039.

**Abbey Lincoln**  
The World Is Falling Down

Chanteuse, mais est-elle chanteuse? Depuis la *Freedom Now Suite* avec Max Roach dont elle partageait alors la vie, Abbey Lincoln dut à sa façon l'existence et la douleur du monde. D'une voix de femme blesée; avec une gravité qui semble une plainte; en laissant se déferler

les mots qui portent. Le blues aurait pu s'engouffrer dans cette voie. Il ne l'a pas fait. On retiendra la ballade qui a des airs d'une première chanson, *First Song*, et la délicatesse qu'apporte Alain Jean-Marie (piano) à la mesure en scène.

1 CD, Varve, 843. A78-2, distribué par Polygram.

**Jackie McLean**  
Dynamy

En un sens, il convient de s'adapter. Trois cents saxophonistes aujourd'hui jouent mieux que bien. D'un autre côté, pas un d'entre eux pour effacer ou casser, bousculer ou prolonger. Parker, Coltrane, Rollins ou Ornette. Bien. On ne va pas jérémyer ou xiaiser. On va essayer d'identifier ce qui peut faire sens ou, au moins, ce qui peut nous étonner. Par exemple ce disque, *Dynamy*, où au type - qui n'avait pas l'envergure des quatre autres mais, tout de même, qui avait juste ce grain de sel qui fait qu'on pouvait, un instant de folie sans illusion, le préférer - joue en pleine maturité, solidement encadré, avec des bonheurs d'expression et de communication qui laissent croire que l'esprit du jazz ne s'est pas perdu. Ce qui est vrai : mais on a besoin de vérifications comme Jackie McLean.

1 CD, Triloka 181-2, distribué par Média 7.

F. M.

## Rock

**La Mano Negra**  
King of Bongo

La Mano Negra est devenue en deux ans le premier groupe de rock français. Il suffit de les avoir vus sur scène pour être libéralement déchaînés et calorifiés pour savoir pourquoi. En revanche, l'écoute de leurs disques permet à peine de le deviner, et ce n'est pas la sortie de *King of Bongo* qui y changera quoi que ce soit.

Avec leurs deux premiers albums, Manu Chao et ses camarades avaient tourné les difficultés (textes polyglottes et appropriaux, inspirations fondroyantes mais éphémères) à la manière des prestidigitateurs : sur *Patchanka* et *Pala's Fever*, la Mano allait si vite qu'on n'y voyait (avec un peu de bonne volonté) que du feu. Titres très courts, enchaînements malins, ils s'en sortaient avec le bénéfice du doute. *King of Bongo* est un disque énorme, les morceaux sont menés à leur terme, la production (essaye par le groupe dans un souci musical d'indé-

pendance) a pris du poids, reste un malaise quant à la substance.

Écrit pour l'essentiel dans un anglais hésitant, ces quatorze titres restent à l'état d'ébauche ou ébauche d'idée jusqu'à ce qu'elle craque. On se console, à peine, avec les deux chansons en français (*le Bruit du frigo* et *M. Ocaso*), qui donnent des envies de musette alternant, de guinguettes n'a l'on pogote au bord de l'eau.

Manque de temps ou manque d'inspiration, ou encore les deux, *King of Bongo* est un disque en manque, privé de tout ce qui fait le charme de la Mano, jusqu'à un joyeux désordre des deux premiers albums. Le premier groupe de France doit toujours son premier grand disque.

Virgin 30840.

**Simple Minds**  
Real Life

La « vraie vie »? Arrivé à ce niveau de lieux communs sophistiqués, « Au niveau du vécu » aurait mieux convenu. On voudrait, parce qu'ils ont de bonnes têtes et des intentions pures, conclure une trêve avec Simple Minds. Les écouter dire ce qu'ils ont à dire. Mais comme à chaque fois, on est obligé de leur demander de ne pas nous harceler dans les oreilles comme ça, de ne pas faire les malins et d'arrêter de s'en croquer.

*Real Life* se veut à l'échelle humaine, un retour à la simplicité après les éruptions planétaires de *Street Fighting Years*, le précédent album. Mais Jim Kerr ne sait plus chanter, seulement déclamer comme un pasteur pendant carême. Au bout de deux complètes cinchotes, il faut que toutes les chambres d'écho de l'enfer se déchaînent pour indiquer que l'on est enfin arrivé au passage significatif. Les mélodies, comme de grosses vagues de dessins animés, enlèvent et s'écroulent, les franges des arrangements se défont quatre mesures à l'avance. C'est la vraie vie, c'est l'enfer.

Virgin CDV 2660.

**Linton Kwesi Johnson**  
Things are Times

Voici une histoire de parole : Linton Kwesi Johnson est d'abord un poète. Jamaïcain vivant en Angleterre, il a choisi il y a une douzaine d'années (c'est-à-dire au temps de la vague punk) de dire ses textes sur des musiques reggae plutôt que de les publier. C'est-à-dire qu'il finit avec les tendances les plus pointues du reggae, le *chub* et le *toasting*, celles qui devaient participer de la naissance du rap.

*Things are Times* est un retour après une absence un peu mystérieuse, pendant laquelle Linton Kwesi Johnson, pour les raisons indiquées ci-dessus, a acquis une aura de précurseur, d'autant que ses disques, dont le superbe *Black Culture*, ont été réédités récemment par Island. Et voilà que LKJ repart en sens inverse : la musique de *Things are Times* va chantonner les racines de la culture afro-caribbe, le reggae fait un tour chez les ancêtres et cousins, calypso et zouk.

Produit par Dennis Bovell, *Things are Times* démontre que le producteur, comme tout avant-gardiste qui se respecte, est aussi un amoureux des traditions : les arrangements évitent les simplismes pour produire un bouillonnement impétueux et chaleureux fait de rythmiques reggae, de calypso, de violon, d'accordéon ou de flûte.

Du coup, les textes de Linton Kwesi Johnson, toujours radicaux, toujours en créole jamaïcain (mais entre l'écouter et le lire, les anglophones sauront à peu près de quoi il retourne) prennent un peu de distance, comme s'ils étaient enroulés par un vieux sage qui contemple la folie du monde à l'ombre d'une cabane, sur une plage de Jamaïque, sans trop se préoccuper de se faire entendre, avec le souci premier d'avoir raison.

WMD/FNAC Music 692111.

**Dinosaur Jr**  
Green Mind

Depuis les aventures de Jane's Addiction ou de Sonic Youth, l'indépendant est bien balisé. Après les classes sur le schéma alternatif, l'artiste (groupe bruyant à base de guitares électriques maltraitées) est accueilli respectueusement au sein d'une multinationale qui lui fait vendre des centaines de milliers de disques de par le monde. Voici cette semaine Dinosaur Jr, que les secateurs de l'underground universitaire américain connaissent depuis quelques années et que les autres découvriront à l'occasion de ce troisième album.

Après diverses tribulations, les effectifs de Dinosaur Jr se résument à la seule personne de J. Mascis, voix brisée et guitares désarticulées qui fait à peu près tout sur *Green Mind*. Le résultat est brillant, inquiétant et étonnant. La méthode est voisine de celles des Pixies, c'est à dire la reconstruction, le réarrangement inventif et respectueux iconoclaste des éléments du rock. S'ajoutent ici une fragilité, une fêbre qui infectent la sauvagerie de la musique et la transformation en inquiétude, en douleur.

Blanco Y Negro/WEA 9031-73448-2.

musiscène présente



carole  
**fredericks**  
jean-jacques  
**goldman**  
avec  
**RTL**  
michael  
**jones**

**en concert à Paris du 4 au 9 juin**  
au Vélodrome Jacques Anquetil (Bois de Vincennes)

Locations : Virgin Mégastore, FNAC, 3615 RTL, et par tél. au 40.09.95.12